



PRIEZ, PRIEZ BEAUCOUP POUR LE SAINT-PÈRE !

« *NON est qui consoletur eam ex omnibus caris ejus* », chante l'Église à l'office des ténèbres, en cette Semaine sainte.

« De tous ceux qu'elle aimait, pas un ne la console. Elle pleure toute la nuit, et ses joues sont inondées de larmes... Ô vous tous qui passez sur le chemin, regardez et voyez s'il est douleur semblable à la mienne ! »

Le prophète Jérémie décrit ainsi dans ses *Lamentations* la douleur de Jérusalem dévastée en châtiment de ses iniquités. Son Temple et ses murailles abattus, ses pasteurs exilés, ses enfants mourant de faim...

À matines, en les chantant, nous pensions à notre pauvre Église « à moitié en ruines »... Et plus que jamais, depuis la mort de notre Saint-Père le pape François ce lundi 21 avril, le cri du prophète nous interpelle : « *Jérusalem, Jérusalem, convertis-toi au Seigneur ton Dieu !* »

MARIE RÉPARATRICE, LE SALUT DE L'ÉGLISE

En fait, la douleur de Sion, qui est chantée par ailleurs comme la Bien-Aimée de Yahweh, promise à une postérité nombreuse, une maternité universelle, est surtout la figure de l'affliction de la Vierge Marie, notre douloureuse Mère, tout unie au sacrifice de son Divin Fils sur la Croix, au point de souffrir avec lui le châtiment de l'effroyable *péché du monde*, de nos péchés, parce qu'Elle est **notre Corédemptrice**.

Le Bon Dieu a voulu rappeler ce mystère à notre temps, en permettant à notre Divine Mère de se manifester dans la même affliction. C'est Elle, aujourd'hui, qui pleure à cause de la ruine de la Cité Sainte, tant de ses enfants captifs de *l'Ennemi*, qui défont et succombent, de mort éternelle. C'est son message qu'il faudra faire entendre au successeur de François.



En 1846, sur la montagne de La Salette, Elle est apparue en larmes à Maximin et Mélanie, assise sur des pierres, la tête dans les mains et les coudes sur les genoux, dans l'attitude d'une inconsolable tristesse. Sur sa poitrine, un crucifix, avec tenailles et marteau, « *qui tenaient sans rien pour les attacher* ».

S'étant levée, Elle demanda aux enfants de s'approcher pour entendre « *une grande nouvelle* » :

« Si mon peuple ne veut pas se soumettre, je suis forcée de laisser aller le bras de mon Fils. Il est

si lourd et si pesant que je ne puis plus le retenir. Depuis le temps que je souffre pour vous ! »

François ne pouvait entendre ni admettre une telle plainte. Loin de se *soumettre* aux demandes de Notre-Dame, il laissait *son peuple* l'offenser, blesser son Cœur Immaculé, au point que nous mériterions mille fois d'être *abandonnés* par Notre-Seigneur, si Elle-même n'intercédaient pour nous.

Mais notre Médiatrice en paye le prix, Elle *souffre pour nous*, comme jadis au pied de la Croix,

et comme sainte Marguerite-Marie dut souffrir pour expier les fautes de ses sœurs visitandines. La lourde chaîne, en forme de galons, que Maximin et Mélanie ont vue sur les épaules de Notre-Dame, manifeste bien ce *pesant fardeau* de la Justice divine qu'Elle endure pour nous, comme Jérémie l'annonçait à Jérusalem : « *Le joug de mes iniquités s'est appesanti sur moi : la main du Seigneur en a fait un collier qu'il m'a mis au cou.* » (Lm 1,14)

Si nous ne subissons pas, aujourd'hui, le même sort que Jérusalem au temps de l'Exil, c'est grâce à notre Mère, l'Immaculée corédemptrice.

UN "MARCHÉ D'AMOUR".

« *Si je veux que mon Fils ne vous abandonne pas, continuait Notre-Dame, je suis chargée de le prier sans cesse pour vous.* »

Elle est « *chargée* » de prier pour nous : Elle obéit donc à une volonté de notre très chéri Père Céleste, qui veut passer par sa médiation pour que la Miséricorde dont Il est lui-même la Source éternelle puisse s'exercer en toute Justice. Comme au jour de l'Annonciation, tout dépend d'Elle : le dessein rédempteur de notre très Chéri Père céleste s'incarne en son Cœur Immaculé.

ORAISON FUNÈBRE

Paraphrasant notre Père dans son *Oraison funèbre* de Paul VI, nous pouvons dire que François fut douze ans le légitime Successeur de saint Pierre et Vicaire de Jésus-Christ. Mais il fut aussi le chef, le guide charismatique de la réforme permanente instaurée dans l'Église lors du concile Vatican II, inaugurée et poursuivie avec acharnement par Jean XXIII, Paul VI, Jean-Paul II et Benoît XVI, contre laquelle notre Père, l'abbé de Nantes, s'est dressé, et nous à sa suite, par fidélité à la Vérité qu'il a si vaillamment défendue.

Ainsi, depuis ce lundi de Pâques, en même temps que « *l'âme de notre Souverain Pontife se détachait de son enveloppe charnelle, son cœur laissait à la terre son œuvre discutée, lui pour se rendre à l'infaillible décision de Dieu sur sa responsabilité, elle, son œuvre, subsistant au corps et au sang de l'Église comme un sérum de vie ou un fort poison : à nous mortels d'en juger selon la foi catholique* ».

DE L'ESPÉRANCE AUX LAMENTATIONS.

Dès le commencement de son pontificat, j'ai voulu insister sur la piété du pape François, « la rencontre avec le Seigneur », selon son expression, comme la source nécessaire de tout zèle, de tout dévouement dans l'Église.

En préambule à sa première exhortation apostolique, *Evangelii gaudium*, où il exposait le programme de son pontificat, il écrivait : « *J'invite chaque chrétien,*

Et ce « *marché d'amour* », selon l'expression de notre Père, dévoilé en 1846, dure toujours, avec une masse de plus en plus effroyable de péchés à réparer.

« *Et vous autres, vous n'en faites pas cas !* se plaint Notre-Dame. *Vous aurez beau prier, beau faire, jamais vous ne pourrez récompenser la peine que j'ai prise pour vous.* »

C'est pourquoi, à Pontevedra, dont nous fêtons cette année le centenaire des apparitions, Notre-Seigneur demande que l'on compatisse à la douleur du Cœur Immaculé de sa Mère. Notre compassion, nos prières lui permettent d'obtenir miséricorde, comme l'écrivait notre Père : « *De mes larmes mêlées aux larmes et sang de toutes les âmes vouées à mon Cœur Immaculé, je plaiderai Miséricorde pour les âmes qui s'approchent de Dieu : le Sang des martyrs est semence de chrétiens.* »

Comme le montre le grand « Secret » de Notre-Dame de Fatima, « l'enjeu » principal de ce marché d'amour est le cœur du Saint-Père. C'est pourquoi il nous faut beaucoup, beaucoup prier et nous sacrifier pour que notre Divine Mère nous obtienne l'élection d'un Pape selon son Cœur, pour sauver les âmes des fidèles de la désorientation diabolique dont l'Église est victime.

en quelque lieu et situation où il se trouve, à renouveler aujourd'hui même sa rencontre personnelle avec Jésus-Christ ou, au moins, à prendre la décision de se laisser rencontrer par lui, de le chercher chaque jour sans cesse. » (n° 3)

Après cinquante ans de réformisme conciliaire et de gnose wojtylienne, ces paroles paraissaient annoncer un retour à la simplicité de l'Évangile, accompagné d'exhortations à l'humilité, la pauvreté. C'était un véritable bol d'air pur et, notre foi en l'assistance promise au successeur de Pierre aidant, nous étions remplis d'espérance. L'espérance que cette piété, ce mysticisme de François l'emporteraient et le conduiraient à comprendre la nocivité de l'héritage conciliaire de ses prédécesseurs, pour avoir recours aux Saints Cœurs de Jésus et Marie.

Le 13 mai 2017, François vécut sa « rencontre » avec... Notre-Dame de Fatima. Et sa prédication lors de ce pèlerinage montrait qu'il mettait résolument tous ses espoirs dans l'utopie du Masdu, plutôt que dans le triomphe du Cœur Immaculé de Marie.

Après cet événement, il se mit résolument à « aller de l'avant », comme il disait, c'est-à-dire à sacrifier ce qui subsistait encore de la Religion catholique au bénéfice de son rêve de fraternité universelle. En 2018, il canonisait Paul VI, ce qui s'accordait très bien avec sa bienveillance envers le lobby homosexuel. En 2019, ce fut la déclaration d'Abou Dhabi, signée avec

l'iman Ahmed at-Tayeb, puis le synode sur l'Amazonie, et le culte rendu à la *Pacha mama*. En 2020, dans l'encyclique *Fratelli tutti* François mettait sa religion de côté, pour parler en expert en fraternité. La révolution connut une nouvelle accélération avec la nomination de Mgr Manuel Fernandez à la tête du Dicastère pour la Doctrine de la foi, en 2023, qui autorise la bénédiction des couples homosexuels par la déclaration *Fiducia supplicans*, et fit aboutir la rédaction du document *Dignitas infinita*, ainsi que la promulgation des nouvelles *Normes procédurales pour le discernement des phénomènes surnaturels présumés*. Tout cela au cours de l'année 2024, au moment où la "réforme synodale" de l'Église prenait de l'ampleur, et qu'apparaissaient clairement les fruits à en attendre : la contestation généralisée de l'autorité de la hiérarchie sacrée au profit des comités de laïcs, et la promotion des femmes à des postes de gouvernements dans l'Église, au mépris résolu de sa Constitution divine.

LE TESTAMENT "THÉOLOGIQUE" DE FRANÇOIS.

Quelle donc mystique, quel motif religieux a-t-il pu inspirer un tel zèle, une telle virulence dans la réforme de l'Église ? François a voulu l'expliquer en publiant en octobre 2024 l'encyclique *Dilexit nos* sur la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus.

Comme le montre bien la confrontation de cette encyclique avec la pensée de notre Père, telle que la conduit frère Sébastien, les lacunes, ou les omissions dans la dévotion, la théologie et la mystique du Pape sont abyssales. On cherche en vain, dans ces deux cent vingt paragraphes, la mention du salut des âmes, du Jugement dernier, du Ciel et de l'enfer. Ce silence est terriblement significatif, et nous donne à trembler, considérant qu'il n'a été dit nulle part, par personne, que le Saint-Père ait reçu l'Extrême-Onction au cours de sa dernière maladie...

Le salut des âmes, la conversion des pécheurs qui marchent à l'enfer, sont pourtant les motifs pour lesquels Notre-Seigneur veut instaurer le culte de son Sacré-Cœur, objet de cette encyclique ! « *Il me fit voir que l'ardent désir qu'il avait d'être aimé des hommes et de les retirer de la voie de perdition où Satan les précipite en foule, Lui avait fait former ce dessein de manifester son Cœur aux hommes.* » (Lettre de sainte Marguerite-Marie au Père Croiset du 3 novembre 1689)

Il en va de même de la dévotion au Cœur Immaculé de Marie, que « *Dieu veut établir dans le monde pour sauver les âmes qui vont en enfer* » (13 juillet 1917).

LE "BRAS DE FER" CONTINUE...

Mais, précisément, comme ses prédécesseurs, et tout spécialement Benoît XVI, François considérait

ces "révélations privées", ces "expériences spirituelles" comme facultatives, exploitables à merci, plus ou moins, selon leur "opportunité", dont il se faisait juge. Mais, que pensent en ce moment les Saints Cœurs de Jésus et Marie, ainsi que notre très chéri Père céleste, d'une telle indifférence vis-à-vis de leurs demandes, et tout spécialement de la communion réparatrice des premiers samedis du mois, que François s'est abstenu de promulguer en suite de sa consécration de la Russie et de l'Ukraine au Cœur Immaculé de Marie ?

« *Le "bras de fer" entre le Christ et son Vicaire sur la terre* », selon l'expression de notre Père, dure toujours, depuis Léon XIII, qui présentait la consécration demandée par le Sacré-Cœur comme un fruit de sa dévotion personnelle, et non pas comme une demande contraignante de son Souverain Maître, à lui transmise par une religieuse, la bienheureuse Marie du Divin Cœur. Dans ce drame dont dépend le salut de tant d'âmes, les nouvelles *Normes procédurales pour le discernement des phénomènes surnaturels présumés*, signées par le cardinal Fernandez et approuvées par le pape François, sont une outrageante opposition au dessein de miséricorde des Saints Cœurs de Jésus et Marie, parce qu'elles occultent le caractère objectif, et donc contraignant, des apparitions et interventions divines.

L'ANIMATION SPIRITUELLE DE LA FRATERNITÉ UNIVERSELLE

En conclusion de son encyclique *Dilexit nos*, François expose le but qu'il a poursuivi. Comme nous l'avons vu, il ne s'agit pas de répondre aux demandes du Sacré-Cœur, ni de sauver les âmes de l'enfer, mais d'atteindre un autre but. Quel est-il ?

« *Ce document nous a permis de découvrir que le contenu des encycliques sociales LAUDATO SI et FRATELLI TUTTI n'est pas étranger à notre rencontre avec l'amour de Jésus-Christ. En nous abreuvant de cet amour, nous devenons capables de tisser des liens fraternels, de reconnaître la dignité de tout être humain et de prendre soin ensemble de notre maison commune [...]. Le Christ est en mesure de donner du cœur à cette terre et de réinventer l'amour, là où nous pensons que la capacité d'aimer est définitivement morte [...]. L'Église aussi en a besoin pour ne pas remplacer l'amour du Christ par des structures dépassées, des obsessions d'un autre âge, adoration de sa propre mentalité, des fanatismes de toutes sortes qui finissent par prendre la place de l'amour gratuit de Dieu qui libère, vivifie, réjouit le cœur et nourrit les communautés. Seul son amour rendra possible une nouvelle humanité [...]. Je prie le Seigneur Jésus-Christ que jaillissent pour nous tous de son saint Cœur ces fleuves d'eau vive qui guérissent les blessures que nous nous infligeons, qui renforcent notre capacité d'aimer et de servir, qui nous poussent à apprendre à marcher ensemble vers un*

monde juste, solidaire et fraternel. Et ce, jusqu'à ce que nous célébrions ensemble, dans la joie, le banquet du Royaume céleste. Le Christ ressuscité sera là, harmonisant nos différences par la lumière jaillissant inlassablement de son Cœur ouvert. » (n°s 217-220)

L'HÉRITAGE DE PAUL VI : LE MASDU.

La fin suprême poursuivie par François était donc la construction d'un monde meilleur, qui adviendrait si tous les hommes recherchaient la fraternité humaine, objet de son encyclique *Fratelli tutti* (2020), et s'appliquaient à la préservation écologique de notre "maison commune", telle qu'il l'a exposée dans *Laudato si* (2015).

Il ne s'agit pas là du règne universel du Sacré-Cœur, pour le salut des âmes... mais plutôt d'une "utopie socialo-religieuse" issue de "l'utopie politico-religieuse" que Paul VI voulut imposer à toute l'Église : le Mouvement d'Animation Spirituelle de la Démocratie Universelle (MASDU).

Dans son premier *Livre d'accusation*, notre Père l'abbé de Nantes écrivait : « *On peut décomposer ce système en trois parties et un important corollaire* », que nous retrouvons précisément, avec quelques modifications de vocabulaire, dans cette conclusion de *Dilexit nos*.

« 1. L'HUMANITÉ, au lieu de l'ÉGLISE et de sa Chrétienté, est la société de salut universelle. »

François écrit : « *Seul l'amour du Christ rendra possible une nouvelle humanité, et préservera l'Église d'adorer sa propre mentalité.* »

« 2. La Charte des DROITS DE L'HOMME en est l'ÉVANGILE nouveau, avec sa trilogie de Liberté, Égalité, Fraternité. »

« *Nous devenons capables*, écrit le pape François, *de reconnaître la dignité de tout être humain* », fondement prétendu des Droits de l'homme, qu'il ne cesse de revendiquer pour tous, tous, tous !

« 3. La Construction de la DÉMOCRATIE MONDIALE [de la Fraternité universelle] est la forme terrestre du ROYAUME DE DIEU. Elle se fera par l'avènement de la Justice et de la Paix, dans la Vérité et dans l'Amour... »

« *Corollaire : la RELIGION, toutes confessions réunies, sera l'inspiratrice et l'ANIMATRICE SPIRITUELLE de l'Humanité ainsi régénérée.* » (*Liber accusationis in Paulum sextum*, p. 24)

C'est le sens de cette conclusion de l'encyclique *Dilexit nos* : en nous abreuvant de l'amour du Sacré-Cœur, nous devenons capables, explique le pape François, de « *marcher ensemble vers un monde juste, solidaire et fraternel, en attendant le Royaume céleste* ». Il a voulu donner l'exemple de cette fraternité avec son ami Ahmed at-Tayeb à Abou Dhabi en 2019... au prix du reniement blasphématoire de son

Divin Maître, Notre-Seigneur Jésus-Christ, dont ce Grand Imam rejette la Divinité.

« LA MORT DE TOUTE RELIGION. »

« *Cet exclusif et chimérique intérêt que Vous portez à la Construction du Monde*, écrivait encore notre Père au pape Paul VI, *ce primat de la politique la plus indéfinie, la plus irresponsable, la plus déracinée qui soit, opère depuis dix ans dans l'Église entière, que vous ne laissez pas respirer, que vous intoxiquez et entraînez de force à votre suite, une affreuse, une effroyable destruction.* »

Cette accusation atteint aujourd'hui l'œuvre que nous laisse feu le pape François...

Le développement qu'en a fait ensuite notre Père explique les motifs de toutes les réformes de François, qui sont l'aboutissement de *l'aggiornamento* entrepris par Paul VI lors du concile Vatican II :

« *Les dogmes deviennent tous, dans leurs arêtes vives, des obstacles à la compréhension universelle, des gênes pour la fraternité. Les sacrements, d'abord considérés comme des prises de force, des sources d'énergie spirituelle pour l'engagement temporel, ont bientôt cessé d'avoir aucune utilité puisque les autres hommes nous valent sur le chantier du monde sans y recourir vraiment. Les commandements de Dieu sont infléchis autant que faire se peut dans le sens souhaité par les architectes du Monde à construire* (les lobbys qu'il vaut mieux ne pas mentionner) *et puis, finalement, rejetés comme des freins insupportables. Enfin, toute l'Institution de l'Église s'effondre.* » (*ibid.*, p. 37)

Elle tombe "en ruine" aujourd'hui, selon la prophétie du troisième Secret de Fatima, sous les coups de la réforme synodale que François poursuivait avec acharnement. L'un de ses derniers actes, le 15 mars dernier, depuis l'hôpital, fut l'envoi d'une lettre aux évêques du monde entier pour les presser d'entrer dans le "processus synodal", prévoyant un suivi dans les années à venir, pour contrôler l'application de ces nouvelles réformes.

Notre-Seigneur y a mis un terme, pour le moment. Peut-Il permettre que son Église, qu'Il a Lui-même fondée sur la Foi de Pierre et l'autorité des Apôtres, soit bouleversée en sa constitution même ? Et que son propre Vicaire s'attelle à en bâtir une nouvelle, sans dogme ni institution hiérarchique ?

Mais les causes profondes du mal demeurent. Le rêve de François de faire de l'Église un levain de "communion universelle" avec tous les hommes, est le fruit de l'utopie de Paul VI, mais aussi de la gnose de Jean-Paul II.

L'HÉRITAGE DE JEAN-PAUL II : DIEU VEUT...

LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE.

Il est vrai que pour François, l'amour de Dieu, sa miséricorde, semblait être le principe premier. Il s'en

réclamait d'ailleurs pour justifier toutes ses réformes... Que penser, donc, d'un tel mysticisme, qui justifierait toutes les émancipations, toutes les subversions ?

Comme nous l'avons montré (cf. *François, un réformisme gnostique*, *IL EST RESSUSCITÉ* n° 253, mars 2024, p. 3), François a repris de Jean-Paul II sa conception d'un amour inconditionnel, infini, presque servile, de Dieu pour tous les hommes, quel que soit l'état de leur âme, respectueux de leurs droits inaliénables. Il écrivait dans *Laudato si* : « *Saint Jean-Paul II a rappelé que l'amour très particulier que le Créateur a pour chaque être humain lui confère une dignité infinie.* » (n° 65)

En 2024, le Dicastère pour la doctrine de la Foi a publié sur ordre du Pape le document *Dignitas infinita*, expliquant que Dieu, en créant l'homme à son image et ressemblance, lui confère une dignité ontologique inaliénable, qui justifie la revendication des droits de tous, tous, tous...

Ce document est cité dans *Dilexit nos* : « *“Jésus a apporté la grande nouveauté de la reconnaissance de la dignité de toute personne, aussi et surtout de ces personnes qualifiées d'indignes”.* » (n° 170)

« **VOTRE GNOSE, TRÈS SAINT-PÈRE !** »

Ainsi, la dévotion au Sacré-Cœur, “rénovée” par le pape François dans l'esprit de Jean-Paul II, aboutit au “culte de l'homme” et à son épanouissement terrestre... Cette gnose de Jean-Paul II, qui empoisonne toute notre religion, fut magistralement dénoncée par notre Père en conclusion de son troisième et dernier Livre d'accusation :

« ***Vous ne cessez de célébrer très justement ces merveilles de sollicitude d'un Père pour ses enfants. Cette erreur est proche de la Vérité qu'elle plagie. Il est bien vrai que cette sollicitude nous comble de biens, mais c'est à la prière de la Vierge Marie et par les mérites de Jésus-Christ. Sans eux, que serions-nous d'autres que de misérables créatures sans force et sans beauté ?*** »

« *Et l'envol dans le sein de Dieu que vous nous promettez à tous, c'est en les suivant dans leur Ascension et Assomption glorieuses que nous accèderons à cette félicité et cette gloire, si toutefois nous avons cru à ce qui nous a été prêché, si nous avons été baptisés et si nous avons reçu le Corps et le Sang du Christ en vue de cette heureuse résurrection !* »

François voulait ouvrir l'Église à tous, au nom de la miséricorde divine, mais en faisant le silence sur ces conditions *sine qua non* de notre salut.

« *Pendant que vous nous trompiez sur notre première naissance, nous disant des fils et des filles de Dieu, en tout parfaits et saints ! Lui, notre Créateur, dans sa Sagesse nous donnait une nature à son image, certes ! mais fragile et faillible. Et, pour nous tenir dans l'humilité qui s'épanouit dans l'épreuve*

avant d'entrer dans la gloire, Lui-même nous fixait une condition terrestre à vivre obscurément dans l'obéissance à sa loi, avec les forces de notre âme spirituelle, non sans quelque aide providentielle.

« *Le péché originel ne fut pas, comme on le lit chez Vous, une petite affaire vite éclusée, oubliée. Le séjour terrestre nous devint une misère et un piège. Des multitudes immenses d'êtres humains dégénérés, pourquoi l'avoir caché ? se rebellèrent contre leur Créateur, suivirent des démons, s'attachèrent aux biens terrestres et détournèrent leurs yeux de la Béatitude que Dieu méditait de leur donner dans un séjour meilleur et définitif. Or cela, vous n'avez pas voulu le dire, pour ne pas déplaire aux hommes de nos temps orgueilleux. De leur séjour terrestre où Dieu les retient, ils veulent faire leur Ciel à eux, et s'y enivrer des mêmes biens, des mêmes satisfactions qu'ils ont toujours connus.* » (*Liber III*, p. 36-37)

À sa manière, François lui-même, il est terrible de le constater, ne travaillait que pour ce *séjour terrestre*, voulant en faire un Ciel, par la fraternité, la paix, le soin de la Maison commune... Jusque dans ses souffrances, comme il l'a écrit dans son testament : « *La souffrance qui s'est manifestée dans la dernière partie de ma vie, est l'offrande au Seigneur pour la paix dans le monde et la fraternité entre les peuples.* »

« PRÊCHONS LES JUSTES VOIES DU SALUT ! »

Dans sa supplique à Jean-Paul II, en conclusion de son Livre d'accusation à l'encontre de l'auteur du prétendu Catéchisme de l'Église catholique, ouvrage qui synthétise la religion “mise à jour” par Vatican II et rédigé sous la direction du cardinal Ratzinger, notre Père demandait :

« *Que faire maintenant ?* Sa réponse, qui exprime la plus pure mystique catholique, dans l'esprit de l'encyclique inaugurale de saint Pie X, *E supremi apostolatus*, désigne au successeur du pape François les voies de la renaissance de l'Église :

« *Que faire maintenant ? Sinon prêcher Jésus et Marie, Jésus crucifié et Marie transverbérée. Il faut apprendre aux hommes de notre temps orgueilleux que le moment est venu d'adorer l'Homme véritable, image et ressemblance du Père, son Fils Jésus-Christ, et l'Immaculée-Conception, sa Sainte Mère qui nous Le donne à chérir, afin de nous désoler de notre dissemblance et de notre malheur en cette vallée de larmes, dans l'attente d'une grâce de salut, émanée d'une incompréhensible et inestimable prédestination.*

« *Nous nous sommes égarés dans nos mirages, Très Saint-Père, nous nous sommes perdus dans notre gnose et enorgueillis d'avoir rêvé d'un dessein de grâce plus merveilleux que celui de Dieu même ! Nous avons rejeté le genre humain sous le joug du*

Menteur, du Satan des origines. Aujourd'hui, il croit triompher par notre faux Évangile. Ah, repentons-nous, prêchons les justes voies du salut ! Il ne sera jamais trop tard pour réparer nos erreurs et nos extravagances. Par le Cœur Immaculé de la Vierge Marie, le Sacré-Cœur se laissera toucher et notre monde, humblement assoiffé de Vie, de Vérité, d'Amour, trouvera ou reprendra le chemin de l'Église, le chemin de Rome qui est celui du Royaume des cieux en ce monde et en l'autre.» (ibid.)

François a canonisé Jean-Paul II ainsi que son maître spirituel, Paul VI. Le moyen de réparer tout le mal fait à l'Église serait de revenir sur ces canonisations qui sont nulles, scandaleuses, personne n'ayant pu répondre aux graves accusations d'hérésies, de schisme et de scandales portées par notre Père à l'encontre de ces deux Souverains Pontifes, dont François ne faisait que poursuivre l'œuvre destructrice.

NOTRE ESPÉRANCE.

Un fait demeure, fruit de ce qu'il restait de piété au pape François : la Russie est consacrée au Cœur Immaculé de Marie. « *Nous recourons à toi, nous frappons à la porte de ton Cœur* », a-t-il dit devant la statue de Notre-Dame de Fatima, le 25 mars 2022, en union avec tous les évêques du monde.

« *Mère de Dieu et notre Mère, Nous confions et consacrons solennellement à ton Cœur Immaculé nous-mêmes, l'Église et l'humanité tout entière, en particulier la Russie et l'Ukraine.* » Parce que François est le successeur de saint Pierre, à qui Notre-Seigneur a promis que « *tout ce qu'il lierait sur la terre serait lié dans les cieux* », la Russie est désormais remise aux mains de la Sainte Vierge, en vue de la conversion de ce peuple qu'Elle chérit.

Il en va de cette consécration comme de celle de la "nouvelle messe" : leur validité est incontestable, mais il faut maintenant que nous coopérions à la grâce "sacramentelle" obtenue par ce lien nouveau, cette relation privilégiée établie entre « *l'Église, l'humanité tout entière, en particulier la Russie et l'Ukraine* » d'une part, et le Cœur Immaculé de Marie d'autre part. Si l'on ne fait aucun cas du changement opéré par ces paroles "consécratoires", c'est un outrage de plus ! Maintenant que nous lui sommes consacrés, la Sainte Vierge attend que nous répondions à ses demandes : « *Que l'on n'offense pas davantage Dieu Notre-Seigneur, car il est trop offensé* », que l'on récite le chapelet tous les jours, que l'on pratique la communion réparatrice des premiers samedis du mois...

François n'en a rien fait, faute de quoi les grâces que Notre-Dame veut répandre sur la terre sont liées, la guerre ravage le monde et les âmes tombent en enfer en tourbillons. Nous, du moins, faisons notre possible pour répandre et pratiquer la dévotion au Cœur Immaculé de Marie !

RÉSURRECTION

Parce que l'élu du conclave prendra la tête d'une Église consacrée au Cœur Immaculé de Marie, Elle-même, notre Divine Mère, le sollicitera de sa grâce, pour qu'il se rende à ses demandes, pour la renaissance de l'Église, préalable à la conversion de la Russie et au *certain temps de paix* promis par le Ciel.

Ces grâces, Elle les a déjà données au bienheureux Jean-Paul I^{er}, son élu, figure, modèle et protecteur du Pape qui relèvera l'Église. C'est le secret de Notre-Dame, qu'Elle a montré en figure à Lucie, François et Jacinthe, et que notre Père, au soir de sa vie, a commenté dans sa *Complainte d'amour et de miséricorde* :

« *Moi, Marie des Sept-Douleurs, délaissant les hommes aux mains pleines de sang, je veille, auprès de mon unique Fils, mon confident, secret témoin de tout, votre beau Pasteur, Albino Luciani. Je l'ai vu dans cette pure lumière qui est Dieu, et passant comme un corps glorieux, auquel était réservée une immense gloire. Mon Cœur Immaculé battait, prêt à rompre d'amour maternel, car c'était lui l'objet des tendresses de mon Dieu, et il paraissait l'oublier.*

« *L'Ange, lui ouvrant son chemin, clamait une fois encore, à réveiller l'abîme : PÉNITENCE, PÉNITENCE, PÉNITENCE !*

« *Cependant, le monde, à gauche de ma splendeur, étouffait de rage et de haine, mais mon Prince, mon Prêtre, n'en faisait nul cas ; il souriait au contraire, d'une divine grâce, comme mon Christ jadis.*

« *La Terre sainte [l'Église], à ma droite, semblait s'éveiller d'une longue nuit et s'exerçait à l'alléluia du Ciel...*

« *L'Ange, alors, sonna de la trompette, et nous vîmes des religieux et prêtres se tourner vers moi qu'ils saluaient d'innombrables AVE MARIA, et former des processions vers Lourdes, Lorette et Fatima, avec une allégresse qui rappelait aux vieillards les fêtes inouïes des temps anciens.* »

Tel sera le pèlerinage de la Phalange, à l'automne, pour le centenaire de Pontevedra. Pèlerinage de réparation, de supplication pour le nouveau pontificat, mais aussi prémices de la résurrection de l'Église.

« *Ah ! mes chers enfants, regardez, regardez bien celui que déjà vous avez aperçu, mais comme un fantôme à travers les voiles de la gloire de Dieu qui baigne ce pays. C'est votre Pape, disparu un temps, comme mort, et qui revient, comme un bon Pasteur, pour sauver son troupeau.* »

Prions, prions pour le Saint-Père, afin qu'il soit un digne successeur de Jean-Paul I^{er}, et qu'en ayant recours au Cœur Immaculé de Marie, il restaure le dogme de la Foi qu'Elle conserve intact dans les âmes qui lui sont fidèles.

(père Bruno de Jésus-Marie.

GEORGES DE NANTES

MARTYR DE L'OBÉISSANCE DE LA FOI

TROISIÈME PARTIE

LA vie sacerdotale de l'abbé Georges de Nantes, notre Père, pourrait être scindée en trois parties.

La première débute en 1943 avec son entrée au séminaire d'Issy-les-Moulineaux et s'achève le 9 août 1969 avec la notification de la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi "disqualifiant" l'ensemble de son œuvre. Entre ces deux dates, malgré toutes les menaces, oppositions, contradictions et persécutions pour tenter de l'en détourner, notre Père parcourut une course de géant. Après s'être « confié à l'Église comme un enfant à sa mère, pour tout recevoir d'elle et de nul autre qu'elle », notre Père se fit, en son sein, le témoin fidèle, le défenseur héroïque de la vérité du dogme de la foi jusqu'à s'opposer aux pasteurs adonnés à l'hérésie progressiste, aux Actes mêmes du concile Vatican II et du pape Paul VI posant le principe de la réforme de l'Église et instaurant en son sein un culte nouveau, celui de l'homme, pour graves soupçons d'hérésie, schisme et scandale. Notre Père ira jusqu'à Rome pour déférer lui-même ses deux cent vingt premières *Lettres à mes amis* à l'examen de la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi afin qu'elle opère « avec puissance et décision une œuvre indispensable de discernement des esprits ». La notification du 9 août 1969 constituera un sommet dans la vie sacerdotale de notre Père, la Sacrée-Congrégation pour la doctrine de la foi se trouvant réduite à disqualifier l'ensemble de l'œuvre de l'abbé de Nantes du fait de ses critiques à l'égard des actes du magistère, mais sans relever la moindre erreur doctrinale, sans infliger au requérant la moindre sanction canonique, ce dernier étant ainsi renvoyé dans son diocèse d'adoption, indemne de toute condamnation, libre et implicitement encouragé, au milieu de l'Église, à poursuivre son œuvre de contre-réforme.

Commence alors la deuxième partie de la vie sacerdotale de notre Père qui va s'étendre jusqu'à l'année 1993. Il développe alors une prodigieuse œuvre doctrinale, à la fois religieuse et politique, pleine de science et de sagesse pour à la fois mettre en lumière l'erreur formelle de cette réforme de l'Église telle que pensée et initiée par le concile Vatican II pour l'adosser à cette religion – car c'en est bien une – de la démocratie universelle, maçonnique et même socialiste et donner à cette même Église notre Mère les prodigieux remèdes à la fois métaphysiques, théologiques, politiques et même historiques et par-dessus tout mystiques d'une renaissance certaine ! En parallèle, notre Père porta jusqu'à l'autorité suprême de l'Église c'est-à-dire les papes Paul VI et Jean-Paul II, à trois reprises, une accusation en hérésie, schisme et scandale à l'encontre de leurs actes novateurs tout en se gardant bien de remettre en cause le principe même de

leur autorité et de consommer, ainsi, le délit contre la foi qu'est le schisme. Au contraire, cet appel du Pape au Pape fut un moyen à la fois canonique et dogmatique de mettre le Saint-Père devant les responsabilités de sa charge, de le contraindre à sortir d'une inertie à la faveur de laquelle la foi continuait à se perdre, pour le mettre dans la nécessité de rendre un jugement de son magistère solennel sur cette réforme qui dévaste l'Église. Cette période s'achèvera avec le dépôt du troisième livre d'accusation, le 13 mai 1993, qui constitua, à partir du prétendu *Catéchisme de l'Église catholique* publié par Jean-Paul II le 11 octobre 1992, une synthèse tout à fait géniale des douze hérésies de la religion nouvelle conciliaire d'une Église réformée.

En 1993, commence la troisième et dernière période de la vie sacerdotale de notre Père.

Pourquoi 1993 ?

Parce que jusqu'à cette année-là notre Père gardait l'initiative pour dénoncer cette réforme de l'Église, porter à Rome, contre le Saint-Père, cette accusation inouïe en hérésie, schisme et scandale. Mais après le dépôt du troisième livre d'accusation, les événements s'accélérent pour devenir tragiques. Ils n'en seront que plus sublimes dans la soumission jusqu'au martyre de la part de notre Père dans l'obéissance de la foi.

Plusieurs circonstances vont donner à la Hiérarchie le "courage" qui leur a jusqu'à présent manqué pour venir à bout de cette épouvantable besogne.

Un saint ermite à Vidauban, dans le diocèse de Fréjus, le Père Bourdier, avait un jour déclaré à notre Père : « Monsieur l'Abbé, seuls les mystiques vous suivront sur le chemin dans lequel vous êtes engagé. » Et de fait, tout au long des années 80, les rangs de la CRC se clairsemèrent progressivement. Les moins mystiques se lassèrent d'attendre la victoire d'une contre-réforme qui les enthousiasmait, qu'ils attendaient plus de leurs vœux et de leurs actions que de leur espérance, de leurs sacrifices et prières, et tout simplement de leur obéissance... Beaucoup d'occasions de lassitudes, de doutes, de tentations d'abandonner le seul et utile combat dogmatique et canonique contre la réforme conciliaire et pontificale se présentèrent pour rejoindre les autres mouvements traditionalistes, schismatiques, ralliés, libéraux, modérés, charismatiques « qui évitent cette défense de la foi tout à fait première et seule absolument catholique, hors de laquelle il n'y a pas de salut, sinon pour les gens sans intelligence ».

Ces défections vont prendre un tour dramatique en 1989, avec la dissidence de plusieurs sœurs de la maison Sainte-Marie et d'un frère de la maison Saint-Joseph. Ceux qui partirent "dans la nuit" ne tardèrent pas à

accomplir ce qu'ils avaient à faire vite. Des rumeurs, des médisances, des calomnies commencèrent à circuler. En 1992, ils furent rejoints par un autre frère, également bien connu, brillant esprit intellectuel... Restait un dernier acteur à entrer en scène pour interpréter cette tragédie au centre de laquelle notre Père allait se retrouver pour consommer jusqu'au bout son sacrifice : Monseigneur Gérard Daucourt successeur de Mgr Fauchet qui prit possession de la cathédre de Troyes le 4 avril 1992.

« OBEDIENTIA IN DILECTIONE. »

Le 10 janvier 1996, la commission parlementaire formée pour enquêter sur les sectes publia un rapport rédigé par Jacques Guyard dans lequel les Communautés des Petits frères et des Petites sœurs du Sacré-Cœur sont désignées parmi les sectes "pseudo-catholiques". Cette condamnation, sans jugement, sans appel, lancée dans le public donnera le signal de départ, à une série d'enquêtes policières et administratives déclenchées dans le dessein évident d'anéantir nos communautés.

Qu'est-il advenu de toutes ces accusations de travail clandestin, de fraude fiscale, d'abus de confiance, d'abus frauduleux de situation de dépendance, de blanchiment d'argent, etc ?

Rien, absolument rien ! Grâce à la prudence et la sagesse des magistrats des ordres judiciaire et administratif qui ne se contentèrent pas de vulgaires coupures de presse pour étudier les faits qui leur étaient rapportés, notre Père ainsi que tous les frères et sœurs furent lavés de toutes ces accusations infâmes et de toutes sortes lancées contre eux.

Mais Mgr Daucourt osa instrumentaliser indirectement, insidieusement ce mensonge d'État qui devenait sous son autorité un mensonge d'Église et il le fit avec une détermination implacable et un pharisaïsme consommé de l'évêque soucieux de « *défendre avec fermeté l'intégrité et l'unité de la foi catholique pour le bien des âmes et le salut de tous* ». Que voulait-il faire ? Anéantir le principe même de cette contre-réforme étayée par un monument de doctrine qui faisait obstacle à cet unanimisme de façade du principe de la réforme de l'Église engagée lors du concile Vatican II et poursuivie sans relâche par un prétendu magistère dénué de toutes les garanties ordinaires et extraordinaires de son infaillibilité. Comment y parvenir ? En réformant les communautés des Petits frères et des Petites sœurs du Sacré-Cœur, ce que l'évêque avait pensé possible s'il réussissait d'abord à détacher la tête du corps, c'est-à-dire à obtenir de gré ou de force que notre Père renonce au gouvernement des deux communautés religieuses de fait rassemblées autour de lui. Le drame se nouera en trois actes.

PREMIER ACTE : une déclaration privée de Mgr Daucourt datée du 27 juillet 1996 adressée sous pli personnel, bien au-delà des frontières du diocèse de Troyes, à un certain nombre de correspondants "triés sur le volet", en particulier des lecteurs et amis des communautés. Le dessein était de les prendre "par surprise" sur des sujets tout à

fait inattendus, semer le doute, provoquer des dissidences. Bref diviser pour régner ! L'évêque de Troyes lança principalement contre notre Père cette accusation capitale d'enseigner des doctrines contraires à la foi catholique « *notamment au sujet de la Sainte Trinité, de la Sainte Vierge et de la Sainte Eucharistie* » et de s'être arrogé un pouvoir spirituel sur les âmes, sur une communauté religieuse dépourvue de tout statut canonique, en violation de la suspense qui lui avait été infligée en 1966.

Mais dans cette même déclaration, l'évêque de Troyes précise : « *Depuis une trentaine d'années, M. l'abbé de Nantes a cru devoir et pouvoir engager un débat de fond qui s'est transformé en accusation d'hérésie à l'égard des papes Paul VI et Jean-Paul II, de l'enseignement du deuxième concile du Vatican et du Catéchisme de l'Église catholique. Ce débat et ces accusations relèvent de l'autorité romaine et ne sauraient couvrir les erreurs et dérèglements actuels qui touchent à des matières relevant de ma juridiction. Ils ne sauraient non plus constituer une question préalable à l'examen de l'enseignement et de la conduite de Monsieur l'abbé de Nantes qui relève d'un jugement direct et immédiat de l'Ordinaire.* »

Mgr Daucourt entendait donc faire cette distinction entre d'une part les prétendues hérésies de l'abbé de Nantes et la tout aussi prétendue violation répétée des interdictions découlant de la suspense qui le frappait depuis l'année 1966 et qui relèveraient de sa juridiction et d'autre part le « *débat sur le fond* » qui ne relèverait, selon lui, que de la seule autorité romaine, ce en quoi il avait bien raison. Mais de l'avoir écrit le placera un an plus tard dans une contradiction flagrante.

DEUXIÈME ACTE : Mgr Daucourt adressa, en parallèle, une lettre personnelle à notre Père et le convoqua le 1^{er} août à l'évêché de Troyes pour lui intimer l'ordre de cesser ses activités et de quitter ses communautés pour se retirer dans un monastère, définitivement et sans communication possible avec ses frères et ses amis. L'évêque le menaçait d'un scandale médiatique, qui rejaillirait sur l'Église, si ses ordres n'étaient pas exécutés. À ce chantage, à cet ultimatum, à cette condamnation sans procès, notre Père donna sa réponse le 6 août, celle de l'obéissance.

Après le refus par son Père général d'accueillir l'abbé de Nantes au sein du monastère de la Grande Chartreuse du fait de son opposition au Concile, Mgr Daucourt en indiqua un autre le 5 septembre, l'abbaye cistercienne d'Hauterive près de Fribourg en Suisse. Notre Père obéit avec un certain empressement. « Je pars, expliqua-t-il alors aux frères et aux sœurs, non à cause de "racontars de bonnes femmes", mais parce qu'il est impossible de s'entendre sur la foi avec l'évêque. Nous allons passer par un tunnel tortueux, mais pour aboutir à la lumière. Cela va être utile à l'Église. C'est cela qui galvanise. » En conséquence de quoi, il répondit le jour même à Mgr Daucourt : « Je me remets entièrement à Votre Excellence du soin de me faire admettre dans un cloître, derrière des murs, auprès d'une communauté, ou en son sein, abandonnant tout droit à la parole, à la correspon-

dance, aux relations extérieures, dans une exacte obéissance aux supérieurs... ne gardant que la seule liberté inaliénable de ma croyance à l'intime », c'est-à-dire celle de professer la foi catholique et de rejeter les hérésies du concile Vatican II. Pour le reste, il était prêt à tout, il acceptait tout.

Frère Gérard dans une lettre datée du 20 août 1996 réclamera à Mgr Daucourt, mais en vain, un démenti en réponse à la campagne médiatique qui se déchaînait dans la presse à la suite de la publication par l'AFP de la déclaration de l'évêque. Frère Bruno, quant à lui, faisait valoir dans une lettre du 12 septembre la « protestation et l'indignation de tous devant votre décision d'écarter, ne serait-ce que d'une manière provisoire, du gouvernement effectif de notre Communauté notre Père et Fondateur, pour le contraindre à vivre désormais en reclus et le réduire au silence (...). Malgré tout cela, et bien au-delà de cet attentat perpétré par votre entremise par un groupe de persécuteurs qui n'ont d'autre arme que celle de la diffamation, l'injure et les menaces odieuses de "lynchage médiatique", intrinsèquement immorales, l'exemple admirable d'obéissance héroïque donné par notre Père demeure non seulement notre fierté, mais encore et bien davantage : le garant incontestable de notre appartenance à l'Église catholique, apostolique et romaine, quoique à la dernière place, au dernier rang, selon notre vocation. » (*La Contre-réforme catholique* n° 325, septembre 1996, p. 34)

Et au même moment, ou presque, le 13 septembre, notre Père annonçait aux frères et aux sœurs ainsi qu'à tous ses amis qu'il quittait définitivement la scène justifiant ainsi sa décision : « Je suis condamné, je n'attaque pas ce jugement [il n'y en eut formellement aucun], je purge ma peine. Mais on m'a reconnu, comme à tout catholique, la juste liberté de conscience de professer ma foi et de tenir à toutes mes convictions et opinions dont il est constant qu'elles ne sont pas, ou pas encore, proscrites comme hérétiques (...). Aussi me semble-t-il nécessaire d'obéir, de mon plein gré, tout à fait exactement aux volontés que doit me faire connaître Mgr Daucourt, quels que soient mes sentiments et les vôtres. Pour que ma condamnation n'entraîne pas la vôtre automatiquement, dans la confusion des situations et des réquisitions : vous n'avez jamais rien fait de mal, et si vos idées sont jugées, par des incompetents, hérétiques ou scandaleuses, la présomption d'innocence, due à tout fidèle catholique et tout citoyen français doit vous être reconnue. »

Il résulte de la lecture de ces trois lettres écrites sur le moment des événements, sans concertation entre leurs auteurs, du moins entre frère Gérard et frère Bruno d'un côté et notre Père de l'autre, adressées directement à Mgr Daucourt ou indirectement par leur publication dans la Contre-Réforme catholique, les trois points essentiels suivants.

PREMIÈREMENT, notre Père s'est vu infliger une peine de réclusion en dehors de toutes les règles canoniques

les plus élémentaires qui s'imposent tout à la fois aux évêques et aux prêtres dépendant de leur juridiction, en violation de toute présomption d'innocence, sans discussion contradictoire possible des éléments de fait et de droit sur lesquels Mgr Daucourt prétendait fonder ses accusations, sans moyen de présenter sa défense, sans procès ni jugement et appel, mais uniquement sur le chantage d'un scandale médiatique. Cette peine expiatoire de fait absolument illégitime rendait du coup par avance légitime toute décision de notre Père d'y mettre un terme, sans permission de quiconque, sans qu'un tel retour de sa part puisse constituer une faute, une désobéissance, un délit.

DEUXIÈMEMENT, bien qu'illégitime, notre Père a voulu interpréter cette peine expiatoire de réclusion qui lui était infligée par Mgr Daucourt comme l'expression d'une volonté de Dieu de le voir accomplir cet acte héroïque d'obéissance dans une reconnaissance de l'autorité de celui qui continuait à détenir, dans le diocèse, les pouvoirs sacrés de Notre-Seigneur Jésus-Christ en tant que successeur des Apôtres et ainsi s'éloigner ostensiblement, du plus loin qu'il lui fût possible, des frontières du délit sacrilège contre la foi et l'unité de l'Église que constitue le schisme.

TROISIÈMEMENT, l'acte d'obéissance de notre Père ne fut évidemment pas une reconnaissance du bien-fondé des accusations portées contre lui et encore moins un acte de soumission à la réforme de l'Église décrétée lors du concile Vatican II ; au contraire cet éloignement librement consenti permettait de dégager la communauté des graves accusations portées contre sa personne et qu'il emportait avec lui dans son exil, et ainsi de maintenir le *statu quo* vis-à-vis de la Hiérarchie pour conserver cette doctrine de contre-réforme et de renaissance que leur avait léguée notre Père pour un service élevé de l'Église.

La réclusion de l'abbé de Nantes à Hauterive débuta le lundi 23 septembre 1996 et fut organisée par décision du Père abbé selon un régime de solitude absolue, bien adapté à la situation qu'elle laissait entendre d'« un prêtre scandaleux envoyé là pour purger sa peine et se repentir, ou d'un vieil homme désireux de se retirer du monde pour se préparer à une mort prochaine ». Notre Père embrassa avec exaltation cette croix qui lui était présentée par son évêque, la voyant comme « le dernier degré de l'abjection, celui dont on ne remonte que si l'on est un saint parce qu'alors c'est une évidence que pareille épreuve doit être, juste avant la mort, le martyre, le sceau de l'amour embrasé de cette âme et de Jésus et de Marie, ne faisant qu'un. C'est un Bon pour le Ciel. » Le Bon Dieu permettait cette séparation, ce régime de réclusion pour donner à notre Père « le temps, la sérénité, l'ambiance de paix, tout pour examiner le fond du problème » qui demeurerait et demeure encore aujourd'hui son « accusation d'hérésie, donc de schisme et de scandale » portée « contre le Concile, donc contre les Papes du Concile et contre le Nouveau Catéchisme à l'heure du Concile ».

Ainsi “bien enfermé à Hauterive” dans une grande solitude, muni du seul texte des Actes du concile Vatican II, notre Père en entreprit, jour après jour, une attentive relecture. Pour mieux en pénétrer le sens, il en recopia les écrits, en notant à mesure ses réflexions critiques ou laudatives, mais toujours d’un cœur équanime. Durant les cent jours de cet immense labeur quotidien, « mon secours était d’interrompre cette étude, expliqua par la suite l’abbé de Nantes, pour revenir à la chapelle, et demander à notre Père Céleste comment il était possible que tous aient participé à ce vent de folie, même un Albino Luciani, le futur Jean-Paul I^{er}... et par quelle aberration ou “désorientation diabolique”, tous encore aujourd’hui et jusqu’à ces saints moines que je côtoyais, adhéraient à ce néochristianisme, cette gnose moderniste déjà condamnée par saint Pie X et par toute la tradition millénaire ? C’est alors que marchant le long de la rivière proche, me frôla comme un vertige l’idée, la tentation d’un suicide qui résoudrait l’insoluble problème ignacien “*quid agendum ?*” Que dois-je faire maintenant ?

« La réponse était : prier, travailler sans relâche, puis publier cette critique littéraire, sans aucun autre souci que de la Vérité, en un livre au titre flamboyant comme d’un pamphlet : *Vatican II, l’Autodafé*... et laisser l’Église à son devoir, le mien étant à ce dernier essai achevé. » (*La Contre-Réforme catholique* n° 329, janvier 1997, p. 2)

Non, le devoir de notre Père n’était pas tout à fait achevé, ainsi que le Bon Dieu le lui signifia par Mgr Daucourt.

ANÉANTIR

LA CONTRE-RÉFORME CATHOLIQUE

TROISIÈME ET DERNIER ACTE, une lettre du 5 septembre de Mgr Daucourt mettait fin au *statu quo*. Chacun des frères et sœurs était pressé soit de quitter la communauté pour retourner dans le monde, soit d’en rejoindre une autre soit d’y demeurer, mais dans la perspective de la voir « *devenir une communauté religieuse que l’Église reconnaît* » ce qui impliquait de passer sous la vigilance de l’évêque et d’accepter un entretien personnel et en communauté avec un visiteur canonique à nommer.

Le 12 septembre chaque frère de la maison Saint-Joseph et chaque sœur de la maison Sainte-Marie répondit à Mgr Daucourt vouloir demeurer en communauté, mais sans changement. « Nous demandons dans l’immédiat, lui écrivit le même jour frère Bruno, de continuer à vivre dans notre état de communauté “de fait”, sous votre vigilance, comme il est de droit et comme nous avons vécu paisiblement du temps de vos Prédécesseurs NN. SS. Le Couëdic et Fauchet, et encore durant les six ans de votre épiscopat, mais sans franchir pour l’instant de nouvelle étape, telle celle qui comporterait la désignation d’un visiteur en vue d’une reconnaissance formelle. Et en laissant ouverte la liberté pour chacun d’entre nous de choisir dans l’avenir l’une des deux premières possibilités auxquelles vous faites référence dans votre lettre. En outre, le procès doctrinal engagé en Cour de

Rome, dont vous reconnaissez pleinement l’existence et l’importance, nous conduit à élever de graves objections à l’encontre de certains enseignements du deuxième Concile du Vatican, et du pape Jean-Paul II actuellement régnant. En attendant le jugement de vérité dogmatique exigé par la matière même de la cause, nous demeurons dans cette situation d’“*intérim*”, accordée tacitement par vos deux prédécesseurs et par vous-même jusqu’à ce jour, pendant lequel nous a été laissé le pouvoir de faire quelque chose dans les étroites limites autorisées par le droit et la coutume. Nous demandons seulement la liberté de continuer dans cette voie. » (*La Contre-réforme catholique* n° 325, septembre 1996, p. 34)

Deux mois plus tard, Mgr Daucourt reprenait sa plume pour tenter d’en finir. Le 27 décembre il tentait d’imposer aux communautés la rencontre d’un visiteur canonique « *non pour détruire, mais pour vous aider* ». Parallèlement, l’évêque écrivait à notre Père sa volonté d’exercer sa responsabilité à l’égard des frères et des sœurs de ses communautés « *pour qu’ils aient un statut canonique, un supérieur légitime et un aumônier, mais c’est actuellement très difficile* ».

Sans se concerter, notre Père et frère Bruno comprirent la volonté déterminée de Mgr Daucourt de détruire les communautés ou à tout le moins de les lier à un supérieur lequel enjoindrait les frères et les sœurs au nom de leur vœu d’obéissance à accepter la réforme de l’Église. À cette volonté résolue, il fallait s’y opposer. Pourquoi ?

« Tant qu’on nous laisse vivre, explique notre Père à Mgr Daucourt dans une lettre magistrale datée du 31 décembre 1996, l’Église entière ne peut douter que Rome a toujours la foi catholique à laquelle s’adjoint au bon plaisir de chacun la nouveauté conciliaire. Mais le jour où Rome nous excommuniera, c’est la religion catholique qui serait excommuniée, comme “incompatible” avec la foi conciliaire (*dixit* Ratzinger), et conséquence irrémédiable, désirée et crainte par les novateurs : le Concile n’ayant plus aucun opposant, vivant et osant tenir tête, acquerrait *a posteriori* un label d’infaillibilité qu’il n’a pas encore, cette fois au titre d’une unanimité du magistère ordinaire (...).

« Voilà pourquoi nous resterons fidèles jusqu’à la mort à notre “Contre-Réforme catholique au XX^e siècle”. Et, je vous prie de bien vouloir l’entendre, très attachés au Siège Romain en la Personne du Pape régnant, nous poursuivrons tous nos travaux en “connivence” avec Rome, pour lui éviter toute difficulté majeure qui pourrait résulter de notre action. Défendre la foi, oui ! Desservir l’Église ? Jamais ! » (*La Contre-Réforme catholique* n° 329, janvier 1997, p. 5)

Et frère Bruno, lui, d’achever sa lettre datée du 2 janvier 1997 : « Une chose devrait pourtant nous inciter à vous obéir sans autre atermoiement : c’est ce que vous écrivait l’abbé de Nantes, que vous citez en terminant. Je l’avoue : ce coin de voile levé sur vos échanges dont nous ne devons rien savoir a de quoi nous plonger dans l’incertitude sur notre devoir ! Aussi, dans le souci de ne

pas trahir sa confiance, je vous avertis que nous partons demain, frère Gérard et moi, pour lui demander si notre obéissance doit aller jusqu'à laisser anéantir la Contre Réforme catholique et à chanter avec tout le monde : *« Je crois en Dieu qui croit en l'homme. »*

« Si la réponse est non – ce que j'augure à coup sûr, à moins que l'abbé de Nantes ait changé ! – mon intention est de lui demander instamment de reprendre son poste parmi nous, fût-ce contre son désir et les promesses qu'il vous a faites, afin que le Fils de l'Homme trouve encore la foi catholique sur la terre quand il reviendra. S'il accepte, je vous entends d'avance : il sera "relapse". Comme Jeanne d'Arc reprenant l'habit d'homme dans sa prison. Précisément, ce sera le signe, pour nous, que Jehanne, victime et victorieuse, est de retour pour notre salut, au seuil du troisième millénaire. »

Le 3 janvier 1997, frère Bruno et frère Gérard rejoignirent à Hauterive notre Père qui décida de mettre fin à son exil pour reprendre le combat de contre-réforme à la tête de ses communautés. Les manœuvres de Mgr Daucourt avaient montré trop clairement ses intentions : s'en prendre non pas à la prétendue vie scandaleuse de notre Père ou ses hérésies personnelles, mais bien au principe de cette contre-réforme connue de tous et faisant invinciblement obstacle à cet unanimisme de façade dans les rangs du clergé et faisant abusivement office de magistère indiscuté et donc indiscutable.

Quelle devait être la réponse de Mgr Daucourt ?

Notre Père envisageait trois possibilités.

Le retour au *statu quo* tel que vécu depuis l'année 1966. Solution satisfaisante d'un point de vue humain. « Pourtant il me semble que le Bon Dieu n'est pas favorable à cette solution de facilité, où l'Église s'englue dans le relativisme et une indifférence qui ne travaille que pour le Diable. » (*La Contre-Réforme catholique* n° 330, février 1997, p. 2)

Une autre voie consisterait « à réduire l'adversaire du Pouvoir par des déclarations venimeuses, des mensonges diplomatiques, des appels à l'opinion, des interdictions de sacrements arbitraires, le complot du silence, le refus de tout procès légal, sans autre but que d'asphyxier les opposants par une cascade de dénis de justice où l'Autorité se disqualifie, et cela n'en finit plus jusqu'à ce qu'une catastrophe générale ne survienne entraînant tout le monde dans le malheur. Nous souffrirons tout, même cette agonie si nos Pasteurs en prennent la terrible responsabilité. Mais nous ne faiblirons pas, Dieu aidant ! » (*ibid.*)

Une autre possibilité encore : « La rigueur inflexible du procès dogmatique réclamé par nous sans que rien ne bouge depuis trente ans, du tribunal romain compétent. Et il est fort à croire que cette *via crucis* commencera par un interdit jeté sur nous, pour nous placer en position de coupables dont nous ne pourrions sortir qu'en faisant un appel solennel au Magistère infaillible du Pape ou du Concile, cette fois forcément entendu, ne serait-ce que pour satisfaire aux exigences d'une opinion publique stupéfaite d'une aussi longue forfaiture romaine. » (*ibid.*)

Et notre Père d'ajouter : « C'est d'ailleurs très présent à la pensée de Mgr Daucourt qui, récemment (...) employait le moyen le plus fort à son idée, et le plus accessible à tous : *« Je sais qu'on m'accuse d'être un méchant évêque qui persécute un bon prêtre, mais, vous comprenez, comment l'abbé de Nantes peut-il avoir raison contre le Pape et tous les évêques quand il s'oppose au Concile ? Je reconnais qu'il a toujours refusé de faire schisme, mais il lui faut encore accepter tout ce que l'Église enseigne... sauf lui ! »* » Et notre Père de commenter : « C'est L'ARGUMENT du *« Comment aurait-il raison contre tous ? »* qui se retourne contre son auteur aussi sec, car, s'il en est ainsi, comment se peut-il que toute l'Église hiérarchique soit tenue en échec par un seul opposant depuis un quart de siècle ? Comment ? Serait-elle sans intelligence, sans force, sans voix pour argumenter, enseigner, juger et finalement condamner un prêtre isolé se disant fort de sa seule foi catholique et rejetant les nouveautés conciliaires ? » (*ibid.*)

Eh bien ! c'est précisément CET ARGUMENT facile prétendument imparable dont va se prévaloir Mgr Gérard Daucourt pour jeter l'interdit sur notre Père lui donnant ainsi le moyen canonique de reprendre son procès doctrinal engagé en 1966 et toujours pendant devant la Congrégation pour la doctrine de la foi qui, mise en échec, refusera à nouveau de juger et opposera à notre Père un incroyable déni de justice dont il nous faudra tirer toutes conséquences tant dogmatiques que canoniques.

Le 5 mars 1997, Mgr Daucourt adressait à notre Père une première lettre dans laquelle il lui signifiait une série hétéroclite de griefs comme de proposer « *des doctrines demi-secrètes* » qui prétendument porteraient atteinte aux dogmes catholiques, mais sans préciser lesquels, d'avoir « *des pratiques secrètes ou demi-secrètes contraires à la morale catholique* » ou même d'annoncer dans ses écrits et conférences des catastrophes, de chercher à faire peur « *par des élucubrations que vous présentez comme des explications de prophéties de saints ou des messages de Fatima. Vous inventez vos prophéties personnelles et par des absurdités vous expliquez pourquoi elles ne se réalisent pas* ».

Notre Père n'avait pas à répondre à de pareilles invectives et encore moins à se justifier de la calomnie que pareille lettre contenait, même émanant d'une autorité épiscopale.

Mais dans une lettre datée du 10 mars, Mgr Daucourt fait volte-face en dévoilant sans détour, avec même une certaine franchise, la vraie raison de sa vindicte épiscopale. Après une rapide et superficielle recension du numéro 329 de la Contre-Réforme catholique publié en janvier 1997, il écrit : « *Je constate que vous maintenez les positions doctrinales que vous avez affirmées à maintes reprises dans vos écrits publics : les textes promulgués par le second concile du Vatican sont "humainement aberrants et dogmatiquement hérétiques" et vous en demandez la révision, la correction et la rétractation. Vous parlez d'une "gnose moderniste". Vous accusez la "Secte conciliaire voulant faire table rase de la foi*

catholique pour instaurer dans trois ans la nouvelle religion de Jean-Paul II. Vous réitérez l'accusation d'hérésie, de schisme et de scandale que dès 1965 vous avez portée contre concile, papes et auteurs de catéchisme. Et dans les dernières pages, "frère Gérard de la Vierge" dénonce "l'affrontement engagé depuis trente ans entre l'unique et vraie religion de l'Église une, sainte, catholique, apostolique et romaine, et la religion de l'homme qui se fait Dieu proclamée par le funeste concile Vatican II". »

Et après avoir réitéré d'autres griefs, mais recalés à un second plan – un prétendu non-respect des obligations découlant de la suspension infligée en son temps par Mgr Le Couëdic, un prétendu enseignement de doctrines en contradiction avec la foi catholique à l'origine de prétendues pratiques contraires à la morale catholique et enfin la violation d'un prétendu engagement à cesser toutes ses activités – Mgr Daucourt intima à notre Père quatre ordres à considérer comme la monition – c'est-à-dire un avertissement – prévue au canon 1371 du Code de droit canonique promulgué en 1983. *« Je vous demande donc de cesser de rejeter avec opiniâtreté la doctrine que le Pape avec le second concile du Vatican a énoncée en matière de foi ou de mœurs, même s'ils n'avaient pas l'intention d'énoncer chaque point par un acte décisif, et de rétracter toutes vos affirmations contraires, reconnaissant dans la doctrine du concile l'expression de la vraie foi catholique. Je vous demande aussi de cesser d'exciter publiquement à la contestation ou à la haine le Siège apostolique ou l'Ordinaire du lieu à cause des actes de leur ministère ecclésiastique. Je vous demande de cesser d'inciter ceux qui vous entourent à désobéir à l'Ordinaire du lieu en refusant le visiteur que j'ai proposé à votre communauté. Je vous demande enfin à nouveau de cesser toutes vos activités. »*

Le canon 1371 menace d'une juste peine – Mgr Daucourt menaçait explicitement notre Père de la censure de l'interdit – *« I. qui, en dehors du cas dont il s'agit au can. 1364, §1, [l'apostasie, l'hérésie ou le schisme] enseigne une doctrine condamnée par le Pontife Romain ou le Concile Œcuménique, ou bien qui rejette avec opiniâtreté un enseignement dont il s'agit au can. 752 et qui, après avoir reçu une monition du Siège Apostolique ou de l'Ordinaire, ne se rétracte pas ; »* et le deuxième paragraphe de ce canon 1371 prévoit une juste peine également pour *« qui, d'une autre façon, n'obéit pas au Siège Apostolique, à l'Ordinaire ou au Supérieur lorsque légitimement il donne un ordre ou porte une défense, et qui, après monition, persiste dans la désobéissance »*.

En menaçant notre Père de la peine d'interdit dans sa monition du 10 mars, et comme le fait très justement remarquer l'abbé Coulomb dans son étude (cf. p. 119), Mgr Daucourt allait au-delà du canon 1371 qui ne prévoit qu'une « juste peine » dont la détermination, dans ce cas, est laissée à l'appréciation du juge qui ne peut infliger une censure sauf s'il estime que la gravité du cas l'exige absolument (cf. can. 1349). Mais c'est au juge de déterminer cette peine... ce que n'était pas encore Mgr Daucourt au stade d'une monition. Bref, on l'aura

compris : avant que notre Père ne fut jugé, sa peine de condamnation était fixée d'avance... Restait simplement à trouver un délit – n'importe lequel ! – à trouver un fondement canonique – n'importe lequel ! –, mais que l'abbé de Nantes se taise ! Et par-dessus tout : pas de discussion !

À LA RECHERCHE D'UN MOTIF DE CONDAMNATION

Mgr Daucourt reprochait principalement à notre Père, et c'est considérable, non pas un délit d'hérésie ou de schisme, mais de rejeter avec opiniâtreté une doctrine relevant du canon 752. De quoi s'agit-il ?

Aux vérités qui sont contenues dans la Parole de Dieu, écrites ou transmises par la Tradition, et qui sont proposées par l'Église, soit au moyen d'un jugement solennel, soit par son magistère ordinaire et universel et qui doivent être crues de foi divine et catholique (cf. can. 1323 CIC/1917, puis can. 750 CIC/1983), le Code de droit canonique de 1983 a ajouté un deuxième degré d'enseignement, précisément au canon 752 lequel dispose : *« Ce n'est pas vraiment un assentiment de foi, mais néanmoins une soumission religieuse de l'intelligence et de la volonté qu'il faut accorder à une doctrine que le Pontife Suprême ou le Collège des Évêques énonce en matière de foi ou de mœurs, même s'ils n'ont pas l'intention de la proclamer par un acte décisif ; les fidèles veilleront donc à éviter ce qui ne concorde pas avec cette doctrine. »*

Notre Père faisait remarquer : « Cette mise en valeur du magistère *non définitif* (ou *non décisif*, selon d'autres traductions) date, bien entendu, des Actes du concile Vatican II. Auparavant, tout ce qui n'était pas infaillible était déclaré et reconnu comme non infaillible, donc faillible, voire – pourquoi en exclure la possibilité ? – *failli*. Le cas échéant, ces nouveautés pouvaient, devaient même être dénoncées et refusées comme fausses.

« C'était la part de l'humain, partout où l'on ne revendiquait pas – en le prouvant par des signes indubitables et simples – la force divine dans le Magistère de l'Église (...). » (*La Contre-Réforme catholique* n° 349, septembre 1998, p. 2) En fait ce canon, poursuit notre Père, « réitère ce qu'on savait déjà, à savoir que dans leur enseignement actuel et particulier papes et évêques peuvent se tromper ou nous tromper, sans que pour autant l'ensemble des fidèles soit exempté du devoir de les suivre... presque aveuglément. Il n'empêche qu'un espace, couvert et exigu, est aménagé pour les justes remontrances des personnes compétentes et dignes ; la hiérarchie a toujours accepté d'examiner leurs critiques – sérieuses – et de modifier ses enseignements et ses décisions si cela s'avérait nécessaire. » (*ibid.*)

Et notre Père de faire remarquer qu'il est « vraiment bizarre de proposer, et pratiquement d'imposer un enseignement dont le Législateur déclare qu'il n'est pas lui-même convaincu de sa vérité ». D'où cette question capitale : « Dans quelle catégorie faut-il situer les doc-

trines conciliaires que nous refusons comme étant entachées d'hérésies et d'erreurs grossières ? Cette question est d'une importance considérable pour notre combat de contre-réforme catholique. Il est notoire que les partisans du groupe réformiste ont prétendu doter leurs nouveautés d'une espèce de super-infaillibilité charismatique, directement reçue du Saint-Esprit comme dans une Nouvelle Pentecôte. Mais toutes ces doctrines infuses se situent, de leur propre aveu, en dehors des catégories traditionnelles de la dogmatique catholique, faute de pouvoir invoquer et prouver un lien quelconque entre le dépôt révélé et leurs illuminations conciliaires.

« Nous avons donc toujours affirmé que ces nouveautés et celles qui les ont suivies (les doctrines de la liberté religieuse, de l'œcuménisme, des droits de l'homme, et en général toutes celles qui sont répertoriées dans les trois Livres d'accusation et autres documents majeurs où je les ai exposées et dénoncées) ne sont pas infaillibles, si on donne à cette expression le sens strict que le magistère extraordinaire de l'Église lui a donné. Aucune de ces doctrines, en effet, ne bénéficie du statut de dogme révélé ou de vérité définitive, puisqu'on ne trouve pas la moindre trace en elles de la présence de l'une ou l'autre des deux formes du magistère comportant infaillibilité (le magistère extraordinaire et le magistère ordinaire et universel).

« Cette constatation de non-infaillibilité des nouveautés conciliaires et postconciliaires a été faite à plusieurs reprises dans nos publications, avant même que les décrets conciliaires ne soient promulgués. Cela a été accepté par les novateurs eux-mêmes (rappelez-vous le Père Congar à Annecy, le 8 février 1977) même si dans leur esprit la distinction entre infaillible et non infaillible était périmée, trop objective, trop cassante ! Selon eux, la valeur et la vérité d'une doctrine dépendaient plutôt de sa réception par le Peuple de Dieu, en phase avec ses Pasteurs et avec l'Esprit de cette Nouvelle Pentecôte... » (*ibid.* p. 5)

Mgr Daucourt engageait toute son autorité en tant qu'évêque de Troyes, successeur des Apôtres, pour répondre à cette question capitale en reconnaissant implicitement que les Actes du concile Vatican II et les enseignements subséquents des Souverains Pontifes ne relèvent pas du magistère extraordinaire ni ordinaire et universel. Mais en reconnaissant explicitement qu'ils relèvent de doctrines énoncées avec l'intention du Pape et des Évêques de ne pas les proclamer par des actes du magistère décisifs. Mgr Daucourt admettait que les doctrines en question ne sont pas infaillibles. Mais sous la forme d'une monition avec menace d'une sanction canonique, il exigeait de notre Père la soumission de son intelligence et de sa volonté pour qu'il cesse de rejeter, prétendument avec opiniâtreté, ces enseignements pourtant faillibles, qu'il rétracte toutes ses affirmations contraires, mieux : qu'il reconnaisse positivement dans la doctrine du concile Vatican II l'expression de la vraie foi catholique. Le fait était sans précédent. Pour la première fois, un prêtre, le prêtre qui s'opposait aux doctrines du concile Vatican II, allait se voir infliger une

sanction canonique pour avoir refusé d'y voir l'expression pure et sans altération de la vraie foi catholique. Que fallait-il faire ?

Apparemment, notre Père se retrouvait avec Mgr Gérard Daucourt dans une opposition frontale analogue à celle qu'il connut le 10 décembre 1965, lorsque Mgr Julien Le Couëdic lui intima l'ordre de quitter le diocèse de Troyes et de cesser la publication des *Lettres à mes amis*, ce qui indirectement – et là était bien la vraie raison de la vindicte épiscopale – revenait à lui interdire toute critique à l'égard du concile Vatican II.

Mais les événements prirent une tournure bien différente avec l'accord conclu entre les parties puis sa dénonciation unilatérale par l'évêque lorsqu'il refusa net de transmettre à la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi en vue d'un examen doctrinal un dossier préparé par notre Père et comprenant les deux cent vingt premières *Lettres à mes amis* et accompagnées d'une requête à l'attention du cardinal Ottaviani. Motif allégué par Mgr Le Couëdic : le ton et le contenu prétendument injurieux de ladite requête. Et ce refus fut suivi d'une incroyable *suspense* lorsque notre Père décida de transmettre sa requête directement à son auguste destinataire tout en la rendant publique. Notre Père jugea bon d'accepter cette censure et pour deux raisons.

D'une part, au moment où il critiquait Concile et Pape notre Père préféra s'incliner vis-à-vis d'une sanction canonique même injuste pour bien marquer sa soumission de principe à l'autorité des pasteurs de l'Église qui n'en demeuraient pas moins légitimes, même au moment où ils posaient un acte tout simplement injuste, et ainsi se démarquer ostensiblement de toute attitude de rébellion voire même de schisme.

D'autre part, la sanction n'était – du moins en apparence – que disciplinaire et n'atteignait que la personne de notre Père. Elle prétendait ne sanctionner que le caractère injurieux aussi bien sur le fond que sur la forme d'une lettre adressée par notre Père à l'attention du cardinal Ottaviani. Mais elle ne préjugait pas de l'examen doctrinal de ses écrits lequel put suivre son propre cours.

Mais en 1997, il en allait tout différemment. Mgr Daucourt donnait le vrai motif de la sanction : non plus une lettre prétendument mal tournée, mais cette réforme du concile Vatican II que notre Père refusait par fidélité à Jésus-Christ et à son Église avec toute sa Tradition, mais dans laquelle l'évêque de Troyes avait mis toute sa foi et toute sa passion. Partant de là notre Père ne pouvait consentir à une sanction canonique sans paraître faire acte de soumission religieuse de son intelligence et de sa volonté à ce qui en constituait le motif. Un tel silence dans de pareilles circonstances, de la part de celui qui en était l'opposant déclaré, c'était laisser l'évêque de Troyes, dans l'exercice de ses pouvoirs de gouvernement et d'enseignement, conférer *a posteriori* au concile Vatican II une apparence canonique d'infaillibilité. Il eût été par ailleurs contradictoire de la part de notre Père, qui réclamait depuis des décennies un jugement doctrinal sur ses écrits, de s'y soustraire quand la monition d'un

évêque lui en donnait providentiellement le moyen canonique de l'obtenir.

Il fallait répondre à la monition de l'évêque de Troyes, comme notre Père le fit en 1969 à l'ultimatum de cardinal Seper... comme Jeanne d'Arc répondit à ses juges avec pugnacité et sagesse, sur ordre du Ciel ! Le bûcher ne lui fut pas, il est vrai, épargné ! Mais aurait-on l'idée aujourd'hui de penser qu'il aurait mieux valu pour elle qu'elle gardât un silence héroïque plutôt que de se lancer à corps perdu dans ce « *beau procès* » que lui avait préparé l'évêque de Beauvais ?

Au terme d'un mémoire daté des 19 et 25 mars 1997, notre Père signifia à Mgr Daucourt l'empêchement dans lequel il se trouvait à se soumettre à sa monition et dans toutes ses dispositions.

In limine litis, il souleva l'incompétence de l'évêque de Troyes dans une affaire qui présentait un lien de connexité avec celle dont était saisie la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi depuis la requête du 16 juillet 1966 et qui concernait l'examen doctrinal de l'ensemble de ses écrits. Cette instance qui donna lieu à de multiples démarches et actes de procédure – le livre d'accusation en hérésie, schisme et scandale déposé le 13 mai 1993 à l'encontre de l'auteur du prétendu *Catéchisme de l'Église catholique* en étant le dernier – était toujours pendante devant la Congrégation romaine à défaut d'une sentence définitive. Cette exception d'incompétence était d'autant plus justifiée que Mgr Daucourt, dans sa déclaration du 27 juillet 1996 avait lui-même clairement affirmé que le débat doctrinal engagé par notre Père les trente dernières années relevait de la seule autorité romaine.

Et à supposer même que l'évêque puisse connaître cette affaire, aujourd'hui comme hier et comme demain, aucune condamnation possible à l'encontre de notre Père sans d'abord un examen préalable, doctrinal de ses accusations en hérésie, schisme et scandale à l'encontre des Actes du concile Vatican II et des argumentations très élaborées, très développées et publiées tout au long des années 1962 à 1997 dans les *Lettres à amis* et la *Contre-Réforme catholique*. En refusant de voir dans les doctrines des Actes du Concile l'expression de la vraie foi catholique, comme le jugeait Mgr Daucourt, notre Père aurait manqué à la soumission religieuse de l'intelligence que de telles doctrines auraient méritée au visa du canon 752, s'agissant d'actes du magistère énoncés par le Pape et le Concile sans l'intention de les proclamer par un acte décisif. Mais en présence d'actes qui ne relèvent pas du magistère infaillible, ces derniers jouissent d'une simple présomption de vérité que l'on peut et doit renverser lorsque ces actes non infaillibles ont failli. Dans son mémoire en réponse, notre Père se réfère à l'opinion du professeur L. de Echeverria qui indique dans son commentaire du canon 752 : « *Une telle soumission, cependant, n'est ni absolue ni inconditionnelle, comme il en est de l'acte de foi ; il s'agit en réalité d'une certitude authentique, mais seulement morale et relative. Comme une possibilité d'erreur peut se glisser dans l'enseignement proposé, il peut arriver que le chrétien qui le*

reçoit puisse ne l'accepter que sous réserve qu'il ne soit pas une erreur. La présomption de la vérité est toujours du côté de l'autorité, mais elle peut être détruite par des preuves contraires. (Code de droit canonique annoté, éd. Cerf/Tardy, 1989, p. 447-448) »

ÉNORME MALADRESSE DE MGR DAUCOURT qui, en reconnaissant implicitement que les Actes du concile Vatican II ne sont pas infaillibles, donnait à notre Père une prise canonique pour ouvrir une discussion doctrinale, ce qu'il faut impérieusement éviter sous peine de provoquer l'écroulement de l'incroyable mystification qui s'est jouée sous couvert d'une prétendue Nouvelle Pentecôte qu'aurait connue l'Église entre 1962 et 1965.

Mgr Daucourt répondra le 9 mai 1997 en édictant un précepte pénal qui fut le signe évident d'un fléchissement de sa tactique.

L'abbé Coulomb est obligé de reconnaître que « *ce qui présida à ce choix est assez difficile à déterminer* » (cf. p. 121 de son étude). En effet, la monition du 10 mars une fois notifiée à notre Père et rejetée par ce dernier, l'évêque, suivant sa logique, était en droit soit d'engager un procès pénal à l'encontre de notre Père soit même de lui infliger directement une peine par décret extra judiciaire (can. 1718). Le refus explicite de notre Père d'embrasser les Actes du concile Vatican II comme l'expression de la vérité de la foi catholique établissait – prétendument – l'opiniâtreté avec laquelle il rejetait des actes certes non décisifs du magistère, mais exigeant néanmoins la soumission de l'intelligence et de la volonté. Or le précepte pénal qui n'avait aucune nécessité canonique montre que Mgr Daucourt, tout en feignant de se placer dans la continuité de la monition du 10 mars 1997, reprenait l'affaire « à zéro » pour subrepticement rectifier un tir maladroitement engagé sur l'autorité des Actes du concile Vatican II.

Le précepte pénal du 9 mai 1997, lapidaire sur le fond et sur la forme, intima à notre Père cinq injonctions qui, si elles n'étaient pas respectées dans un délai de huit jours, conduiraient l'évêque à lui refuser l'accès aux sacrements d'eucharistie et de pénitence :

« *Je vous demande aujourd'hui, en vertu de mon autorité épiscopale et selon les canons 49 et 1319 du Code de droit canonique : 1. de cesser d'accuser d'hérésie, de schisme et d'apostasie le second concile du Vatican, le pape et les évêques qui sont en communion avec lui ; 2. de cesser de provoquer les fidèles à la contestation contre le Siège apostolique et l'autorité des évêques ; 3. de ne plus publier votre bulletin mensuel intitulé "La contre-réforme catholique au XX^e siècle" ; 4. de quitter la direction des groupes masculin et féminin connus sous le nom de Petits Frères et de Petites Sœurs du Sacré-Cœur de Jésus et de résider ailleurs qu'à Saint-Parres-lès-Vaudes ; 5. de vous engager à observer la suspense a divinis portée par Monseigneur Le Couëdic le 25 août 1966 en quelque lieu du diocèse que ce soit.* »

Mgr Daucourt était donc bien décidé à couper court

à toute discussion. Il renonçait à se prévaloir des prétendues hérésies personnelles de l'abbé de Nantes ainsi qu'aux prétendus comportements immoraux... Il renonçait également à devoir se prononcer sur l'autorité magistérielle des Actes du concile Vatican II et sur les enseignements subséquents des papes Paul VI et Jean-Paul II. Impossible d'aborder de pareils sujets avec comme contradicteur un abbé Georges de Nantes sans prendre le risque d'une discussion au résultat bien aléatoire...

Pas question pour lui d'avoir à se plonger dans l'œuvre immense de l'abbé de Nantes pour étayer une condamnation qui ne fait pas l'ombre d'un doute dans son esprit. Il veut s'en tenir à l'essentiel, à ce qui lui semble indiscutable à lui et, selon lui, à toute l'Église, comme le Père lui expliquera dans son mémoire en réponse daté du 13 mai 1997 : « Un examen attentif de votre précepte révèle que cette “contre-réforme catholique” seule demeure objet de ce Procès engagé par Votre Excellence le 27 juillet dernier, tout le reste n'étant qu'éléments accessoires (...). Relisant vos diverses monitions, je n'y vois plus que deux volontés arrêtées, et dramatiques : vous n'acceptez pas la liberté de nos consciences dans l'exercice de notre foi et de notre obéissance à la loi divine ; et en conséquence, vous édictez l'ordre exorbitant à notre Communauté de disparaître purement et simplement. Eh ! bien non. Nous sommes libres en face de pareil abus de pouvoir. Frappez-nous et nous en appellerons à Rome. À nos risques et périls ? Absolument. Non pour défendre nos personnes contre des accusations infamantes, mais pour que soit prononcé un jugement, de manière “décisive”, dogmatique et infaillible, entre la “foi” moderniste qui prétend envahir aujourd'hui toute l'Église, et la foi catholique qui ne variera jamais, que l'ensemble des fidèles n'a pas reniée et qui n'attend que de voir sa liberté protégée contre l'arbitraire pour recouvrer sa pureté et sa splendeur de toujours. » (*La Contre-réforme catholique* n° 334, juin 1997, p. 7)

Et notre Père de développer une savante argumentation canonique qui s'articule autour du moyen essentiel tiré de la légitimité dogmatique et canonique du principe d'une contre-réforme catholique contre le principe hérétique de la “réforme” de l'Église et du dépôt de la foi qui lui a été confié et des accusations qui en découlent impérieusement, en hérésie, schisme et scandale aussi bien contre les Actes du concile Vatican II et les enseignements subséquents des papes Paul VI et Jean-Paul II. Cette contre-réforme catholique est d'autant plus légitime que d'une part elle s'oppose à des enseignements qui ne peuvent se prévaloir d'aucune qualité d'infaillibilité propre au magistère donné sous la forme extraordinaire ou ordinaire et universel qui seuls engagent l'Église et que d'autre part elle renvoie à l'autorité du Souverain Pontife pour trancher cette opposition par un acte de son magistère solennel et infaillible permettant seul de rétablir l'unité et la paix dans la vérité de la foi catholique. Et en attendant un tel jugement, doit prévaloir la liberté de professer dans toute sa pureté et son intégrité

la foi catholique qui seule assure la communion au sein même de l'Église.

Un décret du 1^{er} juillet sera l'ultime réponse de Mgr Daucourt dans cette affaire avant qu'elle ne prenne la route de Rome. L'évêque maintient la suspense *a divinis* infligée à notre Père le 25 août 1966 et lui interdit l'accès aux sacrements d'eucharistie et de pénitence jusqu'à ce qu'il se mette en conformité avec toutes les dispositions du précepte pénal du 9 mai 1997. Mais pas plus que dans ledit précepte, l'évêque ne donne le moindre fondement canonique à une telle condamnation. Mais quel délit a commis notre Père ?

La désobéissance au Souverain Pontife ou à l'Ordinaire telle que définie au deuxième paragraphe du canon 1371 ? Sans doute. Mais si Mgr Daucourt ne s'y est pas explicitement référé, c'est certainement parce que le canon met une condition qui manque en l'espèce. Il faut que l'ordre ou l'interdiction soit « *légitime* ». Or comment considérer comme légitimes des ordres consistant à ce que, toute affaire cessante, notre Père s'abstienne de publier le bulletin de la Contre-Réforme catholique, abandonne la direction des communautés qu'il a fondées ainsi que toutes ses activités... bref mette un terme, du jour au lendemain, à toute une vie religieuse qu'il menait depuis plus de trente ans, au service, sans conteste du bien des âmes, sans remarque de quiconque, au vu et au su de toutes les autorités, sans fait nouveau sérieux qui puisse justifier une telle volte-face ?

L'excitation à la haine contre le Siège Apostolique ou l'Ordinaire et même l'incitation à la désobéissance envers les mêmes autorités de l'Église, telles que visées par le canon 1373 ? Ce fut certainement dans les intentions de Mgr Daucourt de reprocher ces délits à l'encontre de notre Père lorsqu'il écrivit parmi les motifs du décret du 1^{er} juillet 1997 : « *Considérant que Monsieur l'abbé Georges de Nantes a provoqué et provoque des fidèles à la contestation ou à la haine contre le Siège apostolique et l'autorité des évêques et, ainsi, a suscité et suscite un grave scandale parmi les fidèles, tant par son attitude que par des écrits dans lesquels il dénonce obstinément comme entachés d'hérésie certains textes promulgués par le pape Paul VI et les Pères du second concile du Vatican en reprochant à ceux-ci d'avoir introduit la religion de l'homme qui se fait Dieu à la place de l'authentique foi catholique et dans lesquels il accuse d'hérésie, de schisme et d'apostasie le concile, le pape et les évêques en communion avec lui jusqu'à déposer des libelles à l'encontre des papes Paul VI et Jean-Paul II.* »

Ne pas se référer explicitement au canon 1373 a permis à Mgr Daucourt de se libérer et de la lettre et de l'esprit de la Loi. L'excitation à la haine, à l'aversion voire à la désobéissance est une chose, la critique doctrinale, intellectuelle et dogmatique des Actes d'un concile ou d'un Souverain Pontife en est une autre et les livres d'accusation en hérésie, schisme et scandale en est même encore une autre. La déférence due au Pape et aux évêques de l'Église, le respect de leur autorité, de leur personne voire l'obéissance à laquelle ils ont

droit n'exclut pas qu'ils puissent se tromper et qu'une critique légitime puisse leur être adressée. Et lorsque ces critiques, voire une accusation en hérésie et schisme sont étayées par une argumentation sérieuse et très développée, celles-ci appellent un examen doctrinal de la plainte, une réponse à l'accusation et non pas une condamnation vindicative pour un prétendu crime de lèse-majesté commis par le simple fait qu'une critique a osé être élevée. Comme notre Père a eu l'occasion de l'écrire à de multiples reprises, le pape et les évêques, même en communion, ne sont pas des dieux. Mais ils détiennent de Jésus-Christ, il est vrai, de redoutables pouvoirs spirituels pour défendre la foi catholique et notre Père les a accusés de les détourner pour se libérer du joug de Jésus-Christ, de toute la Tradition pourtant immuable de l'Église et s'inventer une tradition tout humaine qui flatte l'orgueil du peuple fidèle, mais surtout un monde pourtant sous la domination de Satan afin d'en recevoir paix, reconnaissance et récompense.

Enfin troisième et dernier délit possible imputé à notre Père : le rejet opiniâtre des Actes du concile Vatican II et des enseignements subséquents des papes Paul VI et Jean-Paul II ? Sans doute, oui, lorsque Mgr Daucourt rappelle son exigence qui fut la sienne dans la monition du 10 mars 1997 « *d'avoir à rétracter ses erreurs* », mais en se gardant bien de dire précisément en quoi consistent ces erreurs, en quoi il se trompe. Toujours ce même procédé qui fut celui de la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi dans sa notification du 9 août 1969 et celui de Mgr Hamer le 13 mai 1983 : reprocher à notre Père des erreurs, prétendre même qu'il les aurait reconnues, mais sans jamais les définir.

Donc notre Père était bel et bien frappé de la peine d'interdit pour avoir refusé de reconnaître dans les Actes du concile Vatican II et les enseignements subséquents des papes Paul VI et Jean-Paul II comme l'expression de la pure et intégrale foi catholique, mais sans que ce motif ne soit dit d'une façon aussi directe, aussi claire, de manière à ne donner au prétendu délinquant aucune prise dans une discussion d'ordre doctrinal. De son côté, l'abbé Coulomb relève une cascade d'irrégularités qui entachent d'une nullité irrémédiable toute la procédure : absence de monition après le précepte, formalité pourtant obligatoire pour qu'une censure puisse être valablement infligée (can. 1347 §1), absence de décret précisant les « *justes causes* » pour lesquelles l'Ordinaire a décidé de sanctionner par voie extrajudiciaire plutôt que d'engager un procès (can. 1342, §1 et 1718 §1, 3°), absence de notification préalable de l'acte d'accusation et des preuves en violation du principe du contradictoire, et absence de consultation pour avis de deux assesseurs (can. 1720, 1° et 2°).

Restait à notre Père de porter cette affaire à Rome.

NOUVEL APPEL À ROME

« Le recours aux autorités romaines constitue pour nous, écrit notre Père à Mgr Daucourt le 1^{er} juillet

1997, canoniquement, le terme apaisant de notre première instance, notre “procès troyen”, quelle qu'en soit la sentence. Veuillez admettre que les choses se trouvent ainsi dénouées devant votre tribunal, et se renouent légitimement devant le Sacro-saint Tribunal de la foi.

« Je suis sûr et certain de combattre, hélas, il le faut ! pour la vraie foi catholique, sans laquelle nul ne peut être sauvé et admis par notre très chéri Père céleste dans sa béatitude éternelle. Je suis assuré depuis le 19 mars, car c'est chose nouvelle, de mener ce combat selon le droit, en fidélité à la sainte hiérarchie de l'Église. Je ne céderai donc rien sur notre ligne de défense, dite de “la Contre-Réforme catholique au XX^e siècle”. Je suis moralement persuadé, pardonnez mon audace, que semblablement Votre Excellence est sûre et certaine de nous combattre pour la défense et l'exaltation de la foi conciliaire, avec toute la puissance du pouvoir épiscopal qui vous a été conféré. Le procès s'est ainsi lié : la contradiction des parties est indubitable. Je suis sûr d'avoir raison, devant Dieu, et Vous êtes en droit de penser aussi honnêtement et fortement que j'ai tort et qu'il vous appartenait de m'empêcher de nuire au troupeau confié à vos soins, et de me nuire à moi-même. Ce différend, devenu public, a duré maintenant assez pour qu'il ne s'envenime pas et ne donne pas occasion de scandale. Je ne pense qu'à le voir terminé, et pour cela j'en appelle à la Juridiction supérieure à laquelle nous sommes également et religieusement soumis. J'espère, en ce qui me concerne, que ce recours né de notre différend englobant tout le débat de notre “Contre-Réforme catholique”, me fera, par grâce, toucher enfin au but de trente ans d'appel au Juge infallible romain, Juge souverain et ultime dont les définitions et les anathèmes sont sans humaine réplique, irrévocables et saints (...).

« Le jour viendra, et comment ne pas le désirer et hâter par nos suppliantes prières au Cœur Immaculé de Marie et par Elle au Cœur Sacré de Jésus ! où Rome ayant admis de considérer notre litige, au-delà de ses aspects disciplinaires, son fond dogmatique et moral, ayant énoncé la Vérité décisive sur les contradictions de la nouvelle religion par rapport à l'ancienne, le peuple fidèle n'aura pas d'autre désir que d'adhérer à l'unique Vérité révélée, dans la soumission heureuse à l'Autorité sainte du Pape et des Évêques unis à lui, retrouvant ainsi leur communion fraternelle, universelle, dans la circumincessante Charité du Père, du Fils et du Saint-Esprit. » (*La Contre-Réforme catholique* n° 335, juillet 1997, p. 3 et 4)

Pour faire appel à Rome, notre Père présenta deux recours, l'un contre le précepte pénal du 9 mai 1997, l'autre contre le décret pénal du 1^{er} juillet 1997, non pas devant la Congrégation des évêques, bien que supérieure hiérarchique de Mgr Daucourt, mais devant la Congrégation pour la doctrine de la foi qui seule jouit, à Rome, du pouvoir souverain et discrétionnaire de juger les doctrines à la seule lumière de la vérité de la foi catholique.

Or l'affaire de notre Père, avant d'être disciplinaire

dans ses conséquences, est d'abord d'ordre doctrinal. Avant de déterminer si notre Père est un désobéissant, un révolté habitué à tenir les propos les plus injurieux, il faut d'abord juger la valeur doctrinale de ses accusations de délits contre la foi que constituent l'hérésie, le schisme et finalement l'apostasie. De surcroît, cette Congrégation connaissait cette affaire et notre Père voulait placer son recours dans la continuité du procès de 1968 lequel était toujours pendant à défaut d'un jugement doctrinal jamais rendu.

En 1968, la question posée à la Congrégation pour la doctrine de la foi était la suivante : « La hiérarchie ayant proclamé la réforme de l'Église, pouvait-on soutenir doctrinalement un traditionalisme qui lui est farouchement contraire et s'opposer pratiquement à sa mise en œuvre autoritaire ? Le théorème qui fait la substance de ma lettre : *“L'orgueil des Réformateurs”* du 11 octobre 1967, adressée au pape Paul VI (*La Contre-Réforme catholique* n°s 1-2), est celui-ci : la tradition catholique et apostolique exclut le principe même d'une réforme générale et permanente de l'Église ; il lui est contradictoire. C'est ma... doctrine, sur laquelle portèrent tous les efforts des consultants. » (*La Contre-Réforme catholique* n° 335, juillet 1997, p. 28)

À cette question de principe à la fois dogmatique et canonique, la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi ne sut apporter aucune réponse hormis une injonction sévère faite à notre Père d'avoir à se soumettre sans condition et sans limite à tous les actes du magistère du Pape et des évêques pour finalement considérer, puisque notre Père se refusait à cette soumission musulmane qui lui était imposée, que ses critiques du magistère par leur généralité disqualifiait toute son œuvre. Mais vingt-huit années plus tard, la sanction canonique infligée par Mgr Daucourt donnait providentiellement à notre Père le moyen canonique de reprendre ce procès-là où la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi l'avait suspendu en août 1969, de verser officiellement aux débats les trois livres d'accusation dressés en 1973, 1983 et 1993 en hérésie, schisme et scandale à l'encontre des Souverains Pontifes et de focaliser toute la discussion sur la question difficile, à la foi dogmatique et canonique, mais décisive, de l'autorité des Actes du concile Vatican II et de tous les Actes de Paul VI et Jean-Paul II pris dans la suite de cette révolution conciliaire de l'Église.

Au soutien de sa défense – et en fait de son accusation – parut un article de Mgr Tarcisio Bertone, secrétaire de la Congrégation pour la doctrine de la foi publié sous le titre : *« À propos de la réception des documents du magistère et du désaccord public »*, dans *l'Osservatore romano* du 20 décembre 1996 puis dans *La Documentation catholique* du 2 février 1997. Apparemment destiné à recadrer des théologiens progressistes prônant des théories hasardeuses telle l'ordination sacerdotale conférée aux femmes, ce document redonnait avec autorité la définition catholique et traditionnelle du magistère ordinaire et universel de l'Église et rappelait son caractère infaillible. Et fort de cet article qu'il retournait contre son auteur,

celui-là même qui signera son arrêt de mort, notre Père concluait son mémoire en trois points :

« 1. Le consensus de l'Église d'où jaillit toute infaillibilité en matière de dogme et de morale *“ne peut être compris dans un sens purement synchronique [instantané, actuel], mais doit être compris dans un sens diachronique [permanent, perpétuel]. Cela veut dire que le consensus moralement unanime embrasse toutes les époques de l'Église, et c'est seulement si on écoute cette totalité que l'on demeure dans la fidélité aux Apôtres.”* (T. Bertone)

« 2. En ce qui concerne les doctrines que le magistère a déclarées ou déclarera à l'encontre de la Religion d'hier par souci de modernité, ou de culte de l'homme, ou d'œcuménisme ou d'autres nouveautés de ce genre qui ne découlent pas du dépôt de la foi, je me permettrai d'en manifester ma tristesse et mon désaccord. Je ne le condamnerai pas n'en ayant point les pouvoirs, mais dans la mesure de mes forces je continuerai à les dénoncer aux Autorités et à mettre en garde les fidèles contre ce qui ne vient pas de Dieu, mais des hommes.

« 3. Enfin, ce dont je suis sûr, c'est que Vous-même, Éminence, ni personne à Rome en ayant le pouvoir, ne prendriez la responsabilité de m'excommunier pour ces refus même insolemment formulés. Parce que pareils anathèmes contre nous autres, catholiques allergiques à la religion conciliaire, impliqueraient une infaillibilité explicite et extraordinaire accordée à tout ce qui relève de la modernité. Ce que Jésus-Christ, source de toute Vérité, et son Esprit-Saint ne permettront jamais.

« Ainsi devons-nous, s'il vous plaît, faire le tri entre les diverses doctrines “non décisives” où se mêlent actuellement toutes espèces de vérités et d'erreurs, de toutes origines et sources, et distinguer toutes les nouveautés suivant leur orthodoxie.

« Et toujours, à tout prix, demeurer paisiblement dans la communion catholique. Ce travail de Contre-réforme peut être long. Aussi ai-je encouragé nos amis à ne pas se laisser aller, par schisme ou par hérésie, hors de l'Église, l'Arche de salut de notre humanité rachetée. » (*La Contre-Réforme catholique* n° 335, juillet 1997, p. 30 et 31)

Dans son second recours régularisé le 22 juillet 1997, notre Père défère devant la Congrégation pour la doctrine de la foi le décret pénal du 1^{er} juillet 1997 en reprenant chacun des cinq griefs contenus dans la décision et justifiant l'interdit pris par Mgr Daucourt pour établir de façon complète et systématique, leur inanité, leur nullité tant sur la forme que sur le fond en se plaçant d'abord sur le terrain du droit pénal de l'Église. Aucun des délits visés dans le décret, en particulier l'incitation des fidèles à la haine et à la désobéissance envers le Souverain Pontife et les évêques en communion avec ce dernier, ne lui est imputable. Mais dans ce deuxième recours, on sent bien que notre Père demande simplement la liberté de pouvoir professer dans toute son étendue et ses implications la foi catholique et de revenir au *statu quo* d'antan. « Je pense que, en conscience, nous

nous sommes acquis par nos services rendus (...) et par nos luttes contre les puissances de l'enfer déchaînées en ce monde, le droit de poursuivre tranquillement notre labeur écrasant, tout instauré sur le Christ et confié au Saint Cœur Immaculé de Marie, sans que la hiérarchie ecclésiastique en prenne ombrage et y fasse obstacle (...).

« Mais recouvrer et conserver le *statu quo* n'est certes pas suffisant. C'est un *intérim*, pour ramener la concorde et la paix. Resterait, selon nos vœux, à reprendre exactement ce projet de réconciliation qui faillit se concrétiser en 1978. » (*La Contre-Réforme catholique* n° 337, 15 août 1997, p.17) Et notre Père d'en terminer en proposant une confrontation franche et loyale entre la mouvance "traditionnelle" et celle dite "conciliaire" en vue de retrouver l'unité. « Cette réduction des oppositions entre Anciens et Modernes, à la seule et très pure loi de la foi nous rendra notre Église habitable, tous étant sûrs de la loyauté de tous sur le principe dès lors parfaitement compris : de l'unité dans les choses divinement nécessaires, de la coexistence pacifique dans les choses humaines, et d'une ardente charité fraternelle, filiale et apostolique en tous les sacrifices et toutes les générosités inspirés par l'Esprit-Saint en faveur de l'Église et de ses ouvertures missionnaires (*ibid.*). »

LE CRIME DE LA CONGRÉGATION POUR LA DOCTRINE DE LA FOI

La Congrégation pour la doctrine de la foi saisie des recours de notre Père se prononcera par une lettre du 24 mars 1998, signée par son secrétaire, le cardinal Tarcisio Bertone, adressée à Mgr Daucourt. La Congrégation décide de ne pas accueillir son appel et de confirmer, pour un temps indéterminé, la mesure de suspense *a divinis* adoptée par l'évêque.

Et voici la motivation laconique de cette décision de rejet :

« Récemment il a été signalé à cette Congrégation que l'Abbé de Nantes – après être retourné dans le diocèse de Troyes désobéissant aux dispositions de son Ordinaire – continue à diffuser, à travers sa prédication, des doctrines erronées consistant en une conception sensualiste de l'eucharistie et en la notion d'un présumé "mariage mystique entre le Christ et Marie". Il est en outre accusé d'avoir pris le risque de traduire de telles théories en comportements immoraux inadmissibles de la part d'un prêtre. » (*La Contre-Réforme catholique* n° 345, avril 1998, p. 1)

Dans le libelle déposé le 24 mai 1998 devant la deuxième section du Tribunal suprême de la Signature apostolique afin de voir annulés ou rescindés la décision portée par la Congrégation pour la doctrine de la foi le 24 mai 1998 ainsi que les décrets du 9 mai et 1^{er} juillet 1997 pris par Mgr Daucourt, notre Père développe un magnifique et exhaustif réquisitoire à l'encontre des décisions déferées à l'examen de la juridiction suprême de l'Église. Ce libelle est construit à partir du détournement de pouvoir auquel se sont livrés ces hommes d'Église pour infliger à notre Père une censure dans le

seul but de réduire au silence l'opposant à la réforme, mais au mépris de la pureté de la foi, du dogme de la foi et du salut des âmes qui pourtant demeurent la loi suprême de l'Église, comme le rappellent les tous derniers mots du Code de droit canonique en guise d'ultime conclusion (cf. can. 1752).

Un prêtre de l'Église soupçonne, affirme, accuse des actes du Magistère de l'Église d'être entachés d'erreurs à un point de gravité tel qu'on ne peut les embrasser en toute conscience, même par obéissance, sans altérer sa foi sans laquelle nul ne peut plaire à Dieu ni faire son salut et la Congrégation pour la doctrine de la foi, dont la première compétence est précisément l'examen des doctrines à la lumière de la vérité de la foi, n'en a pas dit un traître mot, rien absolument rien, malgré les trois livres d'accusation en hérésie, schisme et scandale à l'encontre des papes Paul VI et Jean-Paul II qui figuraient officiellement au dossier du requérant, dans le cadre d'un recours canonique régulier !

D'où ce déni de justice caractérisé de la part de la Congrégation pour la doctrine de la foi qui n'a répondu à aucun des moyens en droit et en fait développés par notre Père au soutien de ses deux recours.

D'où cette substitution de motifs. Non plus son opposition au concile Vatican II comme le lui reprochait Mgr Daucourt, mais ces soupçons d'hérésie à propos de l'eucharistie et de la Sainte Vierge.

D'où ce crime... Dans le rappel très succinct des faits, le cardinal Tarcisio Bertone écrit en effet : « *Contre ce décret* [celui du 1^{er} juillet 1997] *l'intéressé* [notre Père] *a interjeté appel à la Congrégation pour la doctrine de la foi, déclarant faussement que "l'évêque de Troyes a été dessaisi du dossier par Rome"*. » Où le secrétaire de la Congrégation a-t-il pu lire ces quelques mots de notre Père ? Dans l'un de ses recours contre les décrets de l'évêque de Troyes ? Absolument pas. Mais dans l'une des éditions du journal *l'Est-Éclair* de novembre 1997, dans un encart dans lequel le journaliste Philippe Laville écrit à propos de notre Père : « *Quant à l'affaire qui l'oppose à l'Évêque de Troyes, il affirme que par ses deux recours à Rome, "l'évêque de Troyes a été depuis dessaisi du dossier et c'est actuellement à la Congrégation pour la doctrine de la foi (ndlr : à Rome) de se prononcer sur l'ensemble des actions en cours"*. » Et que lit-on également dans ce même article toujours à propos de notre bienheureux Père ? On est renseigné sur « *une conception sensualiste de l'Eucharistie et cette notion de mariage mystique entre le Christ et Marie* »... Tout cela complaisamment étalé sous la "foi" de deux "témoins", deux Judas des maisons Saint-Joseph et Sainte-Marie.

La juridiction suprême de l'Église dans la défense de la foi, sous l'autorité immédiate du Saint-Père pour l'assister dans cette écrasante charge de confirmer ses frères dans la foi... avait sous les yeux toute l'affaire du Père résumée, expliquée dans deux mémoires rédigés avec une rigueur canonique, une justesse théologique et un respect indiscutable des autorités supérieures de l'Église et s'est contentée de renvoyer vraiment comme le "dernier des

damnés” sous le visa d’une coupure de presse, égout collecteur de racontars de “bonnes femmes” et d’un fin et lettré religieux, apostat de ses vœux. Mais ces hommes d’Église qui se livrent à une telle palinodie de justice ont-ils seulement encore la foi pour avoir rédigé un tel arrêt de mort à propos de notre Père ?

L’abbé Coulomb écrit de son côté : « *Ce que nous comprenons en première analyse de cette notification, c’est que la congrégation a distingué entre deux causes qui lui étaient soumises. D’abord, elle a rejeté in limine litis l’appel, c’est-à-dire le recours contre l’interdit. Ensuite, elle a aussi rejeté le recours contre le refus de mettre fin à la suspense, faute de retour à résipiscence. Cela surprend au vu de ce que nous avons conclu de l’incompétence de la congrégation en ce qui concerne la suspense de 1966. Pour mieux comprendre cette décision, nous nous tournons, avec l’abbé de Nantes, vers le Tribunal suprême de la Signature apostolique.* »

L’abbé Coulomb tente désespérément de faire cadrer le raisonnement de la Congrégation pour la doctrine de la foi avec les règles canoniques procédurales, imaginant une décision qui, avant tout examen au fond, aurait jugé en partie irrecevable le recours de notre Père faute d’avoir saisi le supérieur hiérarchique de Mgr Daucourt à savoir la Congrégation des évêques.

Non la Congrégation pour la doctrine de la foi ne suit aucune règle, aucune logique canonique. C’est une décision circonstancielle dans laquelle la Congrégation a statué en équité – ou plutôt en iniquité – pour renvoyer prestement à un évêque une affaire qui n’aurait jamais dû franchir les limites de son diocèse s’il ne s’était pas avisé de remettre en discussion l’autorité des Actes du concile Vatican II et des Actes subséquents de Paul VI et de Jean-Paul II, et ces accusations en hérésie, schisme et scandale contre la réforme conciliaire de l’Église, accusations dont Rome ne veut rien entendre. Sur ces sujets, aucune discussion n’est possible. L’évêque de Troyes sait désormais dans quelle direction il doit viser : les doctrines personnelles de notre Père qui en est, au passage, violemment diffamé. Mais ce dernier est aussi discrètement remis dans la situation canonique qui était la sienne avant les oukases de Mgr Daucourt, c’est-à-dire celle d’un prêtre frappé de suspens et non pas d’interdit, les parties étant instamment invitées à reprendre le *statu quo* d’antan. Rien de plus rien de moins. Il ne s’est rien passé. C’était d’une certaine façon bien joué, mais c’était sans compter sur l’examen de la deuxième section du Tribunal suprême de la Signature apostolique que notre Père a saisi d’un ultime recours daté des 24 et 27 mai 1998.

Notre Père ne devait plus en entendre parler pendant plus de deux années, malgré une demande d’information adressée au secrétaire de la juridiction en juin 1999. Pourtant des échanges eurent lieu, en violation du principe du contradictoire, entre le Tribunal et la Congrégation pour la doctrine de la foi. Finalement le Secrétaire rendra le 7 octobre 2000, *in limine litis*, sans examen au fond par le collège des juges, une sentence de rejet

qui sera notifiée à notre Père le 8 janvier 2001. Comme l’a écrit lui-même l’abbé Coulomb : « *Malheureusement, ce décret est extrêmement confus.* »

En fait, dans cette affaire, toutes les décisions sont confuses... ce que ce canoniste admet volontiers, mais sans en tirer la conclusion qui s’impose. Comment se fait-il qu’il ne se trouve pas un évêque, une congrégation ou même un tribunal capable de rédiger une décision claire ? Pourquoi ?

Le Secrétaire de la deuxième section du Tribunal suprême de la Signature apostolique entérine, sans discussion, les explications qui lui ont été données directement par la Congrégation pour la doctrine de la foi en violation de la règle du contradictoire, explications selon lesquelles : « *L’abbé Georges de Nantes a présenté un recours à cette congrégation à l’encontre des mesures prises par l’Évêque de Troyes. Mais cette Congrégation n’a pas cru devoir étudier ce recours au sens des canons 1737 et 1739 du Code. Elle a seulement envoyé une lettre à l’ordinaire dans le but de confirmer, pour son information et sa gouverne personnelle, son propre jugement négatif inchangé sur les aperçus doctrinaux concernant les écrits et les activités de l’abbé Georges de Nantes, s’en tenant à cet égard uniquement à ses propres compétences définies par l’art. 51 de la constitution apostolique Pastor Bonus.* » Et le Tribunal en la personne de son Secrétaire d’en conclure et de juger que la Congrégation pour la doctrine de la foi « *s’est tenue uniquement à la compétence qui lui est reconnue par l’art. 51 de la constitution apostolique Pastor Bonus [l’examen des doctrines], que des délits contre la foi restent à juger selon la teneur de l’art. 52 de cette même constitution, et qu’on ne peut lui appliquer la procédure prévue aux canons 1737 et 1739 du Code.* » Voilà des justifications bien enchevêtrées, bien malaisées pour cacher un grossier mensonge.

Il aurait été facile à notre Père de réfuter une telle assertion si les lettres adressées par la Congrégation de la doctrine de la foi adressées au Tribunal lui avaient été communiquées comme le principe du contradictoire l’exigeait. Dans sa décision du 24 mars 1998, ladite Congrégation ne s’est pas contentée d’un simple avis pour la gouverne de l’Ordinaire sur les écrits et les activités de notre Père, elle a décidé, eu égard aux graves soupçons infondés pesant sur ses doctrines personnelles, de ne pas accueillir l’appel tout en confirmant la mesure de suspense *a divinis* pour un temps indéterminé. Bien plus, la Congrégation achevait ainsi sa lettre adressée à l’évêque : « *Vous priant de bien vouloir porter à la connaissance de l’intéressé la décision de cette Congrégation et d’en informer les fidèles de votre diocèse de la manière qui vous apparaîtra la plus opportune...* » Mais pourquoi dénaturer la lettre du 24 mars 1998 ? Pour subrepticement la conformer à un motif d’irrecevabilité du recours exercé ensuite par notre Père.

En effet, la deuxième section du Tribunal suprême de la Signature apostolique, créé après le concile Vatican II, juge de la légalité des décisions à caractère administratif,

en pratique celles émanant des congrégations romaines et faisant grief c'est-à-dire ayant une conséquence juridique pour leurs destinataires. Mais un simple avis prétendument donné à un évêque pour sa seule gouverne personnelle n'est pas une décision faisant grief. Il ne peut donc être déféré au contrôle de légalité de la deuxième section du Tribunal suprême de la Signature apostolique.

Par ailleurs, la Congrégation pour la doctrine de la foi ne serait intervenue que dans le seul cadre de l'article 51 de la Constitution *Pastor Bonus* sur l'examen des doctrines et non pas dans celui relatif aux délits contre la foi de l'article 52. C'est faux. La Congrégation pour la doctrine de la foi a confirmé la suspension pour un temps indéterminé. Elle est donc bien intervenue dans son domaine de compétence tel que défini par l'article 52.

Enfin, même dans le cadre de l'examen des doctrines et de leur conformité à la foi catholique, le Tribunal suprême de la Signature apostolique n'a certes pas compétence pour se substituer, dans une pareille matière, à l'appréciation de la Congrégation pour la doctrine de la foi qui demeure souveraine et discrétionnaire. Mais il lui appartenait bien de vérifier et de constater qu'en s'abstenant d'exercer l'examen doctrinal des écrits de notre Père dans ses accusations en hérésie, schisme et scandale, vrais motifs de la suspension et de l'interdit qui lui ont été infligés par Mgr Le Couëdic et Mgr Daucourt, et comme elle en a été régulièrement saisie par ses deux recours, la Congrégation pour la doctrine de la foi a tout simplement violé l'article 51 de la Constitution *Pastor Bonus*.

Tel Pilate acceptant, en violation de la loi romaine l'accusation mensongère de Caïphe pour se montrer l'ami de César, fit crucifier Jésus qu'il savait innocent, le Tribunal suprême de la Signature apostolique a couvert de son autorité le crime de la Congrégation pour la doctrine de la foi qui a préféré avoir tort avec Paul VI et avec Jean-Paul II, alors le Pape régnant, ne rien connaître de ces livres d'accusation d'un simple prêtre muni de sa seule foi, et s'adonner plus librement au culte de l'homme en lieu et place du culte de Jésus-Christ qu'ils honorent de leurs lèvres et peut-être même de leur piété, mais dont ils ont renié la divine et souveraine majesté sur son Église qu'ils prétendent gouverner au nom d'un magistère personnel, nouveau, novateur, faillible, réformable et en fait hérétique et schismatique.

CONCLUSION

Ce "procès" engagé par Mgr Daucourt a providentiellement ouvert à notre Père la voie d'un dépôt canonique, auprès de la Congrégation pour la doctrine de la foi, des trois livres d'accusation en hérésie, schisme et scandale qui résument toute son opposition à la réforme de l'Église et, en même temps, toute sa soumission au pouvoir suprême du Saint-Père, s'il veut bien l'exercer dans les formes solennelles, pour dire infailliblement où est la vérité et où est l'erreur. Mais à l'issue de tous ces recours gracieux, hiérarchiques et même juridictionnel, force est de constater qu'aucune décision, aucune erreur doctrinale, aucune sanction canonique n'a été rendue,

relevée, prononcée vis-à-vis de notre Père à propos de ses critiques des Actes du concile Vatican II et de ses accusations en hérésie, schisme et scandale à l'encontre des papes Paul VI et Jean-Paul II. Comme en 1969, ce silence, signe de l'indécision de la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi, est la preuve négative de la vérité des accusations de notre Père et de l'indéfectibilité de l'Église. Même à la "simple" question qui lui était posée sur l'autorité des Actes du concile Vatican II : la Congrégation pour la doctrine de la foi a préféré garder un silence absolu.

Quels enseignements aujourd'hui pouvons-nous tirer de cette affaire ?

Grâce à notre Père, martyr de l'obéissance de la foi, la Contre-Réforme catholique, les Communautés des Petits frères et des Petites sœurs du Sacré-Cœur et leurs amis demeurent, à part entière, un mouvement d'Église puisque la foi catholique n'est pas excommuniée. Être de contre-réforme c'est d'abord et tout simplement professer la seule foi de l'Église, c'est-à-dire tout ce qui est contenu dans la parole de Dieu écrite ou transmise par la Tradition, c'est-à-dire l'unique dépôt de la foi confié à l'Église et qui est en même temps proposé comme divinement révélé par le magistère solennel de l'Église ou par son magistère ordinaire et universel. Et à la condition de nous réclamer des trois livres d'accusation désormais déposés officiellement et canoniquement auprès de la Congrégation pour la doctrine de la foi, nous avons le droit et même le devoir de réserver notre adhésion à ce magistère nouveau, novateur, réformable, faillible issu des Actes du concile Vatican II et des Actes subséquents des Souverains Pontifes dénoncés par notre Père comme hérétiques, schismatiques et scandaleux.

Et tant que nous professerons la foi catholique et reconnaitrons le Pape et les évêques en communion avec lui comme pasteurs légitimes de l'Église, on pourra nous calomnier, nous reprocher notre prétendue "position ecclésiale erronée", une absence de reconnaissance canonique, de ne pas être communion... et autres billevesées, nous demeurerons infailliblement enfants de l'Église car, comme l'écrivait notre Père dès 1968, « nul n'a le droit de décider de son propre chef que tels de ses frères, pasteurs du troupeau ou brebis, n'appartiennent plus à l'Église pour fait d'hérésie, de schisme ou d'apostasie. Il faut un jugement canonique de l'Autorité. » (*La Contre-réforme catholique* n° 8, mai 1968, p. 1)

Et d'ici « le retour du Seigneur qui ne saurait tarder » (art. 1^{er} de la *Règle provisoire des Petits frères du Sacré-Cœur de Villemaur*), sous la vigilance du Cœur Immaculé de Marie « nous attendrons fidèlement, sans sédition, sans mouvements désordonnés, mais en tenant ferme dans notre foi, que l'Église se retrouve elle-même, telle qu'elle nous vient du fond des âges, après ce temps d'étourdissement et d'illusion », et nous ferons nôtres les paroles écrites par notre Père à Mgr Le Couëdic le 19 décembre 1965 : « Nous ne sommes pas la foi de l'Église, mais nous en sommes la Fidélité. » (*Lettre à mes amis* n° 220, 6 janvier 1966, p. 9)

frère Pierre-Julien de la Divine Marie.

LA FRANCE, "ROYAUME DE MARIE"

1638 - 1794

LE TRIOMPHE

DU SAINT CŒUR DE JÉSUS ET MARIE CONTRARIÉ

TOUTE l'orthodromie mariale française monte vers le sommet de la consécration que le roi Louis XIII fit de son royaume, de sa couronne, de ses États et de sa personne à la Vierge Marie, le 10 février 1638, comme nous l'avons vu à la fin de l'article précédent (*Il est ressuscité*, n° 264, mars 2025, p. 21-34). Le Roi avait désiré y associer tous ses sujets : que chacun « *se prépare à s'offrir avec moi à la bienheureuse Vierge, et à joindre ses prières aux miennes pour qu'il lui plaise de faire ressentir à ce Royaume les effets de sa puissante protection, et spécialement qu'au dit jour de l'Assomption tous mes sujets se portent d'une dévotion particulière à en célébrer la fête avec cette sainte intention* ». On ne peut qu'admirer cette union du Corps mystique et politique du Royaume autour de sa Tête, de son chef, le Roi, dans le culte à Marie !

De son côté, le Père Joseph de Paris composa un Mémoire, en janvier 1638, afin que soient établis des prédicateurs « *pour prêcher la dévotion que le Roi fait à la Sainte Vierge de mettre son royaume sous sa protection... durant trois ans, avec la permission des Ordinaires* ». Le Père Joseph mourut en décembre 1638, avant d'avoir pu organiser cette "mission mariale" à l'échelle de toute la France, mais désormais tout culte public rendu en France à la Reine des Cieux fera référence à la consécration de 1638.

Toutefois, Satan ne s'avouant pas vaincu va chercher par tous les moyens à prendre sa revanche, en inspirant notamment les menées et les complots des jansénistes pour ravir à l'Immaculée son Royaume.

Le jansénisme est une sorte de calvinisme gallican, une religion de crainte et de rigorisme outré, prospérant sur un vieux fonds de mauvais esprit antiromain. Fanatiques et frondeurs, les jansénistes n'accordaient de salut à l'homme que par une grâce rare et toute spéciale d'un Dieu terrible. Ce qui produisait un attédissement de la piété et même un rejet des pratiques de dévotion.

Ainsi, tout en décrivant les fruits de la consécration, nous allons voir comment, au cours des dix-septième et dix-huitième siècles, le règne de Marie et son triomphe furent contrariés par les mondains, les orgueilleux, les hérétiques, bref, tous les suppôts de Satan et leurs complices.

LOUIS, DONNÉ PAR LES MAINS DE LA SAINTE VIERGE.

Le premier fruit de la consécration fut sans conteste le Dauphin lui-même, futur Louis XIV, né le 5 septembre 1638. Le Père Louis Mainbourg, prêchant devant Louis XIII pour le premier anniversaire du vœu, lui disait : « Le Dauphin, ce présent exquis du Ciel, tu le dois au royal présent que tu as fait toi-même de la France à la glorieuse Mère de Dieu. » (Antoine Lestra, *Marie, Reine de France. Le vœu de Louis XIII*, Dole, 1939, p. 22)

Conviction partagée par les meilleurs esprits du royaume. Nul doute, affirmait Monsieur Olier, qu'il fut « *donné par les mains de la Vierge* ».

Un grand nombre de fondations religieuses, monastères, chapelles, séminaires, tableaux votifs, commémorèrent sa naissance. Louis XIII et Anne d'Autriche envoyèrent à Lorette, en Italie, deux couronnes de diamants et une image en or du poids de l'enfant. La plus belle des fondations fut l'abbaye du Val-de-Grâce, dédiée à *Jésus naissant et à la Vierge-Mère*, où Anne d'Autriche installa les Bénédictines de son amie mère Marguerite d'Arbouze, morte en odeur de sainteté. Derrière le maître-autel surmonté d'un baldaquin à l'italienne, on voit l'Enfant-Dieu dans la crèche entouré de Marie et de Joseph à genoux.

Dès son avènement, le jeune Roi fut conduit par sa mère à Notre-Dame de Chartres : il y fêta la Saint-Louis le 25 août 1643. « Ses affaires et celles de la France, écrit le chanoine Garreau, sont confiées à la Vierge : les discours des prédicateurs, les estampes rappellent à toute occasion cette intimité. Au cours de la période de troubles civils qui suit, cette dévotion devient une forme de fidélité au bien commun. » (*Notre-Dame et la France*, éd. du Cèdre, 1970, p. 105)

Le 25 mars 1650, le petit Roi, âgé de douze ans, renouvela à Dijon l'édit de consécration en invoquant l'exemple de son père et la dévotion de sa mère, afin de « *témoigner les mêmes reconnaissances, et faire pareilles soumissions de nous et de notre couronne à la Sainte Vierge, espérant de jouir longtemps des effets d'une si forte protection* ».

L'année suivante, à sa majorité, à treize ans ! il prononça devant la Sainte-Chapelle en présence du Parlement cette admirable prière : « *Jésus-Christ, Roy*

du Ciel et de la Terre, je vous adore et reconnois pour le Roy des roys ; c'est de vostre Majesté Divine que je tiens ma Couronne. Mon Dieu, je vous l'offre pour la gloire de la très Sainte Trinité et pour l'honneur de la Reine des Anges, la Sacrée Vierge Marie, que j'ay choisye pour ma Protectrice et des Estats que vous m'avez donnés. Seigneur, baillez-moi vostre crainte et vne si grande sagesse et humilité, que je puisse devenir vn homme selon vostre Cœur, en sorte que je mérite efficacement le titre aimable de Louis Dieu-donné le Pacifique pour maintenir vostre Peuple en paix, afin qu'il vous serve avec tranquillité et l'accomplissement de toutes les vertus.»

Ainsi, Louis XIV, qui était Roi « d'instinct et de naissance », savait qu'il lui fallait être aussi « selon le Cœur de Dieu ».

LE FRÈRE FIACRE, GRAND INTERCESSEUR.

À ses côtés, dans l'ombre, on trouve la touchante figure du frère Fiacre de sainte Marguerite, qui devint le grand intercesseur, – on disait à l'époque le “prieur” –, de la famille royale. Simple et joyeux, ce fervent disciple de saint François d'Assise ne s'étonnait pas plus de sa familiarité avec les grands que des visions et dons de prophétie dont il était gratifié. En novembre 1647, il reçut l'ordre, par lettre de cachet, de se rendre à Chartres pour implorer par une neuvaine la guérison du Roi atteint de petite vérole. Quelques jours plus tard, le 7 décembre, il était parfaitement guéri. À la fin du mois, on l'y renvoya faire une neuvaine d'action de grâces et prier pour la paix.

L'année suivante, la guerre civile s'étant rallumée, la Reine, réfugiée à Saint-Germain, lui demanda d'y retourner pour supplier la Sainte Vierge d'apaiser le courroux de son Fils contre le royaume et le peuple de Paris. Le frère Fiacre se rendit à nouveau à Chartres, à pied, à l'intention du sacre du Roi. Et Louis XIV de le vivre, le 7 juin 1654, avec une profondeur et une conviction telles qu'il s'en souvint toute sa vie. Pour lui, l'essentiel était cette alliance que l'on passa à son doigt, signe du mariage contracté avec la France et pour le service de son peuple (Georges de Nantes, *Histoire volontaire de la sainte et douce France*, éd. CRC, 2019, p. 218).

Encore fallait-il qu'il lui soit fidèle.

L'AGRANDISSEMENT DU ROYAUME.

L'agrandissement du Royaume fut un autre fruit de la consécration. Alors que des difficultés intérieures imprévues survenaient en Espagne avec la révolte de la Catalogne et la sécession du Portugal, Louis XIII repoussa l'invasion et les troupes françaises passèrent à l'offensive, elles reprirent Arras en 1640 et obtinrent par ailleurs la capitulation de Perpignan le

9 septembre 1642. Nos différentes victoires permirent d'étendre les frontières du Royaume et d'y ajouter presque toute l'Alsace et le Roussillon.

Cinq jours après la mort du Roi, une très sainte mort le 14 mai 1643, le duc d'Enghien, fils du grand Condé, battit à Rocroi les *tertio* Espagnols, réputés invincibles. Au matin de la bataille, le prince avait promis d'offrir à la Vierge Marie une statue en son honneur. Elle fut baptisée *Notre-Dame de la Victoire* et on peut toujours la voir dans l'église Saint-Remy d'Amiens.

Lepré-Balain, le biographe du Père Joseph, remarquait en 1647 : « Depuis le vœu à la Vierge Marie, la France a ressenti les effets de sa puissante protection. Toutes nos affaires reprirent avec tant de bonheur, qu'il semble que ce soit un songe, ou que nos ennemis aient perdu cette haute estime qu'ils se donnaient de vouloir faire la loi à toutes les nations et surtout d'humilier la nôtre. »

La France était mariale, comme on le découvre avec émerveillement en feuilletant le recueil composé dans les années 1660 par le Père Vincent de Laudun, dominicain de la province de Toulouse. C'était la première topographie mariale du Royaume de France. Le Père Vincent était un excellent enquêteur, un bon conteur, et ce qui ne gâte rien, doué d'un bon coup de crayon. Il répertoria pas moins de trois cents sanctuaires, qui tous chantent les louanges de Marie par le récit de ses miracles. C'est un enchantement de le lire, car on voit la Sainte Vierge chez Elle au saint Royaume de France, « *qui est du domaine de la Mère de Jésus* », dit-il. Ce guide illustré, d'un vigoureux esprit de Contre-réforme, constitue une véritable apologétique antiprotestante.

LE MIRACLE DE L'OSIER

CONVERTIT LES PROTESTANTS.

En 1649, un paysan dauphinois, calviniste fanatique, Pierre Port-Combet, dont l'épouse était bonne catholique, voulut tailler ses osiers le jour de l'Annonciation, qui était à l'époque fête d'obligation. Ayant commencé la taille, malgré les mises en garde de sa femme, il s'arrêta bientôt, stupéfait, parce que chaque coup de serpe faisait jaillir du sang à la place de la sève ! Sa serpe, ses mains et son haut-de-chausses se trouvaient tout ensanglantés. C'était visiblement un avertissement divin lui enjoignant de ne pas travailler le jour d'une fête de la Vierge Marie, chômée dans le Royaume.

Le récit du miracle fut publié à Lyon dès l'année suivante. En effet, dans sa Gazette du 24 août 1650, Théophraste Renaudot le déclarait « prouvé » par une double enquête : la première, civile, avait eu lieu cinq jours après le miracle, dès « le 30 mars 1649 devant Claude Rond, Juge et Chastelain de Vinay » ; la

seconde, ecclésiastique, menée sur ordre « de l'évêque de Grenoble en date du 6 août 1649 », avait été « faite en janvier 1950 par Henri de Mollines, curé de Tullins, et Jean Moron, curé de Pollenas ; huit témoins y furent entendus ». Ainsi cette « merveille » se trouvait-elle solidement attestée et reconnue par l'Église.

Cependant, comme Pierre Port-Combet demeurait calviniste, il refusait d'abjurer la religion prétendue réformée, la Sainte Vierge, affligée de son endurcissement, descendit du Ciel pour le presser de se convertir.

« En mars 1657, alors qu'il laboure avec ses bœufs, il voit une jeune dame d'une grande beauté venir vers lui ; elle est vêtue de blanc avec un manteau bleu et une coiffe noire ; elle lui adresse la parole en ces termes : *“À Dieu sois-tu, mon ami ! Que dit-on de cette dévotion ? Y vient-il beaucoup de monde ?”* »

« S'imaginant avoir affaire à quelque femme dévote venue voir l'osier, il répond : *“Bonjour Mademoiselle ; il y vient assez de monde, par-delà.”* Elle le questionne : *“S'y fait-il beaucoup de miracles ?”* Il devient méfiant et tout en affichant son scepticisme : *“Oh, des miracles !”* il pique ses bœufs pour reprendre son travail.

« La belle dame ne le lâche pas : *“Arrête, arrête tes bœufs ! Et cet huguenot qui a coupé l'osier, où demeure-t-il ? Ne veut-il pas se convertir ?”* Il esquivait encore cette question qui précisément le taraude depuis l'affaire de l'osier sanglant : *“Je ne sais pas, il demeure bien par-delà.”* Mais le voilà poussé dans ses derniers retranchements par la Dame qui le tutoie maintenant : *“Ah ! Misérable, tu t'imagines que je ne sache pas que ce huguenot, c'est toi ?”* »

« Tandis qu'il s'entête à ne pas vouloir l'écouter, elle continue à délivrer son message : *“Sache que le temps de ta fin est proche. Si tu ne reviens pas à la véritable religion, tu seras un tison de l'enfer. Mais si tu changes, je te protégerai devant Dieu. Dis aux gens qu'ils prient davantage, qu'ils ne négligent pas la source de grâces que Dieu leur a ouverte dans sa miséricorde.”* »

Craignant des représailles de calvinistes, ils étaient nombreux dans la région, le paysan différa encore sa conversion. Toutefois, lorsqu'il se sentit très malade, cinq mois plus tard, il abjura, avec une grande sincérité, et reçut les sacrements en la fête de l'Assomption. Il mourut une semaine plus tard, le 22 août 1657, après avoir demandé à être enterré au pied de son osier.

Le Père Hiérosme de Sainte-Paule, prédicateur de la Province du Dauphiné, constatait que les pèlerins obtenaient au pied de l'osier des grâces, et parfois même des grâces extraordinaires, par exemple des résurrections d'enfants. Et d'en tirer la leçon suivante : le prodige de 1649 et ces miracles étaient destinés à « confondre les hérétiques.

« Les lois de l'Église interdisant le travail dimanches et jours de fêtes d'obligation, sont ratifiées par le Seigneur lui-même ; et, que le prodige ait eu lieu un 25 mars, fête de l'Annonciation de la très Sainte Vierge est le rappel évident des honneurs que Dieu exige pour sa Mère. »

« Par ce moyen, la Divine Toute-Puissance mit les ministres (protestants) sans défense. Car tout le calvinisme n'ayant plus de raison parut plus muet qu'un poisson. » (Cité par le Père Delarue, *Notre-Dame de l'osier*, Lyon, 1966, p. 17 et 45)

En conséquence, toute la région revint à la religion catholique : les temples fermèrent et les pasteurs, faute de fidèles, émigrèrent.

NOTRE-DAME DU LAUS :

BEAUCOUP DE PÉCHEURS S'Y CONVERTISSENT.

Il y eut dans ces mêmes années de nouvelles apparitions révélant toujours le même souci de notre Très Sainte Mère, à savoir convertir ses enfants, particulièrement les protestants et les jansénistes.

En 1652, à Querrien, centre géographique de la Bretagne, la Vierge Marie apparut à une petite bergère sourde et muette. Non seulement Elle la guérit, mais Elle lui fit retrouver une très ancienne statue enfouie depuis des siècles dans la vase (*Il est ressuscité*, n° 242, avril 2023, p. 29). Ce qui est remarquable dans ces apparitions, c'est le zèle et la rapidité avec lesquels Mgr de la Barde, évêque de Saint-Brieuc, diligenta une enquête et les reconnut. La première manifestation de la très Sainte Vierge eut lieu le 15 août et, le 8 septembre, l'évêque autorisait la construction d'une chapelle.

Les apparitions les plus importantes du siècle furent celles de Notre-Dame du Laus, dans un vallon reculé des Alpes. Saint-Étienne-le-Laus est en effet un petit village de la vallée d'Avance, au diocèse de Gap et d'Embrun. Le curé du lieu y enseignait que la Mère de Jésus est « toute miséricordieuse » pour pardonner aux pécheurs et les convertir. Il l'avait tant répété qu'une jeune bergère de sa paroisse, Benoîte Rencurel, souhaitait ardemment la voir, et elle la vit !

La Sainte Vierge lui apparut pour la première fois en mai 1664. Puis, le 29 septembre 1664, la belle Dame, toute de lumière, lui indiqua un lieu de rendez-vous : la chapelle de Bon-Rencontre, au Laus, où Elle allait répandre ses grâces, accomplir des miracles et, de surcroît, manifester sa présence par de bonnes odeurs. L'Apparition lui dit : *« J'ai demandé le Laus à mon Fils pour la conversion des pécheurs et il me l'a octroyé... Je veux faire construire en ce lieu une grande église (qui) sera bâtie en l'honneur de mon très cher Fils et au mien. Beaucoup de pécheurs et de pécheresses s'y convertiront. »*

De fait, commença au Laus une suite prodigieuse de conversions et de guérisons miraculeuses, sur laquelle de minutieuses enquêtes furent faites, et cela jusqu'à la mort de Benoîte, cinquante-quatre ans plus tard, en 1718. La messagère de la Vierge fut favorisée de grâces extraordinaires, comme de visiter le Ciel. Mais elle fut aussi conduite jusqu'aux portes de l'enfer : les démons et les réprouvés lui apparurent en nombre incalculable, le signe de la malédiction au front et voués aux plus affreuses tortures. Ils étaient plongés jusqu'à la ceinture dans des étangs de soufre et de feu ; elle entendit leurs grincements de dents, leurs cris de rage et de désespoir. Ce spectacle lui arracha des larmes de douleur et d'effroi ; elle en serait morte si deux anges n'étaient venus la tirer de là et la ramener dans sa chambre. Dès lors, elle redoubla de zèle pour la conversion des pécheurs, afin de les empêcher de tomber dans ces flammes dévorantes.

Un jour, la Vierge lui reprocha sa réponse à des huguenots qui lui demandaient si elle croyait qu'ils puissent se sauver dans leur religion. Elle leur avait dit qu'elle ne savait pas ! Assurément, elle avait manqué à la vérité. Comme punition, elle ne vit plus la Sainte Vierge pendant un mois !

Benoîte subissait de terribles assauts du démon et épuiserait ses faibles forces pour répondre à sa vocation : appeler les pécheurs à la pénitence et à la conversion pour leur salut éternel.

Comme les pèlerins avaient pris l'habitude de la consulter, elle passait ses journées à consoler les affligés, encourager les faibles, fortifier les éprouvés, remettre les égarés dans le droit chemin. *« Combien de personnes ont dit que le Laus est le Refuge des pécheurs, là où Dieu leur inspire de faire de bonnes confessions. La tendresse qu'a la Mère de Dieu pour les pécheurs lui fait employer tous les moyens pour leur faire quitter le péché : quand ils sont sourds aux secrètes semonces de la grâce, elle les fait avertir de vive voix par sa Benoîte. »* (Témoignages de messieurs Gaillard et Peythieu)

Les grâces, les lumières divines, les révélations dont jouissait Benoîte allaient directement à l'encontre de la doctrine des jansénistes et des quiétistes. Le pèlerinage du Laus prouvait les salutaires effets de la dévotion mariale : le salut est offert à tous, même aux plus grands pécheurs, par la douce Médiation de Marie, mais à condition qu'ils se convertissent vraiment et qu'ils s'efforcent de réparer.

LOUIS DIEUDONNÉ ET LA GRÂCE DE COTIGNAC.

Louis XIV savait que des événements surnaturels avaient annoncé et entouré sa naissance, comme il n'y en avait encore jamais eu pour un autre roi. C'est la raison pour laquelle il se rendit en pèlerinage d'action de grâces à Cotignac, en compagnie

de sa mère Anne d'Autriche, avant son mariage à Saint-Jean-de-Luz, à la frontière espagnole.

Le 21 février 1660, le Roi et la cour y furent accueillis par le clergé et les notables du lieu. Une délibération du conseil de Cotignac rapporte qu'après *« avoir été introduites dans l'église avec toute la solennité que comportait la circonstance, Leurs Majestés allèrent immédiatement se prosterner devant le Saint-Sacrement et restèrent longtemps en prières. Ce ne fut pas sans émotion que la Reine mère contempla l'image de la Sainte Vierge, Notre-Dame-de-Grâces, représentée sur le fameux tableau de la révélation, que l'on avait replacé derrière le maître-autel. Ce tableau lui rappelait la suprême consolation et la joie ineffable que lui avait apportées le récit de l'humble frère Fiacre qui avait été favorisé d'une vision de ce tableau. Louis XIV se dépouillant du cordon-bleu dont il était revêtu, le déposa aux pieds de la Sainte Vierge. Anne d'Autriche voulant, de son côté, laisser aux Pères de l'Oratoire, qui desservaient la sainte chapelle, un souvenir de sa visite, fonda sur sa cassette particulière six messes pour être célébrées à perpétuité. »*

De surcroît, de nouveaux événements surnaturels eurent lieu pour la naissance du Dauphin.

En effet, au bout de six mois de mariage, la reine Marie-Thérèse s'inquiéta de ne pas attendre d'enfant. Elle se confia à la visitandine Louise-Angélique en novembre 1660 et, le 20 du même mois, la pieuse religieuse en parla au frère Fiacre qui commença à prier à cette intention. Le 13 décembre, celui-ci fut favorisé d'une vision de la Sainte Vierge qui, accompagnée de sainte Thérèse, tenait dans ses bras le Dauphin (*Il est ressuscité* n° 202, oct. 2019, p. 26).

En février 1661, Louis XIV envoya le frère Fiacre en pèlerinage d'action de grâces à Cotignac pour la paix recouvrée avec l'Espagne. Fin février ou début mars, la Reine comprit qu'elle était enceinte et, le 1^{er} novembre, elle mit au monde son fils.

Cette vision du 13 décembre, suivie de la naissance du Dauphin, n'a pu que saisir Louis XIV qui avait été l'objet de la même grâce, par l'intermédiaire des mêmes saints religieux, vingt-trois ans plus tôt.

Le frère Fiacre mourut le 10 février 1684, à l'âge de soixante-quinze ans. Répondant au vœu du frère exprimé dans son testament, le Roi écrivit à son supérieur : *« Vous avez perdu un grand serviteur de Dieu ; je donnerai mes ordres pour qu'on porte son cœur à Notre-Dame-de-Grâces. »*

L'ensemble des événements surnaturels liés à la naissance miraculeuse de Louis XIV, puis à celle de son fils, le Dauphin, annonçait que son règne ne serait pas ordinaire. Il était élu pour accomplir un grand dessein divin, et la prédication et les œuvres de saint Jean Eudes devaient providentiellement l'y préparer.

LOUIS XIV SOLLICITE D'ENTRER EN DÉVOTION

SAINT JEAN EUDES, APÔTRE

DU CULTE LITURGIQUE DU CŒUR DE MARIE.

Saint Jean Eudes fut en effet, dans la suite et l'esprit de saint François de Sales, « le Père, le docteur et l'apôtre du culte liturgique des Sacrés Cœurs de Jésus et de Marie » (saint Pie X).

Pendant sa vie, il fut privilégié et éclairé par des apparitions de la très Sainte Vierge : « Elle me marque beaucoup de tendresse par les différents noms qu'elle veut bien me donner, de fils, de serviteur, et quelquefois de père et d'époux. Elle a pour moi des bontés inexplicables. »

Cinq ans après la consécration du Royaume, en 1643, il quitta l'Oratoire pour créer une nouvelle société religieuse, la *Congrégation de Jésus et Marie*, afin de prêcher le culte du *Cœur admirable de la Mère de Dieu* pour le salut des âmes. Dans le même temps, il fondait les *Sœurs de Notre-Dame de Charité et du Refuge* pour la conversion des filles repenties ; ces religieuses répandront elles aussi la dévotion au Saint Cœur de Marie.

L'objet de sa dévotion est tout à la fois le *cœur corporel* de Marie, son *cœur spirituel*, source et fontaine d'amour, enfin son *cœur divin* parce que Jésus y habite. Avec quel zèle, quelle allégresse aussi, le Père Eudes exhortait les fidèles à se jeter, à se réfugier, pour tout dire à se « *perdre saintement* » dans ce Divin Cœur : « *Sortez, sortez de ce sale et horrible torrent du monde, de ce torrent des épines qui vous entraîne dans le gouffre de la perdition ; et venez vous perdre saintement dans les douces eaux de ce fleuve de paix et ce torrent de délices.* »

« *Properate, hâtez-vous ! Qu'est-ce que vous attendez ? Ne savez-vous pas que c'est Jésus qui a fait le Cœur de Marie tel*

qu'il est, et qui a voulu en faire une fontaine de lumière, de consolation et de toutes sortes de grâces pour tous ceux qui y auront eu recours dans leurs nécessités ?

« *Ne savez-vous pas que non seulement Jésus est résidant et demeurant continuellement dans le Cœur de Marie, mais qu'il est lui-même le Cœur de Marie, le Cœur de son Cœur et l'âme de son âme, et qu'ainsi venir au Cœur de Marie, c'est venir à Jésus ; honorer le Cœur de Marie, c'est honorer Jésus ; invoquer le Cœur de Marie, c'est invoquer Jésus ?* »

Jusqu'à lui, la dévotion au Cœur de Marie avait conservé un caractère de dévotion privée. Le Père Eudes en fit résolument l'objet d'un culte liturgique, public et social. Il y a un avant et un après saint Jean Eudes dans cette dévotion. Parmi les nombreux offices et messes propres, d'un merveilleux lyrisme, qu'il composa en l'honneur des mystères de la très Sainte Vierge, il s'employa de toutes les manières à faire approuver et à propager celui de son Cœur.

Ce fut au cours de sa mission prêchée à Autun, en 1648, qu'il obtint de l'évêque du lieu l'approbation de la fête du Saint Cœur de Marie, qui fut célébrée publiquement pour la première fois le 8 février de cette année-là.

Le saint reçut l'assurance que la Vierge Marie avait pour agréable la fête instituée en son honneur et qu'elle comblerait de grâces ceux qui la célébreraient pieusement. C'est par l'intermédiaire de Marie des Vallées que lui vint cette communication :

« *La sœur Marie, a-t-il lui-même raconté, ayant su que quelques personnes murmuraient contre la fête du très Saint Cœur de la bienheureuse Vierge qui se fait le 8 de février, en parla à Notre-Seigneur qui lui dit que c'était lui qui l'avait inspirée, et qu'il*



Saint Jean Eudes au pied des Saints Cœurs de Jésus et de Marie.

Groupe sculpté, érigé sur le tombeau du saint en la chapelle de l'Annonciation, de l'église Notre-Dame de Caen ou Notre-Dame de la Gloriette, après la deuxième reconnaissance de ses restes, le 6 mars 1884.

« *Je donne le Saint Cœur de Jésus et Marie, comme une chose qui est à moi et dont je puis disposer pour la gloire de mon Dieu ; je le donne, dis-je, à la petite Congrégation de Jésus et Marie... et à tous mes autres enfants spirituels.* »

(Testament de saint Jean Eudes)

châtierait ceux qui s'y opposeraient. Et la Sainte Vierge ajouta que cette fête lui était fort agréable, et qu'elle enverrait des étincelles du feu sacré dont son Cœur est embrasé dans le cœur de ceux qui la célébreront, afin de les échauffer en l'amour divin s'ils sont tièdes, de les enflammer s'ils sont échauffés, et de les embraser s'ils sont enflammés. Elle dit aussi que le Cœur de son Fils, c'est son Cœur, et qu'ainsi, en célébrant la fête de son Cœur, on célèbre la fête du très adorable Cœur de son Fils.» (Cité par Charles Lebrun, *La dévotion au Cœur de Marie, étude historique et doctrinale*, Lethielleux, 1917, p. 66)

LE REMÈDE AU JANSÉNISME.

La dévotion liturgique au “*Cœur admirable de la Mère de Dieu*” était le remède providentiel au jansénisme. Avec saint Jean Eudes, nous sommes très, très loin de la « grandeur terrible et inaccessible » que Saint-Cyran voulait voir en Marie !

Tandis que beaucoup perdaient leur temps, et parfois leur âme, en controversant sur les sujets les plus difficiles de la théologie catholique, en particulier le mystère de la prédestination, sur lequel se greffe celui de la liberté humaine et de la grâce, saint Jean Eudes, lui, voulait sauver les âmes de l'enfer en prêchant et en établissant cette dévotion. Un jour, il laissa échapper ce cri du cœur : « *Que font à Paris tant de docteurs et tant de bacheliers, pendant que les âmes périssent à milliers, faute de personnes qui leur tendent la main pour les retirer de la perdition et les préserver du feu éternel ? Certainement, si je me croyais, je m'en irais à Paris crier dans la Sorbonne et dans les autres collèges : “Au feu, au feu, au feu de l'enfer qui embrase tout l'univers ! Venez, Messieurs les docteurs, venez, Messieurs les bacheliers, venez, Messieurs les abbés, venez tous, Messieurs les ecclésiastiques, pour aider à l'éteindre”.* »

Évoquant les critiques et les attaques des jansénistes et de certains oratoriens contre la dévotion qu'il prêchait, le Père Eudes écrivait : « *Plût à Dieu que ces pauvres égarés voulussent faire attention sur votre dignité infinie de Mère de Dieu, et conséquemment de Mère de tous les enfants de Dieu, et sur les apanages d'une si haute qualité qui vous rend si proche de la Divinité, proximam Deo, dit l'angélique Docteur, et qui vous met dans une alliance si étroite et si merveilleuse avec la très Sainte Trinité ! Certainement ils ne s'étonneraient pas de tous les éloges qui vous sont donnés par la bouche de la sainte Église et par les oracles du Saint-Esprit qui sont les saints Pères.* »

PREMIÈRES MISSIONS À LA COUR : « VIVE JÉSUS ! »

La mission du 4 juillet au 2 septembre 1660, dans l'église monastique de Saint-Germain-des-Prés, fut « prodigieuse et en monde et en approbation ; car

tout le monde y accourt avec un applaudissement général, rapportait le Père Thomas Manchon à un confrère eudiste. Il y avait à son ouverture, dimanche dernier, tant de peuple au sermon, et l'abbaye de Saint-Germain en était si pleine, quoique très vaste, qu'il s'en retourna plus de trois mille personnes sans y pouvoir entrer. Et hier après-midi, il y avait plus de cinquante ou soixante carrosses devant l'église pendant le sermon. » Un moine de l'abbaye, sacristain, déplorait les bagarres des serviteurs qui venaient retenir des places pour leurs maîtres : « Notre église était une Babylone de confusion avant que le prédicateur montât en chaire. »

Lors de cette mission, « il y avait régulièrement deux prédications par jour, une à huit heures le matin et l'autre à cinq heures du soir ; de plus, le catéchisme se faisait à une heure de l'après-midi. Dix ou douze prêtres commençaient à confesser à six heures du matin, et continuaient jusqu'à sept ou huit heures du soir, hormis le temps qu'ils passaient pour dire la messe et prendre leur réfection. » (Paul Milcent, *Saint Jean Eudes*, éd. du Cerf, 1985, p. 340)

La Reine mère, entourée de princesses, écouta le Père Eudes « favorablement, quoiqu'il lui eût dit ses pensées sur les affaires de l'Église et de l'État avec assez de liberté ». Lors de sa dernière prédication, le missionnaire lui déclara sans ambages que son salut éternel « *dépendait de cinq points : le premier était l'extirpation des hérésies, tant l'ancienne (le calvinisme) que la nouvelle (le jansénisme), le deuxième était l'athéisme, auquel il fallait nécessairement donner ordre, sans épargner ni le fer ni le feu* ». Il lui recommanda, de surcroît, de réprimer le luxe, de soulager les pauvres, il s'en prit aux « *mangeards du peuple, avec leurs superbes maisons, leurs dorures, etc.* » Le mot *mangeard* était un mot vieilli, conservé dans le patois normand, qui signifiait « grand mangeur, glouton, dépensier ». Le paysan Eudes avait appris à Paris, dans sa jeunesse, le beau langage, mais il lui échappait de temps en temps un mot de son pays, à moins qu'il ne l'employât à dessein, pour sa force expressive !

Il insista ensuite sur la question de l'attribution des bénéfices ecclésiastiques, pour « *conjurer la Reine de sauver l'âme du Roi* », écrit le Père Costil, annaliste des Eudistes.

Les jansénistes enrageaient en voyant les succès du prédicateur. Hermant écrivait : « Le Père Eudes a exhorté la Reine à extirper l'hérésie avec toute la fureur d'un homme qui ne respire que la mort et le sang de ses propres frères. »

Puis on conduisit Anne d'Autriche à Saint-Sulpice, dans la cour du séminaire, où le Saint-Sacrement fut transporté en procession. Là, le Père Eudes, entouré de cinq cents ecclésiastiques, prenant en mains l'ostensoir, fit une exhortation vibrante. Il rappela l'entrée

solennelle du jeune roi Louis XIV dans Paris quelques jours auparavant, accompagné de la nouvelle Reine de France, Marie-Thérèse. Proposant pour modèle à ses nombreux auditeurs ce qu'ils venaient de faire dans la pompe magnifique de l'entrée du Roi dans Paris, où l'on avait crié tant de fois *Vive le Roi !* il leur fit crier *Vive Jésus !*

Et Monsieur de Rennes, grand aumônier de la Reine mère, joignit sa voix avec celle du peuple pour crier comme les autres : *Vive Jésus !* et la plupart des assistants reçurent le cri de cet évêque comme la marque d'une rare piété. Anne d'Autriche acclama elle aussi Jésus et pleura beaucoup.

Cependant, pour ruiner la réputation du missionnaire, les jansénistes répandirent le bruit qu'elle l'avait fait arrêter pour le mettre à la Bastille. Lorsque le marquis d'Urfé lui rapporta la rumeur, elle se fâcha et lui répondit : « Marquis, je vous prie d'aller présentement le trouver de ma part et de lui dire que je n'en ai jamais eu la moindre pensée et que je conserve au contraire beaucoup d'estime pour sa vertu. »

LE PÈRE EUDES ET LOUIS XIV.

En mars 1671, quand François de Harlay de Champvallon, archevêque de Rouen, fut promu à l'archevêché de Paris, l'un de ses tout premiers actes fut de proposer au Roi le Père Eudes pour prêcher à Versailles le jubilé de la Cour, pendant la quinzaine de Pâques.

Au château de Versailles, c'était encore le modeste château construit par Jacques Lemercier, le vieux missionnaire salua son souverain de trente-deux ans qui lui répondit : « Je suis bien aise que Monseigneur vous ait choisi pour cette mission ; vous y ferez

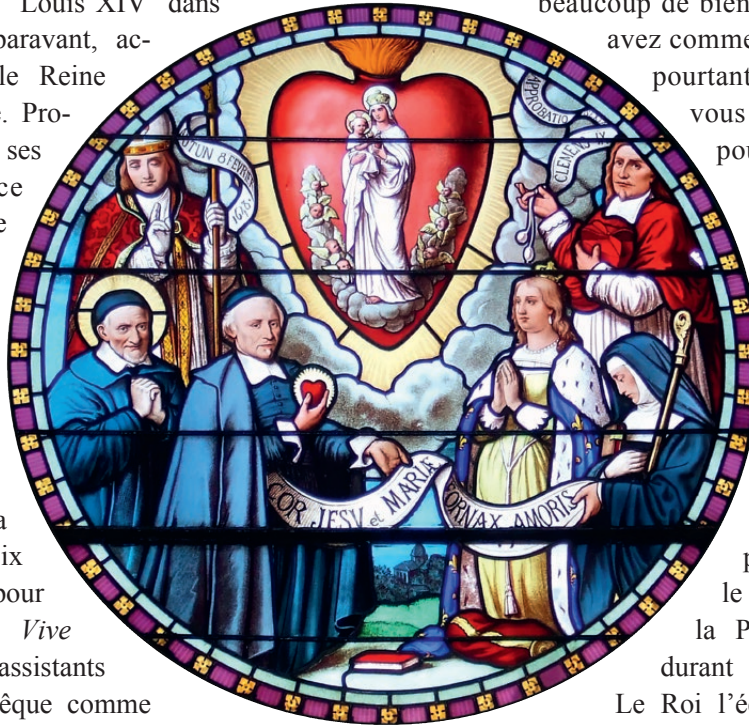
beaucoup de bien ; continuez comme vous avez commencé ; vous ne convertirez pourtant pas tout le monde, mais vous ferez tout ce que vous pourrez. »

Louis XIV et Marie-Thérèse assistèrent à une partie des prédications pendant trois jours. Le Père Eudes fit devant la Reine « deux puissantes exhortations, ayant le soleil [l'ostensoir] en la main ; et une troisième, encore plus puissante, devant le Roi » ; il lui parla « de la Passion du Fils de Dieu durant un gros quart d'heure ».

Le Roi l'écouta à genoux, et parut impressionné ; il demeura même à genoux « quelque temps après l'exhortation, ce qui donna une merveilleuse édification à toute la Cour, et une nouvelle autorité au Père Eudes ».

Lorsque le Roi assista à la messe du missionnaire, il « l'entendait à genoux avec une piété édifiante, pendant que tout le monde était debout ». À l'offertoire, le Père Eudes complimenta le Roi « *sur le bel exemple qu'il donnait à ses peuples du respect et du culte qui est dû au Roi des rois, en la présence duquel les souverains de ce monde ne sont qu'un peu de poussière* ». Et il ajouta : « *Mais ce qui m'étonne, Sire, c'est que, pendant que Votre Majesté s'acquitte si parfaitement des devoirs de sa religion et qu'elle rend à Dieu avec humilité ses plus profonds hommages, je vois une multitude de vos officiers et de vos autres sujets qui font tout le contraire !* » Le souverain commença à tourner la tête vers ses courtisans, et « ce fut pour eux un coup de tonnerre » qui les précipita à genoux.

Par ailleurs, le Roi remarqua le soin inhabituel avec lequel était parée la chapelle ; c'était l'œuvre d'un compagnon du Père Eudes, Thomas Hubert.



Vitrail de la chapelle du collège Saint-Jean de Béthune, à Versailles, fondé par les Eudistes en 1878.

RECONNAISSANCE DU CULTE LITURGIQUE ET PUBLIC DE L'UNIQUE CŒUR DE JÉSUS ET MARIE
dont saint Jean Eudes fut l'infatigable apôtre sa vie durant.

Au centre : les Saints Cœurs de Jésus et de Marie.

En haut à gauche : Mgr de La Madeleine de Ragny, évêque d'Autun, qui, le 8 février 1648, lors d'une mission prêchée par saint Jean Eudes, présida dans sa cathédrale la première célébration publique et solennelle de la fête du Saint Cœur de Marie. Son office avait été composé par notre saint vers 1641-1642.

En haut, à droite : le pape Clément IX qui en confirma en 1668 la célébration pour la congrégation des Eudistes.

En bas, de gauche à droite : saint Vincent de Paul, saint Jean Eudes, Anne d'Autriche et la mère Mechtilde du Saint-Sacrement, fondatrice des Bénédictines du Saint-Sacrement, tous liés entre eux par une sainte amitié spirituelle. Le 8 février 1661, deux jours après l'incendie du Louvre, saint Jean Eudes se rendit dans la chapelle provisoire de ces Bénédictines, à la demande de sa fille spirituelle, pour relever par sa présence la solennité de la fête du Saint Cœur de Marie. Nous avons mis en encart ce que ce jour-là le Père Eudes déclara sans ambages à la reine Anne d'Autriche, au cours de sa prédication. Comme des courtisans mal intentionnés se scandalisaient de ses graves avertissements, elle leur répondit : « Le Père Eudes a raison, il a dit de grandes vérités, c'est à nous d'en profiter. »

Celui-ci avait été choqué et peiné de l'état dans lequel se trouvaient les objets du culte et il y avait remédié de son mieux. Il fut présenté à Louis XIV qui demanda à le garder comme chapelain, le Père Eudes y consentit. Un jour, il obtint du Roi la permission de chasser les chiens de la chapelle, et « poursuivit, le fouet à la main, le premier qui y entra ». Murmure des assistants, mais le Roi « prit le parti de son sacristain ».

Monsieur Hubert confessait volontiers et « plusieurs dames de la cour goûtaient fort sa conduite ». Il aida la duchesse de La Vallière, l'ancienne favorite du Roi, à entrer au carmel. Malheureusement, une maladie l'emporta trois ans après son arrivée à Versailles, en mars 1674.

« DU CHANGEMENT DANS LA CONDUITE DU ROI. »

Par ailleurs, Louis XIV avait appris que le Père Eudes bâtissait à Caen une église au Sacré-Cœur de Jésus et de Marie, la première élevée sous ce vocable. Désireux d'y contribuer, il lui fit délivrer deux mille livres ; et si le don ne fut pas plus considérable, c'est que le Père Eudes avait évité de ne rien solliciter (Père Boulay, *Vie du vénérable Jean Eudes*, t. 4, Paris, 1908, p. 204).

Après la mission de Saint-Germain-en-Laye, en 1673, la reine Marie-Thérèse disait que « les autres prédications n'étaient que des paroles, mais que celles-là [celles du Père Eudes] pénétraient jusqu'au fond du cœur, que tout le monde en était touché, et qu'elle voyait du changement dans la conduite du Roi » (Milcent, p. 473).

La Reine devint elle-même membre de la Confrérie du Sacré-Cœur que saint Jean Eudes avait fondé à la Visitation Saint-Pierre de Chaillot.

FÊTE LITURGIQUE DU DIVIN CŒUR DE JÉSUS.

Le 29 juillet 1672, l'année précédant la première

apparition du Sacré-Cœur à sainte Marguerite-Marie, il institua la fête liturgique du *Divin Cœur de Jésus*. Ce jour-là, il adressa une circulaire à toutes les maisons de son institut, leur enjoignant de la célébrer le 20 octobre avec la plus grande solennité possible, et il y dévoilait par quelles étapes devait advenir, dans l'Église, le triomphe des Sacrés Cœurs de Jésus et de Marie :

« La divine Providence, qui conduit toutes choses avec une merveilleuse sagesse, a voulu faire marcher la fête du Cœur de la Mère avant la fête du Cœur du Fils, pour préparer les voies dans les cœurs des fidèles à la vénération de ce Cœur adorable, et pour les disposer à obtenir du Ciel la grâce de cette seconde fête, par la grande dévotion avec laquelle ils ont célébré la première. Car, encore que celle-ci ait été combattue d'abord par l'esprit du monde, qui ne manque jamais de s'opposer à ce qui procède de l'esprit de Dieu (...) il y a lieu d'espérer qu'elle se célébrera un jour très solennellement par tout l'univers. »

Et saint Jean Eudes de répliquer aux opposants :

« Si l'on objecte la nouveauté de cette dévotion, je répondrai que la nouveauté dans les choses de la foi est très pernicieuse, mais qu'elle est très bonne dans les choses de la piété. »

DÉCHAÎNEMENT DIABOLIQUE.

BANNI DE LA CAPITALE.

Toutefois, à peine le Père Eudes l'avait-il instituée que le parti janséniste redoubla d'attaques contre lui. Trois oratoriens qui, à Caen, à Paris et à Rome, épiaient toutes ses démarches et celles de ses représentants s'écrivaient de semaine en semaine, parfois de jour en jour, pour le « couler à fond », selon l'expression même de Batterel, oratorien janséniste. Et pour le couler à fond dans l'esprit et le cœur de Louis XIV, ils utilisèrent une supplique contraire aux intérêts et aux droits du Roi, qu'on avait présentée à

PUISSANTE EXHORTATION

EN la fête du Saint Cœur de Marie, le 8 février 1661, deux jours après l'incendie qui avait ravagé une galerie du Louvre, Anne d'Autriche arriva à l'improviste chez les bénédictines du Saint-Sacrement. Le Père Eudes s'arrêta dans son sermon et, s'adressant à elle, lui parla comme un prophète :

« Madame, je n'ai rien à dire à Votre Majesté sinon de la supplier très humblement de n'oublier jamais la puissante prédication que Dieu lui a faite, et au Roi, par le feu qui a brûlé une partie du Louvre. Vous êtes persuadée que tout se fait par la Providence et l'ordre de Dieu. Ce feu est donc un effet de son ordre, et il veut dire plusieurs choses.

« 1. Qu'il ne fallait point travailler aux dimanches et fêtes ;

2. qu'il était permis aux rois de bâtir des Louvres, mais que Dieu leur commandait de soulager leurs sujets, d'avoir compassion de tant de veuves, de tant d'orphelins et de tant de peuples accablés de misères ;

3. qu'il était permis aux princes et aux rois de prendre quelques honnêtes divertissements, mais que d'y employer tous les jours, toutes les semaines, tous les mois, toutes les années et toute la vie, n'était point le chemin du Paradis ;

4. que Paris était plein d'athées qui mettent Dieu sous leurs pieds, et qui font des actions dont les diables ont horreur, et que si Leurs Majestés n'employaient pas leur puissance royale pour châtier des crimes si horribles,

elles s'en rendraient responsables devant Dieu et attireraient ses vengeances et ses malédictions sur leurs têtes ;

5. que si le feu temporel n'avait pas pardonné à la maison royale, le feu éternel ne pardonnerait ni à princes, ni à princesses, ni à rois, ni à reines, s'ils ne vivaient en chrétiens et s'ils n'avaient pitié de leurs sujets ; et que, si ce feu matériel n'avait pas eu de respect pour les portraits et les figures des rois, qui étaient dans le lieu qu'il avait brûlé, le feu de l'ire de Dieu n'épargnerait pas les originaux s'ils n'employaient leur autorité pour détruire la tyrannie du diable et du péché et pour établir le règne de Dieu dans les âmes de leurs sujets. »

(Père Émile Georges, Saint Jean Eudes, Lethielleux, 1936, p. 169)

Rome en son nom.

Hélas ! toutes les tentatives, même celles d'éminents personnages, pour faire connaître aux cardinaux et au Roi la vérité sur l'indigne complot, furent vaines. Le 14 avril 1674, l'apôtre du Saint Cœur de Marie reçut à Paris une lettre de cachet, signée de Colbert, qui le bannissait de la capitale. Mais il n'était pas encore au bout de ses peines !

À la fin de cette même année 1674, une nouvelle campagne fut déclenchée contre lui par Charles Dufour, abbé commendataire d'Aulnay, qui répandit par toute la France et dans toutes les communautés religieuses de Paris un infâme libelle. Dufour attaquait le culte du Cœur de Marie qu'il disait extravagant, superstitieux, fondé sur les visions creuses et les révélations mensongères de Marie des Vallées, *la béate du Père Eudes*, sa *messie-femelle*, ce sont ses expressions. L'abbé chargeait le saint de treize hérésies : arianisme, nestorianisme, monothélisme, et même... jansénisme ! C'était un comble.

La vie de saint Jean Eudes illustre le combat entre la très Sainte Vierge et le Dragon, entre les enfants de Marie et les suppôts de Satan, qui se déroulait dans son Royaume.

Cependant, quelques mois avant sa mort, la sanction qui pesait contre lui fut levée par le Roi. Le saint l'a noté le 17 juin 1679 dans son *Mémorial des bienfaits divins*. Dix ans plus tard, jour pour jour, le Sacré-Cœur confiera à sainte Marguerite-Marie, de la Visitation de Paray-le-Monial, ses demandes destinées au Roi de France.

LES LARMES DE LA VIERGE.

Il faut mentionner un signe prophétique qui eut lieu à Notre-Dame de Cléry, le lundi de Pentecôte 1670.

Pendant plus de deux heures, les chanoines qui récitaient leur office virent le visage de la statue de la Sainte Vierge et de celui de l'Enfant-Jésus s'animer, passer à différentes reprises d'une pâleur d'agonisant à une rougeur très vive, se couvrir de sueur et verser d'abondantes larmes. Au bruit du prodige, la foule accourut : tous purent monter au jubé et considérer de près le miracle.

Une enquête fut ouverte et un procès-verbal dressé en bonne et due forme. Quarante et un témoins vinrent prêter serment et faire leur déposition. Tous s'accordaient sur la réalité du miracle.

Le Roi, qui passa plusieurs fois à Cléry, en eut connaissance.

Comme l'église de Cléry était chapelle royale et le Roi de France "premier chanoine" de Cléry, on peut penser que les pleurs de la Sainte Vierge étaient particulièrement destinés à l'avertir que Notre-Seigneur était trop offensé dans le Royaume. Car le jansénisme, « la pire des hérésies », disait notre Père, pénétrait de

plus en plus dans toutes les classes de la société.

Et le Roi ne mettait-il pas trop de confiance en lui-même, alors que de terribles ennemis, non seulement extérieurs, mais aussi à l'intérieur, commençaient à saper son trône ?

L'OFFENSIVE DES "FAUX DÉVOTS".

L'heure était grave. Certes, en 1679, le Père Crasset, jésuite, pouvait affirmer que la France était « *le domaine de la Vierge et l'empire du monde où elle est le plus honorée* ».

Cependant, menant ses offensives d'une manière insidieuse, le parti janséniste, dans son rigorisme, dépréciait les formes de dévotion populaire et traditionnelle qualifiées de superstitieuses. Pascal dans sa IX^e Provinciale, en 1656, s'en prit au livre d'un Père jésuite qui assurait que ceux qui étaient dévots à la Vierge Marie seraient sauvés, encore qu'ils soient bien misérables. À chaque ligne, sous la plume de Pascal, on sent le sarcasme contre les humbles pratiques recommandées par le jésuite. Quand il fallut reconstruire et faire œuvre apologétique, on note que pas une seule de ses "*Pensées*" n'est consacrée à la Vierge Marie !

En 1673, parut à Gand, puis à Lille, un pamphlet intitulé "*Avis salutaires de la Sainte Vierge Marie à ses dévots indiscrets*", où la Vierge était sensée désavouer et réprimander le zèle intempestif de ses "dévots", leur disant : « *Je déteste l'amour qu'on me porte quand on n'aime pas Dieu par-dessus toute chose.* » Certes, le livre fut mis à l'Index et le Père Crasset y répondit par "*La véritable dévotion envers la Sainte Vierge établie et défendue*". Il n'empêche que le mal était fait : les "*Avis salutaires*" firent école et contribuèrent à refroidir le culte marial.

De surcroît, l'hérésie contraire, le quiétisme, commençait elle aussi à opérer des ravages : à Rome, Molinos avec sa *Guide spirituelle*, et, en France, madame Guyon et son *Évangile du pur Amour*, prônaient une religion facile, libérant de toute contrainte l'âme « établie au niveau ultra confortable de la [prétendue] contemplation parfaite », sans plus besoin d'effort moral, de confession, de pratiques de piété et de mortification, de prières de demande, de chapelet, qui sont pourtant concrets à la vraie dévotion mariale.

Comme le dira saint Louis-Marie : « *Si les faux illuminés de nos jours ou les quiétistes avaient suivi ce conseil [la récitation du chapelet et la méditation des mystères], ils n'auraient pas fait de si terribles chutes ni causé tant de scandale dans la dévotion... Il est très dangereux, pour ne pas dire pernicieux, de quitter de son propre mouvement la récitation du chapelet ou du Rosaire sous prétexte d'une plus parfaite union à Dieu.* » (cf. *Secret admirable*, n°s 75 à 78)

LE DESSEIN DIVIN RÉVÉLÉ

LOUIS XIV, L'ÉLU DU SACRÉ-CŒUR.

Notre-Seigneur lui avait donné la vie, la jeunesse, la beauté, l'autorité naturelle, l'intelligence, le conseil, la force pour restaurer la France, la Fille aînée de son Église, épuisée par tant de guerres civiles et étrangères ; en canaliser les forces encore vives, tenir en bride les courants marginaux, rebelles et hérétiques, afin d'offrir à l'Europe entière une vitrine de sa munificence. Mais pour l'accomplissement de ce dessein divin, Notre-Seigneur voulait que le Roi lui rende grâce publiquement, royalement, de tant de biens reçus, en faisant donation à son Sacré-Cœur de tout son être royal, en s'effaçant derrière lui, le Christ, vrai et unique soleil.

Pour l'heure, Louis XIV régnait à Versailles, avec gloire, comme s'il était lui-même le Roi-Soleil, qui rayonne sur les autres planètes.

Certes, sa piété était indéniable. « Il avait la foi du charbonnier », dira le cardinal de Fleury. Un jour, le Père de Larue le trouva son chapelet à la main : « N'en soyez pas étonné, mon Père, lui dit le Roi, je tiens cette pratique de la Reine ma mère, j'en fais gloire, je serais fâché d'y manquer un seul jour. » De plus, on ne compte pas le nombre de pèlerinages effectués par Louis XIV dans les sanctuaires mariaux de son Royaume et les dons fastueux qu'il y laissa, par exemple il fit ajouter dans le chœur de Notre-Dame de Paris six autres lampes d'argent à celle déjà existante.

Le Roi avait réhabilité le Père Eudes quelques mois avant sa mort, nous l'avons dit. Cependant, la dévotion prêchée par le saint n'était pas entrée à la Cour, elle n'avait pas triomphé des opposants, jansénistes, libertins, mondains.

Le Père de La Chaize, confesseur du Roi, était critique à l'égard de tout ce qui pouvait paraître un excès, même et surtout dans la dévotion. À propos d'un autre jésuite, fort apprécié de Madame de Maintenon, il disait : « Il a le plus grand défaut de tous les défauts, il est très dévot. »

Très dévot, le plus grand des défauts ? Ah ! non ! C'est précisément un acte de dévotion intime et public que le Sacré-Cœur attendait du Roi : il allait le lui demander comme une suite nécessaire à la consécration de 1638, quand il serait aux prises à des difficultés sans nombre, pour lui montrer que « sans Lui il ne pouvait rien faire ».

Les difficultés survinrent à la fin des années 1680. L'Autriche ayant remporté une grande victoire contre les Turcs à Kahlenberg, en 1688, l'empereur Léopold décida de se retourner contre la France. Ainsi, se forma, avec le soutien de la Prusse, la Ligue d'Augs-

bourg. Au même moment, Guillaume d'Orange, Stathouder des Pays-Bas, ennemi mortel de la France, débarqua en Angleterre et chassa le roi légitime Jacques II. Ce protestant fanatique était alors décidé à abattre le Roi de France. En 1690, l'Espagne se joignit à la coalition.

Ce fut le moment choisi par Notre-Seigneur pour faire connaître au Roi sa vocation à être, non pas le Roi-Soleil ou l'Empereur du monde, mais son sergent à Lui, vrai Roi de France, le propagateur humble et obéissant de la dévotion et du culte de réparation à son Sacré-Cœur. Il le lui fit savoir par l'intermédiaire de sainte Marguerite-Marie, de la Visitation de Paray-le-Monial :

« Fais savoir au fils aîné de mon Sacré Cœur que, comme sa naissance temporelle a été obtenue par la dévotion aux mérites de ma sainte Enfance, de même il obtiendra sa naissance de grâce et de gloire éternelle par la consécration qu'il fera de lui-même à mon Cœur adorable qui veut triompher du sien, et par son entremise de celui des grands de la terre. Il veut régner dans son palais, être peint dans ses étendards et gravé dans ses armes, pour les rendre victorieuses de ses ennemis, en abattant à ses pieds ces têtes orgueilleuses et superbes, pour le rendre triomphant de tous les ennemis de la sainte Église. » (17 juin 1689)

En honorant ainsi le divin Cœur de Jésus, le roi Louis XIV s'humilierait et expierait les outrages que son divin Maître avait subis au cours de sa Passion de la part des prêtres et des rois.

Par cette dévotion qui, du Roi, rejaillirait sur son peuple, la foi et la loi seraient sauvées au saint royaume de France. Solution mystique, mais aussi morale et politique, à tous ses maux.

Alors que le traité de Westphalie (1648) avait détruit la Chrétienté, Louis XIV était appelé à la restaurer en se consacrant intimement au Sacré-Cœur et en lui consacrant ses armes. Cela lui aurait obtenu une victoire totale sur les puissances anglo-protestantes et anticatholiques.

LA RÉPONSE DU ROI... OUTRAGEANTE.

Louis XIV n'avait qu'une chose à faire : obéir à ce que la Vierge Marie lui faisait savoir par l'une de ses filles de prédilection. « Faites tout ce qu'il vous dira », ordonnait doucement notre Reine au Cœur Immaculé. « Consacrez-vous au Sacré-Cœur de mon Fils, et Lui-même pourvoira à tout, sans retard. » C'était une sorte de marché qui était proposé, donc imposé... par le vrai Roi de France à son fils aîné, la Sainte Vierge y participant des deux côtés, de son

royaume du Ciel et de celui de la terre. Pour l'accomplissement d'un grand dessein, qui se dévoilait enfin après des siècles d'attente.

Hélas ! Louis XIV n'en fit rien, il préféra sa gloire à la dévotion au Sacré-Cœur. « *Tu es infatué de ta splendeur* », aurait dit le prophète Ézéchiel. C'est l'orgueil du pouvoir qui l'a empêché de répondre à sa vocation divine. Et nous subissons encore aujourd'hui les effroyables conséquences de ce refus outrageant, que Jésus Lui-même a révélé à Lucie de Fatima en 1931 :

« Fais savoir à mes ministres, étant donné qu'ils suivent l'exemple du Roi de France en retardant l'exécution de ma demande, qu'ils le suivront dans le malheur. Jamais il ne sera trop tard pour recourir à Jésus et à Marie. »

C'était déjà le message des apparitions de Notre-Dame du Laus.

NOTRE-DAME DEMANDE DES PRIÈRES PUBLIQUES.

La Mère de Dieu ordonna souvent à Benoîte, sa confidente, de prier pour le Roi et la famille royale afin d'attirer sur eux la protection du Ciel.

« Le 24 décembre 1684, dit M. Peythieu, un des contemporains et premiers historiens des apparitions, Benoîte avait passé toute la nuit en prières : un peu avant l'aube, elle eut le bonheur de voir la très aimable Mère de Dieu dans sa chapelle tout embaumée de sa présence. L'entretien roula sur divers sujets, mais en particulier sur les intérêts du Roi. La très pure Vierge recommanda instamment à sa fille de prier pour la prospérité de notre bon Roi.

« Il est à remarquer, continue l'historien, que toutes les fois que la famille royale et la personne du prince surtout ont couru quelque danger, la Mère de Dieu, au temps de ses apparitions à Benoîte, lui a toujours ordonné de prier et de faire prier pour leur prospérité. »

À partir de 1689, les recommandations prennent un ton tragique. En effet, les vicissitudes de Louis XIV, vers la fin de son règne, eurent leur écho au solitaire vallon. L'Ange et parfois la Mère de Dieu elle-même entretenaient souvent Benoîte des malheurs du Roi, des ennemis qu'il s'était faits dans le royaume par la révocation de l'édit de Nantes, des entreprises que méditaient contre lui les mécontents et les huguenots, des bouleversements qui suivraient sa mort si ses ennemis venaient à triompher, etc.

« Le 29 octobre 1690, dit M. Gaillard, Benoîte pria à l'église. Un Ange lui apparut et lui dit : « Priez bien, ma sœur, afin que la paix se fasse [c'est au moment de la ligue d'Augsbourg], car la guerre doit durer longtemps encore [après avoir commencé par de brillantes victoires]. Il y aura une grande bataille, où restera beaucoup de monde. Si on faisait des prières

publiques, la guerre cesserait plus tôt ; mais parce que le peuple ne prie pas, parce qu'il devient de plus en plus méchant, la guerre ne cessera pas de sitôt. Qu'on prie donc, qu'on fasse prier dans tous les sacrifices, afin que la paix se fasse, que le Roi ne soit pas trahi, qu'il vive longtemps. Ses ennemis ont grande envie de l'empoisonner ; s'il venait à mourir, ce serait un grand malheur pour la France. »

L'année suivante, la Mère de Dieu le redit à sa fille en désignant explicitement les huguenots comme les ennemis du Roi qui veulent l'empoisonner.

Quelques mois après, en 1692, la Vierge Marie lui demande de réciter plusieurs rosaires pour le Roi, afin que Dieu le retire des graves embarras où il s'est jeté, le préserve d'être trahi et l'aide à mettre fin aux troubles provoqués dans le Royaume par les huguenots.

Le jour de Sainte-Luce 1695, l'Ange dit à Benoîte de redoubler de prières pour Sa Majesté, car *« le prince de Piémont a ramassé une grande armée et dès lors une grande guerre est imminente »*. Plus tard, il signalera surtout deux iniquités qui irritent davantage le Ciel : *« On est peu chaste et peu charitable pour les pauvres. »*

Benoîte fut avertie, de surcroît, que la guerre de succession d'Espagne (1701-1713) était causée par *« les péchés des peuples »* et *« la grande impiété »*.

Au même moment, à l'autre bout du Royaume, un prophète s'était levé qui comprenait et prêchait que le monde entraît désormais dans les derniers temps.

PRÉCURSEUR DE L'IMMACULÉE.

Saint Louis-Marie Grignon de Montfort (1673-1716) a non seulement lancé de pathétiques avertissements contre l'impiété montante, mais il a annoncé aussi l'Épiphanie de l'Immaculée : *« Dieu veut révéler et découvrir Marie, le chef d'œuvre de ses mains, dans ces derniers temps. Comme elle est l'aurore qui précède et découvre le Soleil de justice, qui est Jésus-Christ, elle doit être connue et aperçue, afin que Jésus-Christ le soit »*, écrit-il dans son *Traité de la Vraie Dévotion*, celle-ci étant une *« préparation au règne de Jésus-Christ »*.

Comme un nouveau Jean-Baptiste, notre saint missionnaire a crié dans le désert que *« le chemin du Seigneur »* qu'il fallait suivre était la Vierge Marie Elle-même. Pendant treize ans, de 1703 à 1716, dans la campagne nantaise, autour de Poitiers ou de Rennes, au diocèse de La Rochelle, on le vit par tous les temps aller à grands pas de paroisse en paroisse, un long chapelet pendu au cordon qui lui servait de ceinture, un crucifix sur la poitrine. *« Le Père au grand chapelet »* parcourut ainsi deux mille lieues à pied avec, à la main, une sorte de bourdon surmonté d'une statuette de la Vierge pour toucher les cœurs

et propager la dévotion du saint Rosaire. Maintes fois aussi, la Vierge lui apparut.

Aux Ardilliers, près de Saumur, il confirma dans sa vocation sainte Jeanne Delanoue, une grande sainte qui, à la Fête-Dieu 1693, avait eu sa première vision mariale, voyant la Vierge Marie associée à la Sainte Trinité et « *toute de feux du Saint-Esprit* » !

De son vivant, le Père de Montfort posa aux Messieurs de Saint-Sulpice qui l'avaient instruit la même énigme qu'aux autorités de Jérusalem saint Jean-Baptiste avertissant leurs envoyés de la venue de Celui qui nettoiera son aire et « *consumera les bales au feu qui ne s'éteint pas* » (Mt 3, 12).

Dans sa fameuse *Prière embrasée*, saint Louis-Marie s'écriait : « *Au feu, au feu, au feu ! À l'aide, à l'aide, à l'aide ! Au feu dans la maison de Dieu, au feu dans les âmes, au feu jusque dans le sanctuaire !... Votre divine loi est transgressée, votre Évangile est abandonné, les torrents d'iniquité inondent toute la terre et entraînent jusqu'à vos serviteurs, toute la terre est désolée, l'impiété est sur le trône, votre sanctuaire est profané et l'abomination est jusque dans le lieu saint ! Laissez-vous tout ainsi à l'abandon, juste Seigneur, Dieu des vengeances ? Tout deviendra-t-il à la fin comme Sodome et Gomorrhe ?* » (n° 5)

Est-ce là le tableau de la France de Louis XIV ? Ou une annonce de ce qui allait venir, en châtiment du refus opposé par le Roi aux demandes du Sacré-Cœur ?

C'était les deux en même temps : car, disait saint Louis-Marie, « *jamais le monde n'a été si corrompu qu'il l'est, parce que jamais il n'a été si fin, si sage à son sens, ni si politique* » (*L'amour de la Sagesse éternelle*, n° 79).

Le saint n'eut d'autre rapport historique avec Louis XIV qu'au sujet de son grand et magnifique Calvaire de Pontchâteau qu'il dut se résigner à détruire sur ordre du Roi.

Le Père de Montfort mourut à Saint-Laurent-sur-Sèvres en avril 1716, un an après Louis XIV. Il eut le temps de voir le diable se déchaîner, avec l'avènement du Régent, le duc d'Orléans.

L'année suivante, en 1717, était fondée la franc-maçonnerie, ultime invention de Satan, avec son "secret crasseux", caricature du lumineux Secret de Marie. Cela aussi, saint Louis-Marie l'avait annoncé comme un ultime combat entre l'Immaculée et Satan :

« *Enfin Marie doit être terrible au diable et à ses suppôts comme une armée rangée en bataille, principalement dans ces derniers temps, parce que le diable, sachant bien qu'il a peu de temps, pour perdre les âmes, redouble tous les jours ses efforts et ses combats ; il suscitera bientôt de cruelles persé-*

tions, et mettra de terribles embûches aux serviteurs fidèles et aux vrais enfants de Marie. » (*Traité de la vraie dévotion*, n° 50)

LE BON PEUPLE DE FRANCE.

Pendant tout le dix-huitième siècle, la dévotion mariale se maintint vivante dans le peuple de France, du moins dans sa meilleure part. Les confréries du Rosaire entretenaient la dévotion dans les familles et les paroisses. Tout bon catholique avait désormais un chapelet dans sa poche.

Autre forme de dévotion publique : lors de la terrible peste qui ravagea la ville de Marseille en 1720, on vit le saint évêque, Mgr Henri de Belsunce, se dévouer héroïquement aux soins des pestiférés et, sur la révélation faite à une sainte visitandine, Anne-Madeleine Rémuzat, conjurer le fléau par la consécration publique de la ville au Cœur adorable de Jésus. Dans ce salut miraculeux, l'évêque voulut associer "la Bonne Mère", non pas dans son sanctuaire de La Garde qui remontait au treizième siècle, mais dans sa chapelle de Notre-Dame-de-Grâce, près d'Honfleur, en Normandie. Pourquoi ce sanctuaire ?

Probablement parce qu'en 1624 une peste avait éclaté à Lisieux et l'évêque de l'époque avait conjuré le fléau en venant y prier la Vierge Médiatrice de toutes grâces. En 1723, on vit donc Mgr de Belsunce, le crucifix à la main et les pieds nus, gravir le sentier escarpé qui mène du port d'Honfleur à la chapelle de Notre-Dame-de-Grâce.

Il faut mentionner un autre exemple de dévotion populaire, particulièrement touchant, car il associe la ferveur personnelle au souci de l'avenir de la dynastie, en raison des décès successifs parmi les enfants de la famille royale. Il s'agit d'une bourgeoise de Paris, Madame Barrau, qui entreprit d'aller plusieurs fois en pèlerinage à Liesse, à pied, le chapelet à la main, « *pour la santé des enfants de France* ». On a conservé au sanctuaire de Liesse son témoignage :

« *Le premier duc de Bretagne mourut à neuf mois, le second mourut à cinq ans, et fut porté avec Mgr de Bourgogne et Madame de Bourgogne à Saint-Denis [lieu de sépulture de la Maison de France]. Je fus si pénétrée de douleur d'une si grande perte pour la France, et je voyais qu'il ne restait que Louis XV, enfant très délicat... Je pensai que je ne pouvais mieux faire pour obtenir de Dieu sa conservation que de faire vœu dans l'instant de partir à pied pour faire le pèlerinage de Notre-Dame de Liesse. Pour qu'Elle serve de mère au prince, qu'Elle le prenne, lui et tout son royaume, sous sa sainte protection, toute sa vie, j'ai donné un enfant d'argent.* » Elle y retournera plus de dix fois ! dont une fois avec son petit neveu âgé de six ans,

« *qui répondait aux litanies de la Sainte Vierge que je disais tous les samedis pour le Roy* » !

SAINTE FAMILLE ROYALE.

C'est dans l'entourage proche de Louis XV que se conserva, avec le dogme de la foi, l'amour de la Sainte Vierge.

Le Roi avait épousé en 1725 la douce et pieuse Marie Leszczyńska, princesse de Pologne. Il s'en suivit douze ans d'un amour fidèle, marqué par dix naissances. Celle du dauphin Louis fut obtenue après de pieuses instances : pèlerinage à Notre-Dame de Paris, communion du Roi et de la Reine, celle-ci fit le vœu de réciter chaque jour le Petit office de la Vierge ! Le 4 septembre 1729 naissait un prince, qui fut consacré à Notre-Dame de Chartres.

En 1738, le Roi mit au pas le Parlement, interdit les sociétés secrètes, signa le traité de Vienne, qui renouait la grande politique française d'alliance avec les puissances catholiques, l'Espagne et l'Autriche, contre les puissances protestantes. En cette année du centenaire du vœu de Louis XIII, Louis XV renouvela solennellement la consécration de son aïeul. Mais le feu de la dévotion n'y était plus : en ce siècle des prétendues Lumières, c'est la mention de « l'Être suprême » qui fut placée en tête de la consécration !

En 1744, le Roi recommandait ses armées à Notre-Dame de Grâce de Cambrai et remportait peu après la victoire de Fontenoy. Il avait aussi offert à Notre-Dame de Boulogne le cœur d'or traditionnel, mais refusait de reconnaître sa suzeraineté, car « *le Roi de France n'est vassal de personne* », fit-il répondre par un de ses ministres !

Vassal de personne, pas même de la Très Sainte Vierge ? Alors il était mûr pour tomber dans l'esclavage du diable, comme notre Père nous l'a expliqué à propos de sa rencontre en 1745 au bal de l'Opéra d'une très jolie femme, la future marquise de Pompadour : elle devint en un instant l'objet d'une passion si forte que le Roi lui cédera tout, et par elle il cédera tout au parti de l'incrédulité montante, celui des parlementaires, financiers, philosophes et autres francs-maçons.

Il ne restera plus à la reine Marie, que le peuple appelait la « bonne Reine », et qui fut de son vivant comparée à la reine Blanche, ainsi qu'à ses filles, liées aux carmélites de Compiègne, et au dauphin Louis, de trouver dans la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus consolation et courage, dans le sacrifice et le pardon. La Reine, voyant en ce culte le remède à l'impiété qui gagnait le royaume, en obtint du pape Clément XIII l'instauration dans tous les diocèses de France.

Cette Reine, artiste, intelligente et cultivée, qui parlait six langues, dont le latin, dénonça la première l'*Encyclopédie*. Après l'avoir feuilletée, refermant le

livre, elle déclara : « *Voilà du mauvais et du très mauvais. C'est ce que j'avais toujours craint.* » (CRC n° 352, janvier 1999, p. 28)

Elle ne supportait pas qu'on affiche un air d'incrédulité à la mode du temps. À l'une de ces dames qui se piquaient de raisonner sur la religion, elle rétorqua : « *Croyons ce que croit l'Église et disons notre chapelet.* »

MADAME LOUISE, VICTIME DE ROME

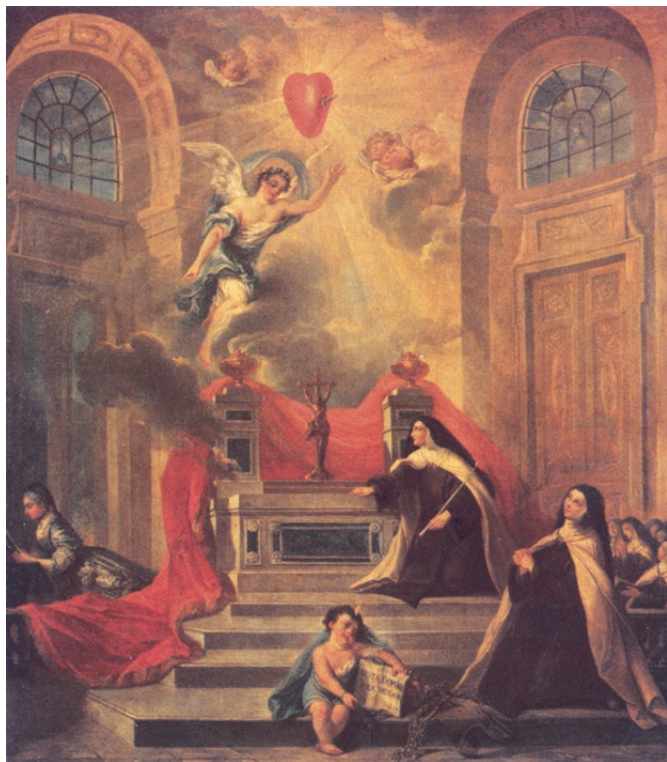
POUR SA DÉVOTION AU CŒUR DE MARIE.

Certaines communautés religieuses étaient gagnées par le jansénisme. Mais d'autres en étaient préservées grâce à la dévotion au Cœur de Marie : dans les moments difficiles, on avait recours à ce très Saint Cœur.

Ainsi, en 1764, au premier monastère de la Visitation de Paris, la petite vérole sévissait dans le couvent. Depuis le mois de novembre jusqu'au mois d'avril, dix-huit religieuses ou pensionnaires en avaient été atteintes. Pour obtenir la cessation du fléau, la mère Chalmette fit vœu de célébrer tous les ans la fête du Cœur de Marie. Dès ce moment la contagion disparut et, durant les dix-huit années qui suivirent, la communauté en fut préservée, bien qu'à plusieurs reprises la terrible maladie régnât dans Paris.

En 1770, la protection de Marie se manifesta d'une manière non moins éclatante sur le carmel de Saint-Denis. En effet, depuis 1760, le carmel Jésus-Maria connaissait de graves difficultés financières. On avait réduit au minimum ce qu'il fallait pour faire vivre les vingt-sept carmélites, au point de supprimer un repas ! Mais les créanciers menaçaient toujours. La prieure eut alors recours à la protection de la Sainte Vierge et fit avec toute sa communauté un vœu : elle promettait de faire chaque année, du 8 au 16 février, une neuvaine au Cœur de Marie et de construire un oratoire en son honneur, si elle obtenait de la Providence l'entrée d'une postulante aisée dont la dot pût éviter à leur communauté d'être dispersée. Une carmélite dit alors : « *Il ne faudrait pas moins que la fille d'un Roi.* »

La dernière des filles de Louis XV et de la reine Marie, Madame Louise, voulait depuis longtemps devenir carmélite, mais elle n'avait pas décidé dans quel carmel elle solliciterait son admission. Sans rien connaître du vœu des religieuses, son choix se porta sur celui de Saint-Denis précisément pendant leur neuvaine commencée le 8 février, et à peine était-elle achevée que Madame Louise reçut de son père l'autorisation écrite d'y entrer. Elle se présenta aux grilles du couvent le 11 avril 1770 qui était un Mercredi saint et implora à genoux devant les religieuses assemblées : « *Je vous supplie, mes sœurs, de me recevoir et d'oublier ce que j'ai été dans*



Le vœu des carmélites de Saint-Denis

(GUILLOT, dix-huitième siècle).

L'ange du carmel montre d'une main le Cœur Immaculé de Marie, tandis que de l'autre il désigne Madame Louise en prières.

le monde. Priez Dieu pour le Roi et pour moi. Je désire de toutes les forces de mon âme être carmélite.» Elle y reçut le nom de sœur Thérèse de Saint-Augustin.

Il va sans dire que les carmélites considéraient cette vocation comme un pur effet de la puissante intercession du Cœur de Marie, et Madame Louise aimait à dire : « *C'est au Cœur de Marie que je dois le bonheur d'être ici.* »

En 1772, pour tenir leur promesse, elles transformèrent elles-mêmes une cellule du premier étage en oratoire, aujourd'hui restauré, qu'elles dédièrent au Cœur de Marie. Au plafond, elles le peignirent percé d'un glaive, et elles ornèrent les murs bleus de fleurs de lys. De plus, elles placèrent dans l'oratoire un Tableau du Vœu et, à tour de rôle, les sœurs étaient tenues d'y prier leur Mère du Ciel.

Chaque année, l'ordre du Carmel honorait la fête du Cœur de Marie par un office liturgique qui était gratifié d'indulgences. Or, en octobre 1770, le pape Pie VI refusa de renouveler pour cette fête les indulgences parce que cette dévotion faisait l'objet de débats entre théologiens : « *C'est une nouveauté, écrivait le cardinal-secrétaire d'État, dont le Saint-Père n'a pas cru devoir introduire l'exemple.* » (Bernard Hours, *Madame Louise, princesse au Carmel*, Cerf, 1987, p. 186) Deux ans plus tard, Rome retirait cette fête du calendrier liturgique du Carmel ! Sœur Thérèse s'en montra « *fâchée et désolée* » et, soutenues par les visiteurs de l'ordre, les carmélites de Saint-Denis n'interrompirent pas leurs dévotions.

Quelques années plus tard, élue prieure, Mère Thérèse supplia le Pape, au nom de tous les carmels de France, de rétablir l'office du Cœur de Marie, à la date du 8 février. Mais Rome refusa : le Pape fit répondre par deux fois qu'il ne fallait pas introduire de précédents « *qui pouvaient se révéler pernicieux* ». Pie VI manifesta même son impatience : *Le rang de prieure, si respectable qu'il soit, ne lui donne aucun droit !*

Madame Louise s'était offerte en victime pour la conversion de son père, Louis XV, mais elle fut aussi victime de Rome pour sa dévotion au Cœur de Marie. Essuyant humiliations et rebuffades de la part du Pape lui-même, elle accepta tout par amour pour la Sainte Vierge.

Elle supplia son directeur, l'abbé Courbon du Ternay, de constituer un dossier sur l'histoire de cette dévotion, et sa ténacité fut récompensée puisque, cinq ans plus tard, elle reçut l'autorisation *verbale* de continuer à dire l'office du Cœur de Marie (cf. Frère Michel de l'Immaculée triomphante, « *Madame Louise de France* », *Il est ressuscité* n° 82, p. 32).

LE PÈRE DE CLORIVIÈRE, TÉMOIN LUCIDE.

Il existe un lien très certain entre le jansénisme et la Révolution, remarquait l'abbé de Nantes. Car si la haine de la religion s'est développée dans le peuple au cours du dix-huitième siècle, c'est parce que ces pauvres gens avaient en haine la dureté de cœur et le pharisaïsme attribués à Dieu lui-même par les jansénistes.

Quand la Révolution éclata, la Vierge Marie eut ses témoins qui gardèrent leur foi invincible au milieu du déchaînement de l'impiété.

Le plus clairvoyant, parce que la Vierge Marie le guidait en tout, ce fut le Père Pierre-Joseph Picot de Clorivière (1735-1818). Malouin d'origine, il se fit jésuite en 1756 et prononça ses vœux solennels le 15 août 1773, à la veille de la suppression de la Compagnie de Jésus par le Pape.

Bientôt nommé curé de Paramé près de Saint-Malo, il écrivit une *Vie* du Père de Montfort, tellement son âme était apparentée à la sienne. Dans ses prédications, il tonnait contre les doctrines nouvelles. Il développa une critique très perspicace de la Déclaration des droits de l'homme, celle-ci étant tout inspirée par l'orgueil et l'impureté qui avaient plongé le siècle dans les ténèbres.

Mais qui pourra nous en délivrer ?

En bon disciple de saint Louis-Marie, et avec les lumières qu'il reçut à la lecture de l'Apocalypse, le jésuite répondait : seule la Vierge au Cœur Immaculé pourra en triompher. Voici l'une de ses prophéties : « *Des peuples, qui étaient en partie plongés dans toutes les horreurs de l'apostasie, seront tout à coup changés et s'élèveront à une haute sainteté par les*

choses merveilleuses qui s'opéreront au milieu d'eux, par l'entremise de la très Sainte Vierge Marie.»

Lors de la Révolution, le Père de Clorivière dut se cacher à Paris, où il fonda la *Société du Cœur de Jésus* et, avec mademoiselle Adélaïde de Cicé, celle des *Filles du Cœur de Marie*, vouée à la réparation des outrages à la Sainte Vierge commis par les révolutionnaires. Tant de statues antiques furent profanées, réduites en cendres : celles du Puy, de Boulogne, de Liesse ; tant de sanctuaires furent dévastés. Il fallait réparer ces crimes, en « *soumission à la divine Justice* ».

« *Ces deux Cœurs sont essentiellement l'un dans l'autre* », écrivait-il, et les noms des Sociétés qu'il fonda « *nous rappellent combien nous devons être attachés à une dévotion infiniment solide en elle-même et qui, ayant pris naissance dans ce pays [de France] où a commencé depuis le mal qui désole le christianisme, semble nous avoir été donnée comme la digue principale qu'il faut opposer au torrent d'iniquité* ».

CATHELINEAU ET NOTRE-DAME DE CHARITÉ.

Les Vendéens furent indéfectiblement fidèles à l'alliance de notre nation avec Marie. Cathelineau, le chef vendéen, conduisit des pèlerinages de pénitence et de supplication « *pour la conservation de la Religion en France* », d'abord à Notre-Dame de Bellefontaine, puis à Notre-Dame de Charité, un petit sanctuaire dans les Mauges, où les prêtres de la paroisse, réfractaires, y célébraient clandestinement la messe. Comme il était de plus en plus fréquenté, les autorités de Chalonnes s'en alarmèrent et, en août 1791, une nuit, un détachement de gendarmes y monta et découvrit un spectacle féerique : une multitude de cierges allumés embrasait les ténèbres. Environ huit cents personnes étaient là pour assister à la messe et chanter les litanies de la Sainte Vierge. Dès le lendemain, ordre fut donné par le Directoire de démolir la chapelle, ce qui fut fait quelques jours plus tard.

Les pèlerinages n'en continuèrent pas moins de se succéder, d'autant que la Sainte Vierge se montrait « *dans le creux d'un chêne, à cinq ou six pieds de l'emplacement de la chapelle* ». De nombreux témoins la virent, même les deux maçons qui avaient démolì le sanctuaire. Ils en furent convertis.

Jacques Cathelineau s'y rendit dix-huit fois, par tous les temps, puisque la Sainte Vierge y descendait elle-même pour encourager ses enfants à persévérer. Nul doute qu'il puisa là les grâces nécessaires pour mener son combat contre-révolutionnaire avec force et piété, jusqu'à son martyre, en 1793.

LA VIERGE MARIE N'OUBLIE PAS SES ENFANTS.

En ces temps de sanglante révolution, un fait, parmi beaucoup d'autres, illustre la protection que la

très Sainte Vierge accorda à ceux qui recouraient avec ferveur et confiance à son intercession.

Le 1^{er} mars 1794, au hameau vendéen de la Tullévrière, dans la vallée de la Petite-Boulogne, près de Challans, arrivèrent deux colonnes infernales qui sillonnaient le pays, semant la mort, détruisant tout sur leur passage. Au centre du hameau, au pied d'un calvaire, un prêtre réfractaire déjà âgé, l'abbé Alexandre Ténèbre, se préparait à célébrer la messe pour ses paroissiens. Comme les Bleus étaient tout près, il les exhorta à une confiance absolue dans la Sainte Vierge.

Toutefois, une vingtaine de fidèles prirent peur, en dépit de l'assurance de leur curé, et s'enfuirent dans les bois. Ils furent tous massacrés...

En revanche, ceux qui étaient restés, dociles, autour de leur bon pasteur, furent épargnés, par quel miracle ? Par un miracle de la Sainte Vierge, répondant à leur confiance en sa toute-puissance.

L'année 1794 n'était pas achevée que les survivants, entraînés par leur courageux curé, élevèrent sur les lieux mêmes une chapelle consacrée « *à la plus grande gloire de Dieu sous la protection de la très Sainte Vierge Marie, Mère de Dieu, et sous le nom et l'invocation des bienheureux martyrs du Bas-Poitou* » (Laurent Charrier, *L'abbé Ténèbre et la chapelle de la Tullévrière*, éd. Silœ, 2005, p. 54).

VICTIMES MARIALES.

À côté des témoins lucides comme le Père de Clorivière, qui ne concédaient rien à l'erreur et au crime, à côté des Vendéens et Chouans qui prirent les armes pour défendre, le chapelet à la main, « *le Trône, l'Autel et leurs foyers* », il y eut de pures victimes, offrant leur vie par amour de Jésus et de Marie, en sacrifice expiatoire pour les crimes de la Révolution : les carmélites de Compiègne, les ursulines de Valenciennes, les Filles de la Charité à Arras.

Ces dernières étaient au nombre de cinq : arrêtées, conduites à Cambrai, elles furent condamnées à mort par le tribunal révolutionnaire pour avoir refusé de prêter serment à la Constitution. Les voyant monter à l'échafaud en égrenant leur chapelet, l'accusateur public se moqua : « *Puisqu'elles tiennent à leurs chapelets, qu'on leur en fasse des couronnes !* » L'ordre fut exécuté, et ce fut ainsi, couronnées de leur chapelet, qu'elles témoignèrent dans leur martyre de leur indéfectible dévotion pour leur divine Mère.

Il faut placer aussi très haut dans notre Ciel marial la merveilleuse figure de Madame Élisabeth de France, qui accepta, dans la tourmente, de demeurer au milieu des siens comme une muraille d'airain, en « *témoin de la vérité* », disait notre Père, précisément *de la vérité divine* de la religion royale, à l'égard de tous ceux qui en avaient perdu

la notion ou qui la détestaient. Celle qu'on appela la "Sainte Geneviève des Tuileries" déplorait la faiblesse de son frère, Louis XVI, qui se laissa dominer par l'Assemblée nationale :

« Les monstres sont les maîtres de l'Assemblée, observait-elle, et leurs décrets successifs manifestent leur politique folle qui ôte toute autorité au Roi, et dont le but est de détruire la religion. »

« La Révolution est un châtement de Dieu. Nous avons provoqué sa colère par l'irréligion. À force de lumières, nous sommes parvenus à une incrédulité effrayante. À nous de fléchir le Ciel. »

MADAME ÉLISABETH CONSOLE

LES CŒURS DE JÉSUS ET DE MARIE.

Madame Élisabeth avait une vraie dévotion pour les Sacrés Cœurs de Jésus et de Marie. « Elle avait demandé qu'on adressât des prières de réparation au Cœur de Jésus outragé par les lois impies : "Pensons, écrivait-elle à Madame de Bombelles, que son Cœur souffre plus encore que sa colère n'est irritée. Il dépend de nous de le consoler. Ah ! que cette idée doit animer la ferveur des âmes assez heureuses pour avoir la foi." » (Antoine Lestra, *Le Père Coudrin, fondateur de Picpus*, éd. Lardanchet, 1952, p. 93)

Elle se tournait vers la Vierge Marie : *« Louis XIII nous a montré à qui nous devons nous adresser dans nos besoins. C'est une bonne Mère qui ne nous abandonnera pas. »*

Le 10 février 1790, le jour anniversaire du vœu de Louis XIII, la famille royale assistait à la messe à Notre-Dame de Paris. Là, providentiellement, une bonne personne leur distribua une consécration de la France, que le Roi, la Reine et tous ceux qui étaient avec eux purent réciter pendant la messe :

« Ô Vierge sainte ! Vous avez toujours si spécialement protégé la France. Tant de monuments nous attestent combien Elle vous a toujours été chère ! Et à présent qu'elle est malheureuse, est plus malheureuse que jamais, elle semble vous être devenue étrangère ! Il est vrai qu'elle est bien coupable ! Mais tant d'autres fois elle le fut et vous lui obtîntes son pardon ! Ah ! Dieu veut peut-être qu'il soit renouvelé par nous, le vœu que fit un de nos Rois pour Vous consacrer la France... »

« Eh bien, ô, Marie, ô très sainte Mère de Jésus-Christ, nous vous rendons la France tout entière. Reprenez, ô Vierge sainte, vos premiers droits sur elle ; rendez-lui la foi, rendez-lui votre ancienne protection, rendez-lui la paix. Rendez-lui Jésus-Christ »

qu'elle semble avoir perdu. Enfin, que ce royaume de nouveau adopté par Vous, redevienne tout entier le royaume de Jésus-Christ. Ainsi soit-il. »

Madame Élisabeth fut enthousiaste de cette consécration et écrivit à Madame de Bombelles : *« Tous ces hasards me font espérer que Dieu s'en est mêlé et qu'il nous regarde en pitié. »*

Au mois de juillet suivant, pour obtenir la conservation de la religion dans le Royaume, la princesse composa « un vœu au Cœur Immaculé de Marie, dont le texte est malheureusement perdu, sauf cette admirable phrase : "Le Saint Cœur de Marie fut comme l'arche où se conserva la foi au temps de la Passion." » (Ibid., p. 78)

Elle associa ses amies à ce vœu.

« Promesse est faite d'élever un autel au Cœur Immaculé de Marie, comme le Dauphin, père de Louis XVI, avait élevé dans la chapelle de Versailles le premier autel au Sacré-Cœur, de fonder un Salut du Saint-Sacrement le premier samedi de chaque mois, et de procurer chacune l'éducation chrétienne d'un garçon et d'une fille pauvre. Les associés font exécuter "de l'or le plus pur" un double Cœur, "effigie du Cœur de Jésus joint au Cœur de Marie", à l'intérieur duquel leurs noms sont renfermés et ces deux mots gravés : *L'Église de France. La famille royale.* On le dépose à Chartres au pied de la statue miraculeuse. » (Ibid.)

Après avoir fait assaut au Ciel de supplications ardentes, Madame Élisabeth s'abandonna au Bon Plaisir divin, comme l'indique la sublime prière qu'elle composa lorsqu'elle fut emprisonnée au Temple. Quand elle périt sur l'échafaud, le 10 mai 1794, elle portait à son cou une petite médaille d'argent de l'Immaculée Conception, qui ne la quittait jamais.

Ces martyrs, victimes de la Révolution, qui rachetèrent tant d'infidélités et de crimes, étaient animés des dons du Saint-Esprit, particulièrement du don de force, obtenus par leur dévotion à l'Immaculée. En persévérant jusqu'au bout, ils remportaient d'éclatantes victoires sur Satan.

« La mort des justes est précieuse aux yeux de Dieu », chante le psalmiste, c'est pourquoi leurs sacrifices ne furent pas vains : le sang des martyrs fut à l'origine de la renaissance catholique et mariale du dix-neuvième siècle où l'on verra se développer un magnifique courant de dévotion aux Saints Cœurs de Jésus et de Marie qui se répandra dans toute l'Église et, par ses instituts missionnaires, dans le monde entier.

(père François de Marie des Anges.